


SIRIEX-HERTRICH



L'EMPIRE
AU
COMBAT

OFFICE FRANÇAIS D'ÉDITION

SIRIEX-HERTRICH

**L'EMPIRE
AU
COMBAT**

OFFICE FRANÇAIS D'ÉDITION

PRÉFACE

Avant même que la France n'eût pu commencer d'acquérir, dans une nuit ardente, sa revanche prochaine, l'Empire, dont on ne saura jamais si la capitulation l'avait oublié ou méprisé, refusait la tentation du désespoir et l'absurdité du renoncement. Moins affligé par la défaite qu'animé par l'impatience d'agir, l'un de nos territoires les moins prisés, le Tchad, décidait pour son compte de forcer la chance, et son initiative était l'origine de ce rassemblement général qui aboutit à la reconquête de la Patrie.

Ce n'est pas d'une simple reconquête militaire qu'il s'agissait. Sans doute était-il nécessaire que, mêlées aux armées américaine et britannique, les troupes françaises d'outre-mer fussent à la pointe des batailles sur le sol de France. Sans doute fallait-il que des hommes d'Afrique Équatoriale, du Cameroun, de Nouvelle-Calédonie, de Tahiti, de l'Inde française, des Somalis, de Saint-Pierre et Miquelon, de Madagascar, de la Réunion, d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de la Guyane, de la Martinique et de la Guadeloupe, obstinément et hardiment, vinsent donner la main à la résistance française pour emporter et parfaire la victoire. Toulon, Paris, Strasbourg ont été le prix de leur action et resteront les témoins de leur valeur.

Mais, il était indispensable aussi de réhabiliter la devise de la France. La République, que l'on rétablissait, eût été imparfaite si, du maquis et de l'Empire, la même volonté d'effacer le reniement de la révolution française ne se fût pas exprimée. Cette identité de but allait éclater à la face du monde. Ceux qui s'étaient au loin conservé la liberté, comme ils eussent fait un étendard, rencontraient ceux qui l'avaient recherchée dans la douleur. La vraie France rejaillissait sous le choc de son peuple et des armées formées sur ses terres lointaines.

Il est si doux d'être libre qu'on risque d'oublier d'où vient un tel bien. Si l'Empire, que Vichy avait cru ensevelir dans son désespoir, n'avait pas de lui-même et, de cette façon, réagi contre les ordres donnés, il eût manqué quelque chose à la Libération de la France. Nous avons, certes, des amis qui, dans le monde, avaient pleuré sur notre défaite et plus encore sur l'acceptation par Vichy de notre défaite. Mais, si cette sympathie nous attendrissait, elle ne suffisait pas pourtant à démontrer la constance de notre grandeur. Que dix peuples divers, estimés subalternes, que dix peuples coloniaux se soient levés, parce que c'était le peuple français qui était asservi, voilà qui donnait à sa lutte personnelle une efficacité et une beauté sans partage.

La liberté de la France a été désirée, voulue, atteinte pour la seule raison qu'il s'agissait de la France et elle a été désirée, voulue et atteinte par ces colonies qu'on rejetait sur une échelle réduite, aux dernières pages des atlas scolaires. Il devenait évident qu'une vérité assez attachante eût été projetée par notre pays jusqu'aux bords du Congo et aux archipels du Pacifique pour que l'on y sentît l'impérieux besoin de le reprendre et ne vivre qu'avec lui.

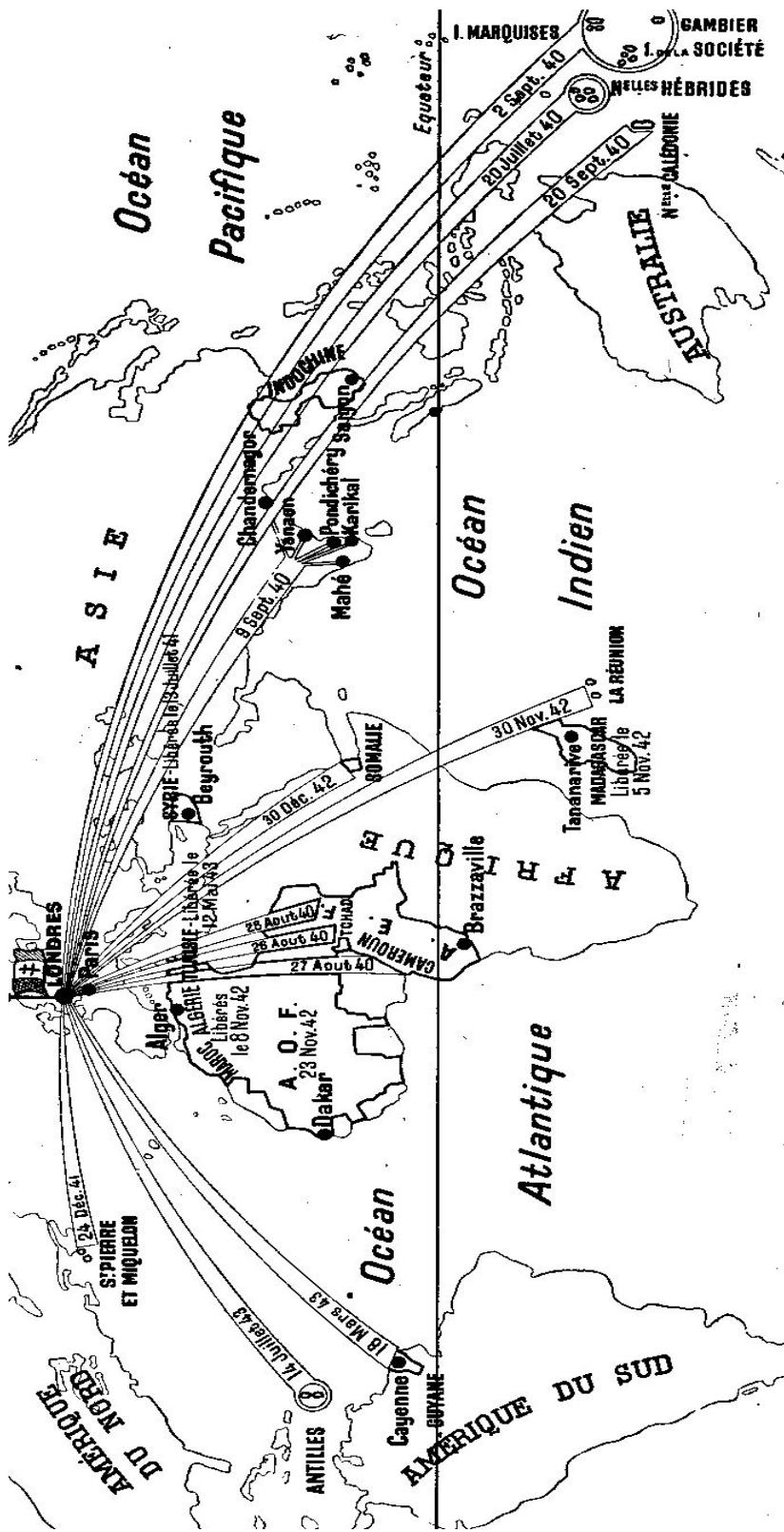
C'est cela que la France ne doit pas oublier. Sans qu'elle s'en doutât, peut-être, elle était éperdument aimée, aimée jusqu'à la mort. Cette passion portait la marque de l'esprit : ce n'était pas la vie quotidienne de la France qu'on recherchait, ni ses villages laborieux, ni son épargne, mais cette somme d'idées généreuses qu'il est si difficile de promouvoir quand on détient tous les moyens de la puissance et que la France promouvait quand même en dépit de ses intérêts et des routines. Il y avait, dans cette particularité, assez de vertu pour qu'on s'attachât à reconquérir sur l'ennemi la terre qui en avait le privilège.

Ainsi les Tahitiens, comme les Kabyles ou les Malgaches, ont-ils chassé l'ennemi, notre ennemi, des villes où les monuments publics affirmaient sur leur fronton la règle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. C'est par là que s'explique leur concours spontané. Quand la France avait chancelé, leur grand espoir courait le risque d'être à jamais déçu. Mais ils s'y étaient accrochés et c'est par les armes qu'ils l'avaient regagné.

La France ne l'oubliera pas. Elle sait qu'elle est la seule récom~

pense dont on puisse les payer. Leur désintéressement égale le nôtre ; leur liberté ne doit pas être inférieure à la nôtre. Entouré de dix peuples divers, le peuple français libéré retrouvera dans la grandeur d'autrui le secret de sa propre grandeur.

H. LAURENTIE.



CHAPITRE I

L'APPEL DU 18 JUIN 1940 : L'ÉLAN DE L'EMPIRE AU SECOURS DE LA FRANCE

Au moment où, dans la débâcle, un groupe d'hommes, à Bordeaux, abandonnait le destin de la France, le général de Gaulle lançait l'inoubliable appel du 18 juin 1940 à tous les Français libres. A la voix de la résignation et de la capitulation succédait celle de l'espoir et de la foi :

Le dernier mot est-il dit? L'espérance doit-elle disparaître? La défaite est-elle définitive? Non!

Croyez-moi, moi qui vous parle en connaissance de cause et qui vous dis que rien n'est perdu pour la France. Les mêmes moyens qui nous ont vaincus peuvent faire venir un jour la victoire.

Car la France n'est pas seule. Elle n'est pas seule. Elle n'est pas seule. Elle a un vaste Empire derrière elle. Elle peut faire bloc avec l'Empire britannique qui tient la mer et continue la lutte. Elle peut, comme l'Angleterre, utiliser sans limites l'immense industrie des États-Unis.

Cette guerre n'est pas limitée au territoire malheureux de notre pays. Cette guerre n'est pas tranchée par la bataille de France. Cette guerre est une guerre mondiale...

Quoiqu'il arrive, la flamme de la résistance française ne doit pas s'éteindre et ne s'éteindra pas...

C'était le langage attendu dans l'Empire, où, malgré l'équivoque entretenue par la présence du « Vainqueur de Verdun » à la tête du gouvernement, on ne pouvait comprendre la décision prise à Bordeaux, alors que nos forces et nos territoires d'outre-mer étaient encore intacts. D'une extrémité à l'autre du monde français, une protestation s'éleva.

Le 19 juin, le général de Gaulle s'adressait plus particulièrement à l'Afrique du Nord vers laquelle tous les yeux étaient tournés :

Déposer les armes, évacuer une position militaire, accepter de soumettre n'importe quel morceau de terre française au contrôle de l'ennemi, ce serait un crime contre la Patrie.

A l'heure qu'il est, je parle avant tout pour l'Afrique du Nord française, pour l'Afrique du Nord intacte.

L'armistice italien n'est qu'un piège grossier.

Dans l'Afrique de Clauzel, de Bugeaud, de Lyautey, de Noguès, tout ce qui a de l'honneur a le strict devoir de refuser l'exécution des conditions ennemies.

Il ne serait pas tolérable que la panique de Bordeaux ait pu traverser la mer...

La continuation de la guerre en Afrique du Nord, où quatre cents mille hommes avaient été mobilisés, faisait partie d'un plan d'ensemble. Elle avait été envisagée trop tardivement peut-être, mais bien avant la demande d'armistice, en fonction des opérations en général, sur terre et sur mer. Dès les premiers jours de juin, le gouvernement, sur la suggestion du général de Gaulle, alors sous-secrétaire d'État à la Défense Nationale, avait préconisé l'envoi en Afrique du Nord des nouvelles classes appelées sous les drapeaux. Il fallait pourvoir à leur équipement. Le 5 juin, le président du Conseil, M. Paul Reynaud, demandait au président Roosevelt, qui acceptait, d'envoyer des canons de 75 à Casablanca (1).

Le 5 juin aussi, le général de Gaulle se rendait à Londres pour obtenir le concours de la marine britannique au transport des classes récemment levées, comme des troupes et du matériel qui devraient être évacués.

Le plan de repli sur l'Afrique du Nord entrera en action jusqu'au moment où « le gouvernement de rencontre » de Bordeaux entravera son exécution. Nombreux pourtant sont les chefs d'unités et de dépôts, surtout dans l'aviation, qui réussissent à sauver une partie du matériel et à organiser son

(1) Mémoires de Paul Reynaud, publiées par *Les Nouvelles du Matin*.

évacuation. Des membres du Gouvernement et du Parlement s'embarquent pour le Maroc : c'est l'épisode du *Massilia* et de ses passagers prisonniers!

L'Afrique du Nord de Noguès! Combien d'espoirs déçus en France, dans l'Empire, dans le monde. Et cependant, dès le 16 juin, le jour même où le maréchal Pétain annonçait aux Français qu'il fallait cesser le combat, le général Noguès, Résident général au Maroc, et commandant en chef en Afrique du Nord, tenait aux dirigeants des Anciens combattants le langage ferme que chacun attendait de lui.

« Nous devons, disait-il en substance, profiter de la maîtrise des flottes française et britannique sur les mers pour organiser, dans le plus bref délai, une défense énergique. »

Le général Noguès constatait qu'au Maroc, comme en Algérie et en Tunisie, les esprits étaient préparés à une guerre à outrance. Le Sultan du Maroc lui avait déclaré en propres termes : « Pendant les heures douloureuses que la France traverse, les Marocains verseront leur sang à côté des Français jusqu'à la dernière goutte. » Le Bey de Tunis et les grands chefs musulmans d'Algérie lui avaient donné aussi les assurances du plus émouvant loyalisme.

« Nous devons donc avoir confiance, concluait Noguès, et ne pas nous laisser abattre par les malheurs de la Patrie, du moment que nous avons la possibilité de lutter et d'espérer un résultat honorable. »

C'est l'époque où, d'Algérie, du Maroc, de Tunisie, du Levant, de toutes les autres capitales de l'Empire, des télégrammes partent à l'adresse du maréchal Pétain pour lui crier que les Français d'outre-mer veulent résister, à l'adresse du général de Gaulle pour lui dire que son appel a été entendu.

La métropole submergée, l'appui matériel nécessaire à l'organisation de la guerre en Afrique du Nord ne pouvait venir que de la Grande-Bretagne. Le 20 juin, les délégués des anciens combattants du Maroc se rendaient auprès du Consul général britannique pour lui faire savoir que les élus de la population marocaine, sans distinction de partis, leur avaient confié la responsabilité des décisions à prendre en vue de continuer la lutte au Maroc. Ils priaient le représentant de l'Angleterre de

faire connaître à son gouvernement les dispositions de l'armée et de la population et de lui demander quelle aide immédiate pouvait être envisagée. Le Consul général promettait de communiquer ce message à Londres, sans dissimuler à la délégation que son pays, menacé d'invasion, ne pourrait que difficilement fournir des armements dont il avait lui-même le plus urgent besoin. Il acceptait aussi de transmettre au général de Gaulle un message par lequel la délégation le mettait au courant de ses démarches et l'assurait de son dévouement.

Le général Noguès attendait la visite de représentants du gouvernement britannique.

Dans la soirée du 24 juin, Lord Gort, le général Dill, chef de l'état-major impérial, et M. Duff Cooper arrivaient à Rabat pour conférer avec le commandant en chef en Afrique du Nord. Le général Noguès dut décevoir étrangement ses interlocuteurs qui repartirent dès le lendemain, au petit jour, non sans avoir été frappés des mesures prises pour empêcher les représentants de la population d'entrer en contact avec eux.

Le 23 juin, l'armistice avait été signé avec l'Allemagne et, le 24, avec l'Italie. Les grands chefs de nos territoires se turent et commencèrent à parler à leur tour le langage de la soumission. Le général Weygand allait couvrir l'opération de l'armistice de son autorité et, d'un point à l'autre de la Méditerranée française, veiller à l'accueil qui devait être fait aux commissions allemandes et italiennes.

Le 26 juin, Weygand télégraphiait à Noguès : « Les éléments d'appréciation dont vous disposez ne vous permettent pas de juger de la situation à laquelle le gouvernement a dû faire face, ni d'apprécier les décisions que cette situation lui a imposées et dont aucune n'est contraire à l'honneur de la Patrie.

« Le gouvernement fait appel à votre sentiment du devoir sur lequel il sait pouvoir compter pour maintenir dans vos troupes la discipline la plus stricte et autour de vous l'esprit de concorde et la confiance dans le gouvernement. »

Le même jour, le général Noguès publiait la proclamation suivante :

« L'armistice est signé.

« Mais le gouvernement, en réponse à des démarches près-

santés traduisant les vœux de l'Afrique du Nord tout entière me fait connaître officiellement que :

« 1° Il ne saurait être question d'abandonner sans combattre, à l'étranger, tout ou partie du territoire où nous exerçons, soit la souveraineté, soit le protectorat.

« 2° L'hypothèse de l'occupation militaire par une puissance étrangère d'une partie quelconque de l'Afrique du Nord est exclue.

« 3° Le gouvernement n'est pas disposé à consentir une diminution des effectifs stationnés dans ses territoires. Pour le moment, l'intégrité de l'Afrique du Nord et de ses moyens de défense paraît assurée. Je renouvelle mes appels au calme, à l'union, à la discipline et à la confiance dans l'avenir de notre pays.

»

Le lendemain, Noguès démentait les bruits de revendications allemandes et italiennes au Maroc et en Tunisie et affirmait de la façon la plus formelle que « l'Afrique du Nord, dont le sol n'a pas été violé par l'ennemi durant les hostilités, ne le sera pas davantage par la suite ». Promesse solennelle, mais ridicule. Gageons qu'un Hitler victorieux — pour ne pas parler de Mussolini (1) — en eût tenu peu de compte!

Le 27 juin encore, le général Noguès, venu d'Alger à Rabat, expliquait à la délégation des Anciens combattants qu'il fallait s'incliner pour ne pas compromettre l'unité de la nation. Il avait d'ailleurs la certitude que les unités de la flotte ancrées dans les ports d'Afrique du Nord appliqueraient les clauses navales de l'armistice. Faute de moyens de communication avec le monde extérieur, toute résistance locale était condamnée, selon lui, à un échec rapide et certain. Et il déclarait aux Anciens combattants stupéfiés :

« Nous devons donc nous résigner au triste sort qui est fait à la France après la défaite de ses armées en Belgique et dans

(1) La presse italienne partait aussitôt en campagne contre la France et publiait, le 27 août 1940, le communiqué officieux suivant :

« La France a signé un armistice et admis la défaite. On apprendra à la France comment se tenir. Il y a quelques questions qui demeurent en dehors de tout marchandage. L'une d'elles est la Tunisie qui sera complètement et sans réserve, incluse dans l'Empire de Rome. »

les Flandres. Agir autrement serait commettre un attentat contre la Patrie. »

Ainsi, le général Noguès passait dans le camp de la capitulation, découragé par les premières difficultés, paralysé par l'hostilité de la marine (1).

Cependant la flamme de la résistance n'allait pas s'éteindre avec les velléités des chefs. Prisonniers à leur tour, les Français d'Algérie, du Maroc et de Tunisie, rongéant leur frein, attendirent le moment de reprendre du service actif.

*

* *

Non, l'Empire n'avait pas dit son dernier mot!

Le même débat tragique était engagé ailleurs, en Afrique Noire, en Indochine, à Madagascar.

L'Afrique Équatoriale Française était alors commandée par le gouverneur général Boisson. Mutilé de 1914-1918, il affirmait, le 18 juin, sa volonté de poursuivre la guerre, en ces termes que chacun approuvait : « Si la Patrie ne peut plus se battre, l'heure est venue pour l'Empire de rendre à la Patrie un peu de ce qu'elle a fait pour lui, et de continuer la lutte. »

Mais, dès la signature de l'armistice, il ne restait plus trace de ces résolutions, et M. Boisson tournait son éloquence contre l'Angleterre. En même temps, il prenait des mesures contre les réunions d'anciens combattants. Le général Husson, Commandant supérieur des troupes en Afrique Équatoriale Française, le suivait dans son évolution et conseillait à ses officiers de réfléchir avant de s'engager dans une action quelconque.

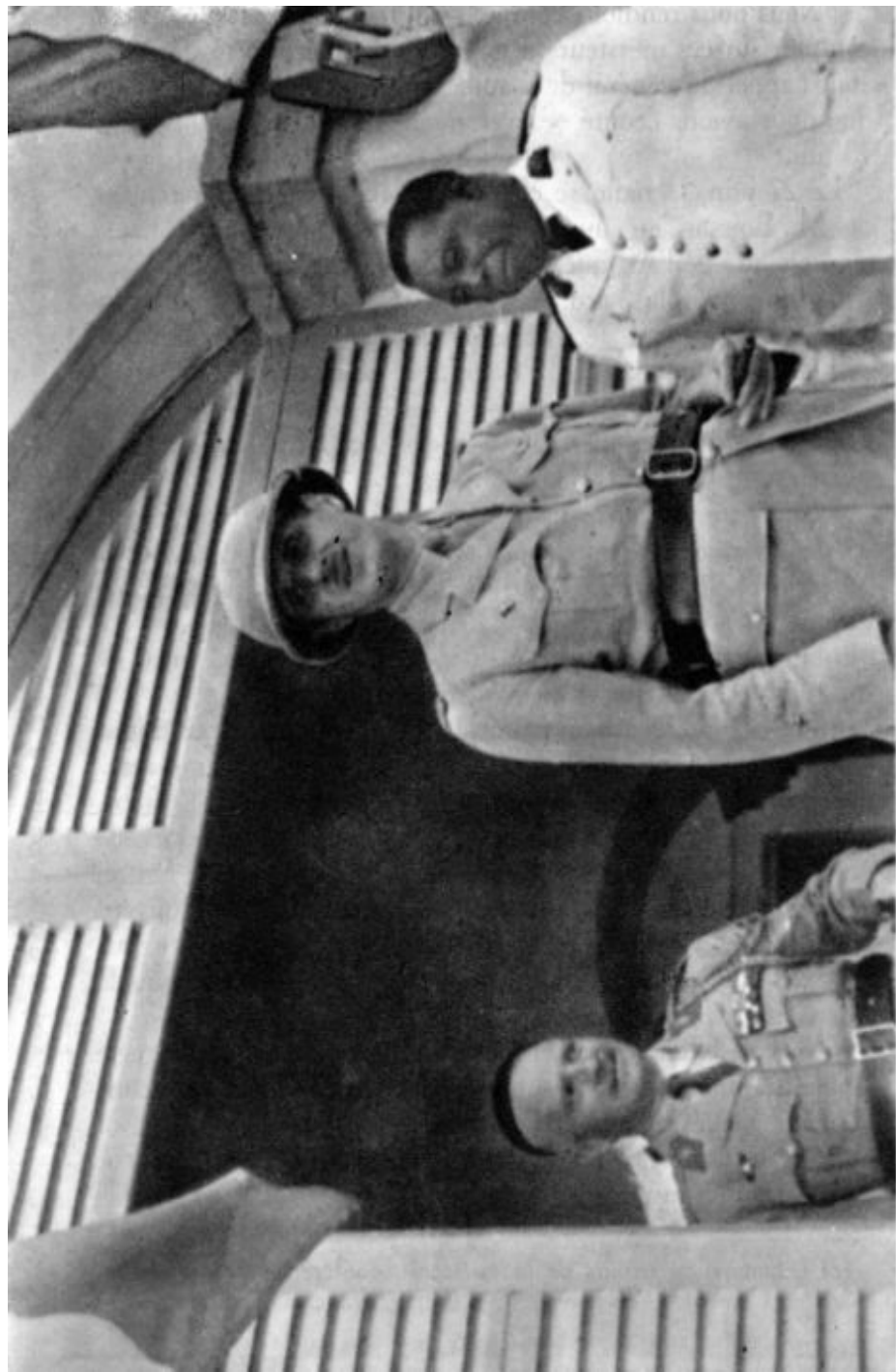
« Or l'heure n'était pas à la réflexion, mais à l'action énergique » écrit le médecin général Sicé, l'un des premiers apôtres de la résistance brazzavilloise (2). Réfléchir n'était-ce pas

(1) « Sans la flotte, je ne puis rien faire », déclarait-il à M. Édouard Daladier à Rabat, selon la déposition de M. Daladier lui-même au procès Pétain (audience du 25 juillet).

(2) *Les Documents*, 1^{er} août 1942, Londres.



Le Général de Gaulle s'adresse à la population de Pointe-Noire en octobre 1945.



Le Général de Gaulle et le Gouverneur Eboué.

douter? « Le doute déjà touche au revers », a dit Napoléon.

« Nous nous rendions compte qu'il ne fallait plus désormais compter sur ces messieurs. Le seul guide, dans notre désarroi, était l'appel du général de Gaulle, l'appel d'au delà des mers, que nous avons écouté — avec quelle émotion — au soir du 18 juin. »

Le 27 juin, la radio se chargeait d'expliquer le revirement de M. Boisson en annonçant sa nomination comme haut-commissaire de l'Afrique Noire. Il démentait la nouvelle, mais trois semaines plus tard, il se rendait à Dakar en qualité de gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française!

Un témoin agissant, M. Laurentie, principal collaborateur du gouverneur Eboué au Tchad à cette époque, a exprimé en termes sobres la révolte du sens national chez les Français d'Afrique Équatoriale (1).

« Nous étions plus d'un à ne pas vouloir faire une bonne mort. Lorsque, le 17 juin, nous entendîmes à Fort-Lamy cette horrible voix sortir du poste de radio, ce ne fut, après une dizaine de minutes d'effroyable silence, qu'un élan et qu'une résolution : Bordeaux capitulait ; nous refuserions, nous, de capituler. L'instinct parlait et il parlait droit.

« Oh ! cela pouvait bien paraître un peu ridicule. Nous étions là deux cents Français, au cœur de l'Afrique, dans une assez misérable bourgade où chacun avait gentiment pris ses habitudes, mais qui n'en était pas moins une misérable bourgade bien peu propre à constituer le dernier refuge de la Patrie. Et puis, nous étions bien loin, comme on nous l'a dit si souvent depuis lors. Nous faisons les matamores à bon compte, sur les rives tranquilles du Chari, dans le décor d'une vie coloniale fruste, mais paisible...

« Il allait falloir préparer et saisir une occasion où la règle de la discipline se trouvât suffisamment conciliée aux commandements de la volonté nationale, où l'on pût s'exprimer au nom de la France, sans dérouter les timides et sans compromettre l'unité du pays. »

(1) *L'Empire au secours de la métropole*, conférence prononcée au Palais de Chaillot, le 26 janvier 1945 (Office Français d'Édition).

Les protestations s'élèvent dans les territoires les plus éloignés des grands centres (1). Dès le 23 juin, le gouverneur de l'Oubangui-Chari, M. de Saint-Mart (2), s'adressant aux colons et fonctionnaires de son commandement réunis au cercle de Bangui, se prononçait pour la résistance en reprenant les paroles mêmes du général de Gaulle.

Européens et indigènes approuvaient avec enthousiasme cette déclaration qui amenait le gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, M. Boisson, à interdire toute réunion sans son autorisation, en ajoutant qu'il n'avait de leçon de patriotisme à recevoir de personne.

En Afrique Occidentale, à la même époque, chacun avait les yeux tournés avec anxiété vers l'Afrique du Nord qui, disaient les chefs, pouvait seule prendre la tête du mouvement. Là comme ailleurs, les associations d'anciens combattants suivies par de nombreux officiers et fonctionnaires, donnent l'exemple. La population indigène, notamment au Sénégal,

(1) Le 22 juin 1940, M. Boisson, inquiet, envoyait le télégramme suivant au Gouverneur de l'Oubangui : « De tous les points de l'A.E.F. me sont parvenues des motions affirmant la détermination de la colonie et son ardent désir de continuer la lutte aux côtés de nos Alliés, je les ai reçues avec émotion et avec fierté en attendant les décisions qui seront prises quand le moment sera venu. Je demande à tous, Européens et Indigènes, de garder dans l'angoisse des heures qui passent le calme et le recueillement qui s'imposent. Il vous appartiendra bientôt, non pas de formuler des vœux, mais de vous engager tous. J'ai pris contact avec les gouverneurs généraux et résidents généraux du « Bloc africain ». Attendez dans la confiance et la silencieuse discipline des heures capitales. »

Le 25 juin, les anciens combattants de Bangui lui répondaient en ces termes : « Réunion anciens combattants fut ouverte tous Français. Constate continuation lutte à effet direct nous mettre côte à côte Grande-Bretagne et ne nous appartient pas déterminer forme cette lutte. Ne savons pas quelle sorte aide hommes ou produits sera plus efficace pour Empire britannique mais existe Londres Comité national français reconnu par Grande-Bretagne. Demandons Gouverneur général se mettre en rapport avec Comité national français Londres même sans attendre réponse reste Bloc africain. Confians Gouverneur général et lui demandons nous faire connaître plus rapidement possible réponse Comité national français. »

(2) Aujourd'hui gouverneur général de Madagascar.

attend avec surprise, mais aussi avec une confiance et une loyauté qui ne se démentiront pas. Le gouverneur général, M. Cayla, n'inspire confiance ni aux hommes de Bordeaux, au moins à cette époque, ni aux partisans de la résistance qui pensent déjà avec fierté au rôle que la grande Fédération et, en particulier, le beau port de Dakar, vont pouvoir jouer dans la guerre de l'Empire. On apprend la nomination du gouverneur général Boisson, à qui son passé d'ancien combattant fait prêter des intentions de résistance qui ne seront, hélas! que trop tôt déçues. Il arrive, précédé d'une réputation d'énergie qui bientôt s'emploiera seulement contre les fonctionnaires suspects de « gaullisme ».

A Madagascar, l'unanimité est totale pour rejeter l'armistice. Depuis Gallieni, la « Grande Île » est devenue une véritable province française et mérite bien le nom de « France australe » qui lui a été donné. Nombreuses sont les familles françaises de colons qui y ont fait souche en donnant au pays une physionomie de terroir. Malgaches des plateaux et des régions côtières connaissent depuis longtemps la France. Nombreux sont ceux qui sont venus y combattre en 1914-1918. Ils vivent à nos côtés dans les grandes agglomérations urbaines sans discrimination aucune. Des liens spirituels étroits se sont forgés, que le christianisme, catholique ou protestant, a développés. D'une sensibilité aiguë, ils participent d'une manière émouvante à nos épreuves.

Dès le 18 juin, les autorités accomplissent un premier acte de dissidence en décidant de censurer l'allocution radiodiffusée de Pétain annonçant que « le moment est venu de cesser le combat ». Le 19, le gouverneur général, M. de Coppel, invite la population à se grouper autour de lui et lui donne l'assurance qu'« il n'obéira jamais à d'autres lois que celles de l'honneur ». L'appel du général de Gaulle a été entendu et, sur l'initiative de plusieurs hauts fonctionnaires, dont MM. Robert Boudry et Edmond François, une réunion a lieu au Gouvernement général où l'on décide la formation d'un groupement représentant toutes les catégories de la population et l'envoi au Président de la République d'un télégramme affirmant que Madagascar veut poursuivre la lutte aux côtés des

Alliés (1). Une copie de ce télégramme est envoyée au général de Gaulle à Londres, et la B. B. C. en donne lecture quelques jours plus tard. Ce sera l'honneur de la Grande Île de l'Océan indien d'avoir été le premier de nos territoires cité par la radio britannique pour son attitude protestataire.

Le 23 juin, on apprend la signature de l'armistice. Il faut agir vite, car d'une heure à l'autre, la colonie peut-être placée devant le fait accompli et recevoir la visite d'une commission d'armistice allemande ou italienne. D'accord avec le Gouverneur général, le Comité des anciens combattants prie le Consul de Grande-Bretagne de transmettre au Foreign Office et au général de Gaulle un télégramme demandant que des mesures soient prises immédiatement pour prévenir l'occupation de Madagascar par l'ennemi (2).

Le 24 juin, M. de Coppet envoie aux chefs des divers territoires de l'Empire un télégramme où il annonce que Madagascar veut résister, et demande à connaître leur attitude. A l'exception des chefs de l'Afrique du Nord et de M. Boisson, la plupart répondent en affirmant, avec des nuances, leur volonté de résistance. Le 25, c'est l'armistice avec l'Italie.

Les derniers hésitants se rallient à l'idée de poursuivre la lutte. Le gouverneur général et le général commandant supérieur envoient à Bordeaux et aux autres colonies le télégramme suivant « Colonie Madagascar unanimement décidée demeurer

(1) Voici le texte de ce premier télégramme : « Tous éléments population Madagascar, européenne et malgache, colonisation, fonctionnaires, anciens combattants, affirment attachement indéfectible à cause des Alliés. Stop. Volonté unanime, inébranlable, continuer lutte aux côtés Empire britannique et résister quelles que soient circonstances. Stop. Demandent acceptation propositions collaboration plus étroite que jamais avec Empire britannique. »

(2) « Opinion unanime Madagascar réclame union absolue en vue continuation guerre avec Empire britannique auquel entend apporter aide complète. Stop. Vous signale nécessité impérieuse prendre mesures immédiates de protection et de défense pour garantir en accord avec tous éléments population intégrité colonie et empêcher occupation éventuelle par ennemi auquel Madagascar refuse se soumettre. Stop. Reconnaisant informer général de Gaulle. Full Stop. Signé Anciens combattants Madagascar. »

française et poursuivre lutte par tous moyens jusqu'à complète victoire France et ses Alliés (1). »

Là aussi, l'élan spontané du début ne tarda pas à être brisé. L'Angleterre était loin. A l'action patriotique du gouverneur général et des anciens combattants s'opposaient le représentant de la Marine à Diégo-Suarez, et certains militaires de haut grade, en particulier le colonel Marange, qui devait plus tard se suicider. Aidé par ces officiers, Vichy rétablissait son autorité en remplaçant M. de Coppet (2) par Léon Cayla, tout acquis à la collaboration avec l'Allemagne et qui, avec le concours du général Jauneaud qui l'accompagnait, fit dès son arrivée ouvrir une information pour complot contre la sûreté de l'État et circuler des tanks dans les rues de Tananarive.

Le 14 juillet fut une journée de deuil. Un journal de Tananarive, relatant le dépôt d'une gerbe au monument aux Morts, par les anciens combattants, publiait le lendemain ces lignes courageuses :

« Les anciens combattants se rappelèrent alors que, dans le monde entier, il y avait des Français libres qui célébraient le 14 juillet et chantaient sans arrière-pensée nos chants nationaux. Il y avait même quelque part, « somewhere », des Français qui défilaient en armes, fidèles à leur idéal et à la foi jurée. Et ces Français conservaient un espoir ; ils s'apprêtaient à lutter pour le faire triompher, ils remporteraient un jour la victoire et libéreraient la Patrie de l'oppression, de toutes les

(1) De son côté, le général Abadie, commandant supérieur des troupes, leur adressait l'ordre du jour suivant : « La France continentale vient de signer sa capitulation complète. Le salut futur et la renaissance de la patrie dépendent désormais de la victoire britannique. L'Empire français d'outre-mer doit tout faire pour aider cette victoire. Dans ces heures sombres d'incertitude où toutes les nouvelles, même celles qui proviennent de la métropole sont suspectes, le devoir de chacun est d'attendre avec confiance les décisions du commandement. Il faut garder le calme absolu, éviter toute discussion ou commentaire et conserver une foi inébranlable dans les destinées de la France. » Peu de jours après, d'ailleurs, le général Abadie oubliait ses propres paroles et agissait en fidèle fonctionnaire de Vichy.

(2) Il devait plus tard, sous le nom de «M. Jules», participer à l'organisation des maquis du Lot.

oppressions. Comme l'histoire des peuples se déroule suivant un cycle donné, ils prendraient une seconde fois la Bastille. »

Il était pourtant quelques territoires auxquels les circonstances permettaient, dès ces premières semaines de régime d'armistice, un ralliement spontané au mouvement du général de Gaulle. C'était le cas de l'archipel des Nouvelles-Hébrides, placé sous le condominium de la France et de la Grande-Bretagne. Le résident français, M. Sautot, homme de cœur et de fierté, n'hésita pas. Le 30 juillet, il se mettait aux ordres du général de Gaulle, évitant à la France une situation aussi délicate qu'humiliante sur un territoire dont elle est co-souveraine, et préparant ainsi la rentrée dans la guerre de nos Établissements du Pacifique.

Mais à la fin de juillet ce ralliement restait isolé. Le général de Gaulle allait-il devoir se borner au rassemblement d'une cohorte de volontaires individuels, décidés à tirer la dernière cartouche ? Ou bien notre liberté allait-elle pouvoir se survivre, notre effort de guerre se renouveler, malgré les premières hésitations et les premiers échecs ? (1)

L'homme par qui, en ces heures tragiques, s'exprimait la volonté nationale et tous ceux qui refusaient de se laisser prendre à la fraude de l'armistice continuèrent d'espérer en la France d'outre-mer.

Le 30 juillet, le général de Gaulle constituait un Conseil de Défense de l'Empire. Le gouvernement britannique, fidèle à sa déclaration du 28 juin, qui avait reconnu le général de Gaulle comme « chef de tous les Français libres, où qu'ils se

(1) On a souvent allégué depuis cette époque que l'attaque de la flotte française par la flotte britannique à Mers-el-Kébir, le 3 juillet, avait fait plus que les discours de Pétain pour empêcher la rentrée immédiate de l'Empire dans la guerre. Il est indéniable que ce geste hâtif de notre Alliée, redoutant de voir notre marine tomber aux mains de l'ennemi, alors que son salut dépendait du maintien de ses communications, jeta un trouble profond dans les consciences de tous les Français. Le général de Gaulle s'en fit l'écho lui-même à la radio anglaise avec la plus grande franchise. Cependant, ainsi que nous l'avons vu, le Gouvernement de l'armistice avait obtenu, avant Mers-el-Kébir, l'obéissance des principaux chefs de nos territoires d'outre-mer, à l'exception du général Catroux, gouverneur général de l'Indochine.

trouvent, qui se rallient à lui pour la défense de la cause alliée », acceptait de discuter avec ce Conseil toutes les questions relatives à l'organisation de l'effort de guerre, militaire et économique, des possessions françaises qui y seraient représentées.

Le même jour, le général de Gaulle lançait un dernier appel aux chefs de nos territoires et aux populations dont ils avaient la charge.

« Hauts commissaires, gouverneurs généraux, administrateurs, résidents de nos colonies et de nos protectorats, disait-il, sans se mettre lui-même un seul instant en avant comme le seul chef possible, votre devoir envers la France, votre devoir envers vos colonies, votre devoir envers ceux dont les intérêts, l'honneur, la vie dépendent de vous, consiste à refuser d'exécuter les abominables armistices. Vous êtes les gérants de la souveraineté française actuellement en déshérence. Déjà plusieurs d'entre vous se sont unis à moi pour continuer la guerre aux côtés de nos Alliés. Ceux-là seront secourus. Mais j'en appelle à d'autres. Au besoin j'en appelle aux populations.

« Français de la Nouvelle France, de la France d'outre-mer, vous les hommes libres, vous les hommes jeunes, vous les hommes courageux, soyez dignes de la France éternelle, libre, jeune, courageuse, qui sortira de la victoire. »

CHAPITRE II

L'AFRIQUE FRANÇAISE LIBRE

Le drame continuait en Afrique. La figure centrale en était Félix Eboué, gouverneur du Tchad. Laissons la parole à M. Laurentie qui fut à cette époque son collaborateur immédiat et son confident.

« Eboué était un noir de la Guyane. Élevé en France, il devait y trouver le meilleur de notre âme et le mêler à son âme d'élite, sans jamais connaître ce complexe d'infériorité qui nuit si souvent aux rapports des Noirs avec les Blancs. Non seulement il y avait chez lui un équilibre merveilleux entre l'intelligence et la sensibilité, mais la bonté imprégnait si naturellement son esprit que ses actes et ses pensées, sans jamais cesser d'être lucides, étaient comme aimantés vers le bien. Aussi la crise tragique de 1940 trouva-t-elle en lui un de ces volontaires irréductibles, d'autant plus inaccessibles aux forces du mal, qu'ils le combattaient avec plus de modération et de silence. Eboué n'aimait ni faire ni entendre des discours. Jamais, durant ces dix semaines, il n'en prononça un seul ; il se plaisait au contraire à bavarder avec des amis, et ce fut au cours de conversations au bord du Chari, sur un pauvre banc, que le destin du Tchad fut fixé. »

Dans toute l'Afrique Équatoriale Française et au Cameroun, nous l'avons vu, les positions sont déjà prises et ne varieront pas, malgré les manœuvres et les atermoiements.

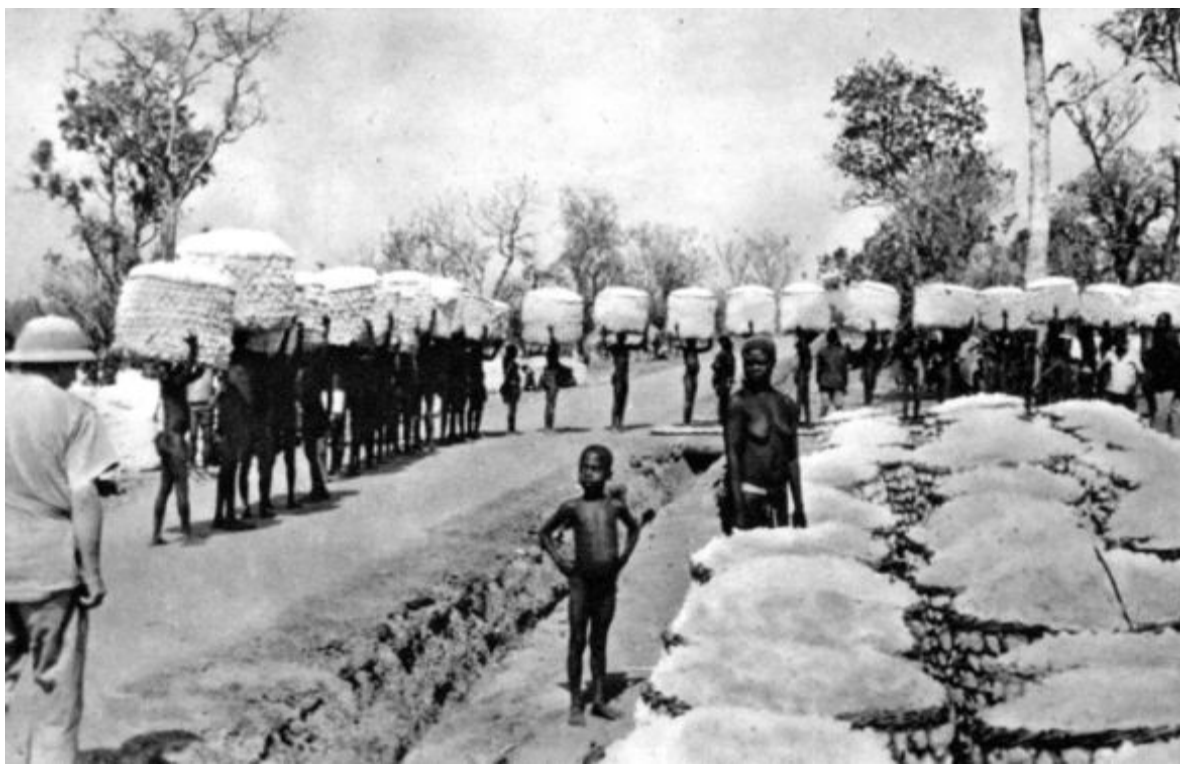
Le 3 juillet, le gouverneur Eboué, écrivait au général de Gaulle que « dans l'esprit de la discipline la plus haute, il ne reconnaissait d'autre autorité que la sienne ». Pour entrer en contact avec Londres, il envoyait à Lagos en Nigeria britannique l'administrateur Laurentie. Plus tard, le 27 août 1941,



Afrique-Équatoriale Française . Port de Pointe-Noire.

Afrique-Équatoriale Française . Travaux d'agrandissement du
Port de Pointe-Noire.

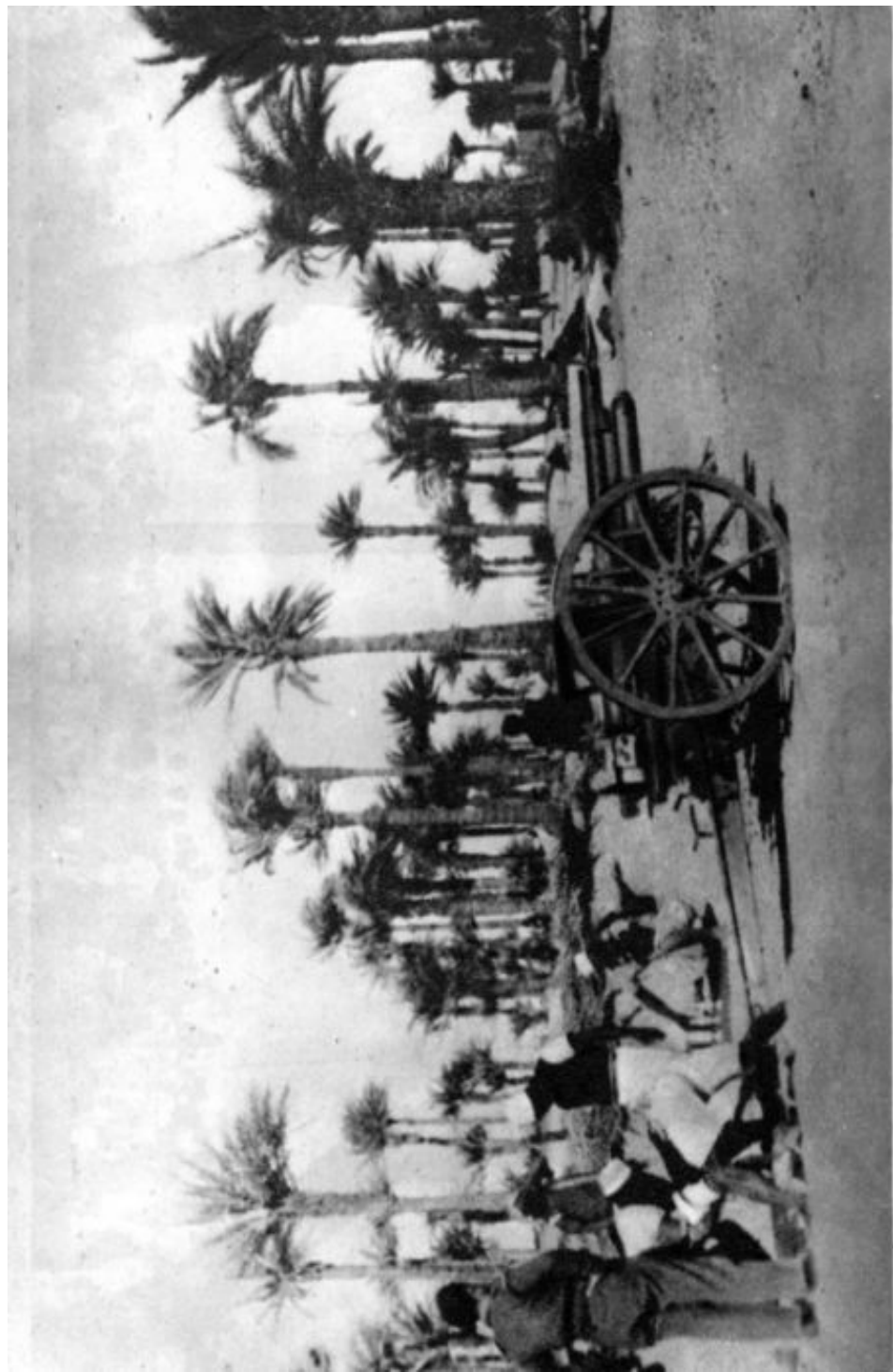




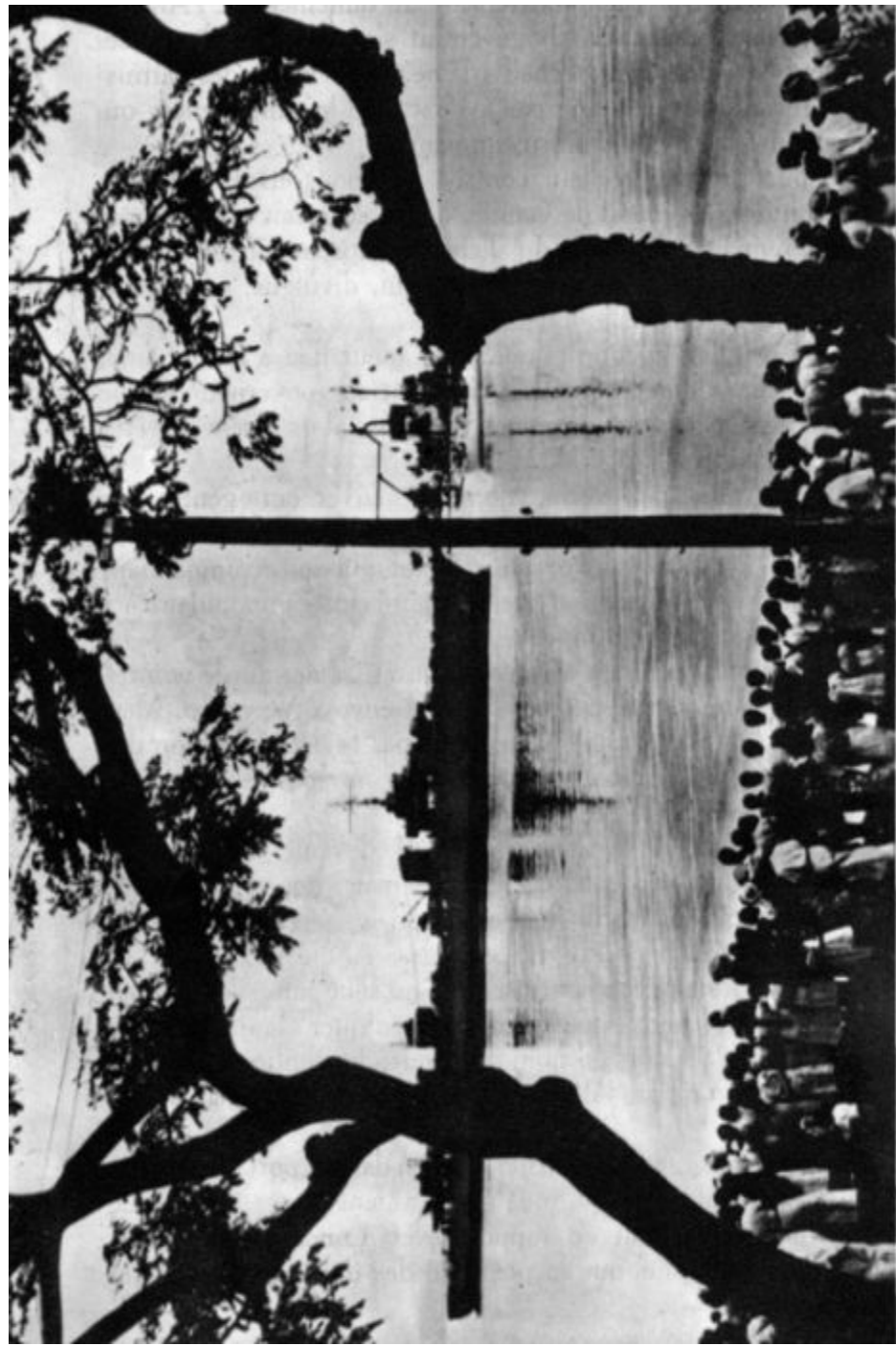
Production du coton en A.E.F.

Nouméa : Usine travaillant le Nickel.





Opérations du Fezzan " le canon de la Colonne Leclerc " :



Le bateau de l'Amiral Thierry d'Argenlieu dans le Pacifique.

à l'occasion du premier anniversaire du ralliement de l'Afrique Équatoriale Française, Eboué devait s'excuser auprès de ses anciens administrés du Tchad « de ne pas les avoir, dès l'armistice, réconfortés et de ne pas avoir calmé les impatiences qui se manifestaient parfois bruyamment ».

Depuis le 3 juillet, leur confia-t-il, « nous étions déjà à la disposition du général de Gaulle, qui m'adressait ses messages régulièrement. Mes amis du Tchad comprennent maintenant l'intérêt d'avoir conservé un secret qui, divulgué, aurait tout compromis ».

Le 14 juillet, aucune réjouissance n'eut lieu à Fort-Lamy, sur la demande des notables qui dirent au gouverneur Eboué « comment pourrions-nous nous réjouir, alors que vous êtes dans le malheur ».

Le 20 juillet, Boisson, nommé gouverneur général de l'Afrique Occidentale Française, partait pour Dakar. Il était remplacé à Brazzaville par le général Husson, commandant supérieur des troupes et personnalité fort populaire en Afrique Équatoriale Française.

Sur ces entrefaites, Vichy envoyait au Cameroun le contre-amiral Platon, comme ailleurs on avait envoyé Weygand. Mais les propos de l'amiral ne changèrent pas la détermination des habitants, Européens et Indigènes, qui ne voulaient à aucun prix voir revenir les Allemands.

Platon repartait le 28 juillet pour devenir ministre des Colonies du gouvernement de Vichy, mais, une semaine plus tard, il envoyait à bord du sous-marin le *Béveziers* un émissaire, inspecteur général des colonies. A mots couverts, ce haut fonctionnaire laissait entendre qu'à la suite de l'armistice les Allemands pourraient revendiquer leur ancienne colonie. Un chef noir du nom de Paraiso lui répliqua : « Nous ne redeviendrons pas Allemands, nous voulons à jamais rester Français. »

Au *Béveziers* succédait le *Sidi Ferruch* dans le port de Douala. Mais les tentatives d'intimidation devaient rester vaines. Le Cameroun se mettait en rapport avec Londres. Pour agir, il ne manquait plus que la présence des délégués du général de Gaulle.

Le 24 août, M. René Pleven, accompagné du lieutenant colonel Colonna d'Ornano, qui devait mourir héroïquement à Mourzouk, arrivait en avion à Fort-Lamy. Ils furent reçus avec enthousiasme.

Le 26 août, le gouverneur Eboué et le colonel Marchand, commandant militaire du territoire, décidaient le ralliement. Dans la pauvre mairie de Fort-Lamy, le colonel Marchand lisait le texte d'une proclamation devenue fameuse.

« Le Tchad est devenu français grâce à l'abnégation, au courage, à la volonté, au travail d'une phalange de soldats, d'administrateurs et de colons, dont l'esprit est devenu dans toute l'Afrique française le symbole de l'énergie française.

« Gardiennes des marchés de l'Afrique française, avant-poste d'une armée qui a dû déposer ses armes avant même d'avoir combattu, les garnisons du Tchad se sont soumises avec douleur, mais dans la plus stricte discipline, à un armistice qui fut conclu sans que fût consulté l'Empire français.

« Au cours des deux derniers mois, les Français d'Afrique ont constaté que l'armistice ne se borne pas à obliger la France à abandonner la lutte, mais que, sous la contrainte évidente de l'ennemi, le gouvernement métropolitain est obligé d'accumuler les mesures d'hostilité envers la Grande-Bretagne et d'imposer à l'Afrique française une politique d'isolement économique qui mène les populations indigènes, aussi bien que les Européens à la ruine.

« Le gouverneur du Tchad et le commandant militaire du Territoire, convaincus que la restauration de la grandeur et de l'indépendance françaises exigent que la France d'outre-mer continue à se battre aux côtés de la Grande-Bretagne, décident de proclamer l'union du Territoire et des troupes qui le protègent aux Forces françaises libres du général de Gaulle, d'organiser immédiatement une coopération économique étroite avec les colonies britanniques voisines et de faire appel aux autres parties de l'Afrique Française également menacées pour qu'elles imitent l'exemple du Tchad. »

Presque en même temps, dans la nuit du 26 au 27 août, un autre envoyé du général de Gaulle, le colonel Leclerc, qui avait réussi à quitter la France après une audacieuse évasion

et devait, quatre ans plus tard, libérer Paris à la tête de la 2^e division blindée, débarquait à Douala avec le commandant de Bois Lambert. Aidé par quelques officiers et fonctionnaires qui s'étaient mis spontanément à sa disposition, il ralliait immédiatement le Cameroun à la France Libre.

Enfin, depuis le 18 août, le colonel de Larminat, chef d'état-major des troupes du Levant, venait de s'évader d'une cellule de Damas, où l'avait conduit sa fidélité à la France et s'était installé à Léopoldville, au Congo belge, en face de Brazzaville.

A Brazzaville l'agitation croissait. Le général Husson, ordonnait l'interruption des communications avec le Congo belge, disposait des sentinelles au bord du fleuve et proclamait imprudemment qu'il ne traiterait pas avec des « gens sans mandat ». Le colonel de Larminat lui lançait, le 28 août, cet appel au nom du comité Africain de la France libre :

« Le Tchad, sous la conduite du gouverneur Eboué et du commandant Colonna d'Ornano, s'est rallié hier soir au mouvement du général de Gaulle.

« // vous montre la route de l'honneur et de la liberté.

« Le groupe des colonies de l'Afrique Équatoriale Française ne peut pas se diviser dans les temps tragiques où nous vivons. Tout entier, il suivra l'impulsion qui lui vient du Tchad.

« En avant pour la terre française libre de l'Afrique équatoriale française ! »

Le représentant de Vichy, en guise de réplique, décidait l'arrestation de nombreux patriotes. Il n'eut pas le temps d'agir, sinon pour essayer d'organiser sa protection personnelle.

Depuis le 11 août, un groupe de Français, militaires et civils, dont le médecin général Sicé (1) et le commandant Delange (2) étaient les principaux animateurs, avaient arrêté un plan d'action. Le moment était venu de l'exécuter.

(1) Haut commissaire de l'Afrique française libre de 1941 à 1942.

(2) Aujourd'hui général Delange, l'un des chefs de la division Leclerc au Fezzan, dont il fut le premier gouverneur.

Le 28 août, à 11 h. 30, le commandant Delange s'empare de l'état-major sans coup férir.

A 13 heures, deux compagnies commandées par les lieutenants Rougé, depuis mort au Champ d'Honneur, et de Boissoudy (1) occupent le palais du gouverneur général qui n'ose tout de même pas donner à sa garde l'ordre de tirer.

A 15 heures, une vedette battant pavillon à Croix de Lorraine amène de Léopoldville le colonel de Larminat. Il fait une entrée triomphale à Brazzaville, tandis que Husson est emmené au Congo belge à bord de la même vedette.

Ainsi, sans qu'une goutte de sang eut été versée, la capitale de l'Afrique Équatoriale Française se donnait à la France libre.

En Oubangui-Chari, la situation était plus confuse, quand on apprit, dans l'après-midi du 28 août, ce qui venait de se passer à Brazzaville.

M. de Saint-Mart, chef du territoire de l'Oubangui, qui avait déjà demandé le ralliement de sa colonie au général de Gaulle, se heurtait à la volonté contraire du chef de bataillon Cammas. Celui-ci menait une active propagande en faveur du gouvernement de Vichy, et avait fait occuper par la troupe les points stratégiques de la ville de Bangui. Fonctionnaires et planteurs, qui, plus tard, devaient constituer les cadres d'un bataillon qui combattit à Bir-Hakeim et en France, réclamaient le ralliement. Au cours d'une entrevue longue et agitée, le gouverneur de Saint-Mart ne réussit pas à convaincre le commandant Cammas, mais il lui signifia sa décision. Cammas consigna ses troupes, ferma les routes d'accès, mit des mitrailleuses en batterie dans les rues et confirma les instructions données par le général Husson de « n'obéir en rien à tous les ordres de ralliement au mouvement de Gaulle. » Une partie de la garnison, avec plusieurs jeunes officiers, refusa d'exécuter ces ordres, et l'aviation, sous la conduite du commandant Gense, resta fidèle au gouverneur.

(1) Aujourd'hui colonel de Boissoudy, délégué à l'Assemblée consultative.

Le 30 au matin, le gouverneur convoqua à son bureau le commandant Cammas et lui notifia officiellement le ralliement de l'Oubangui à la France libre. Le commandant de Roux, mort depuis au Champ d'Honneur, prit quelques jours plus tard le commandement militaire du Territoire.

Le ralliement du Gabon devait, par la faute de Vichy, s'accompagner d'incidents douloureux.

Le gouverneur Masson avait d'abord manifesté son désir de se mettre à la disposition du général de Gaulle, mais il revint sur sa décision devant le déploiement de forces ordonné par Vichy. Un sous-marin, le « Poncelet » et un aviso colonial, le « Bougainville », arrivaient à Libreville, en même temps que le général d'armée aérienne Têtu, qui devait prendre l'initiative d'envoyer des « Glen Martin » bombarder les partisans du général de Gaulle. Malgré son grade impressionnant, Têtu n'ébranla point la détermination de la plupart des officiers. Aux conférences de propagande du général, le lieutenant-colonel Parent qui devait payer de sa vie le ralliement du Gabon, répliquait : « Nous préférons mourir debout plutôt que de vivre couchés aux pieds des Allemands. »

L'intervention de Vichy ayant eu pour résultat de ramener sous son obédience certains districts côtiers, qui devaient servir de bases pour l'attaque des territoires ralliés, des opérations de réduction dûrent être entreprises. Fort heureusement elles n'entraînèrent que des pertes minimales.

C'est ainsi que l'Afrique Équatoriale Française et le Cameroun — 2.482.000 kilomètres carrés et 6 millions d'habitants — reprirent leur place au combat.

Le 29 août 1940, parlant à la radio de Londres, le général de Gaulle, résumant l'histoire de ces journées historiques, que les Africains ont pu appeler fièrement les « Trois Glorieuses », annonçait au monde qu'il existait encore des terres françaises libres du joug de l'ennemi.

« Le 26 août, le territoire du Tchad s'est rallié aux Forces françaises libres, sous l'impulsion de son gouverneur et de son commandant militaire. Le 27 août, le Cameroun, dans un immense mouvement de foi, d'ordre et de discipline, s'est spontanément placé sous la direction de mes représentants. Ceux-ci assument

directement l'administration du mandat français et le commandement des troupes.

« Hier, le 28 août, à Brazzaville, capitale de l'Afrique Équatoriale, mon représentant, acclamé par toute la population et obéi par toutes les troupes a pris en mains les pouvoirs civils et militaires.

« Ainsi, menacé par les convoitises de l'ennemi allemand et italien et placé par l'abominable armistice dans une situation économique sans issue, tout l'ensemble des colonies de notre Afrique Équatoriale est rentré dans la guerre. Cette vaste et vaillante partie des terres françaises a décidé de se défendre et sera défendue. Sans aucun doute, d'autres parties vont prendre le même chemin. L'Empire français se lève pour faire la guerre.

« Dans cette guerre mondiale et totale, dans cette guerre où tout compte, l'Empire français est un faisceau de forces capital. Par la situation géographique et stratégique, par la nombreuse population, par les vastes ressources de ses colonies, il reste à la France de très importants atouts dans cette lutte où se joue son destin.

« Le crime de l'armistice, c'est d'avoir méconnu les forces immenses et intactes que nous gardions dans l'Empire. Le crime de l'armistice, c'est d'avoir désarmé l'Empire pour que l'ennemi puisse en disposer... »

La France restait égale à elle-même aux yeux des populations autochtones et ce n'était point là l'un des moindres mérites du ralliement. La crainte d'un retour des Allemands n'existait pas seulement au Cameroun. Nombreux sont encore les indigènes qui connurent la domination allemande à la suite des accords Caillaux de novembre 1911. Ces populations avaient constaté la brutalité des méthodes de colonisation germaniques. Elles ne désiraient certainement pas en voir le retour, et ce souvenir a joué un rôle dans la discipline et la belle conduite des bataillons recrutés au Tchad, au Congo, en Oubangui et au Cameroun (1).

(1) On pourrait multiplier les témoignages de ce loyalisme à l'égard de la France. Un chef de l'Oubangui, au cours d'une tournée du Gouverneur venait présenter ses quatre fils en ces termes : « Je me suis

Le ralliement de l'Afrique Équatoriale Française donnait à la France libre une force essentielle. Il s'agissait désormais de mettre ces territoires en état de défense contre l'ennemi allemand ou italien, voire hélas ! contre Vichy ; de s'en servir comme base de départ pour les troupes qui pouvaient y être recrutées, équipées, entraînées; enfin, d'y maintenir des conditions de vie normale et d'organiser leur participation économique à la guerre.

Lourde tâche! Les hommes qui avaient préparé le ralliement avaient pris la responsabilité de jeter par-dessus bord un gouverneur général et des gouverneurs. Ils venaient de s'engager dans une entreprise magnifique à ses débuts, mais qui, mal dirigée, pouvait se réduire à une aventure sans lendemain. Ils assumaient la gestion de territoires qui, jusqu'à ce jour, avaient vécu sous la tutelle étroite de la métropole. La France étant séparée d'une partie de l'Empire, il fallait éviter à tout prix de créer une autonomie de la résistance coloniale. Dans de

battu contre les Allemands aux côtés des tiens pendant l'autre guerre. Prends mes enfants et fais-en des tirailleurs. »

Tels encore ces mots de chefs de tribu ou de village, accompagnant les souscriptions au Fonds d'Armement de la France libre :

Le chef de village Goudou (Bac) : « J'ai appris que les soldats avaient besoin d'un avion. Je connais les Allemands. Ils ont tué des gens de mon père. Je donne deux mille francs. »

Le chef Nigor (Bal Kabra) : « Les Allemands ont tué beaucoup d'hommes de chez moi. Je ne veux pas les voir revenir et vais donner moi-même pour acheter l'avion. Il faut que les Français gagnent et restent chez nous. » (Dix mille francs.)

Baitogoro : « On a dit que les Français avaient besoin d'argent pour battre les Allemands. Je veux apporter deux mille francs. Je connais les Allemands qui ont tué les gens de mon pays. Moi-même j'ai été blessé par un coup de fusil. Il faut qu'ils soient battus et je veux aider à les battre. »

Banyo : « J'étais jeune quand les Allemands étaient ici. Nous avons été obligés de prendre la brousse et je fuyais partout. Les Français nous ont permis de vivre libres. Il faut qu'ils gagnent. Je donne deux mille francs. »

Bandoumal : « Les Allemands ont fait beaucoup de mal dans la région autrefois. Ils ont tué beaucoup de monde. Je porte deux mille francs pour que les Français soient les plus forts. »

telles circonstances la stabilité et le respect de la discipline étaient aussi nécessaires que l'esprit patriotique.

C'est ce que comprit immédiatement Félix Eboué, nommé gouverneur général de l'Afrique Équatoriale Française. C'est ce que comprit également le colonel Leclerc au Cameroun. Ils représentèrent l'autorité transférée au « Conseil de Défense de l'Empire », et plus tard, au « Comité National de Londres », organes d'une France fidèle à elle-même et à ses alliances.

M. René Pleven, à qui le général de Gaulle avait confié la lourde tâche d'organiser l'effort de guerre de l'Afrique française libre, avait ainsi défini les principes de l'action à entreprendre :

1° Nous ne voulons pas être une charge pour nos Alliés ;

2° Nous voulons fournir à nos Alliés l'effort maximum et faire l'effort de guerre maximum ;

3° Nous voulons rendre à la France les colonies dont nous avons assumé la charge en meilleures conditions que nous ne les avons reçues.

*

* *

« Qui tient le Tchad tient l'Afrique. » Les événements se sont chargés de donner raison à cet aphorisme de Mangin l'Africain. Au lendemain de la défaite de 1940, c'est en Afrique qu'allait se jouer la deuxième manche de la guerre.

Si l'Afrique Équatoriale Française, plaque tournante des grandes lignes de communications transafricaines, avait fait défaut aux Alliés, les principaux ports de l'Ouest-Africain anglais, Freetown, Takoradi, Lagos, eussent été pratiquement inutilisables. Au contraire, grâce au maintien de l'Afrique Équatoriale Française dans la guerre, ces ports prirent toute leur valeur stratégique et, à leur activité pendant la période critique de 1940-1942, s'ajouta celle des ports français de Douala et Pointe-Noire (1).

(1) Le *Times* du 21 juillet 1942 écrivait : « L'importance de l'A. E. F. combattante n'apparaît dans sa véritable perspective que lorsqu'on jette un coup d'œil sur une carte dans un bureau d'état-major. Si Brazzaville ou Fort-Lamy étaient aux mains suspectes de Vichy, toute la structure de nos communications basées sur Lagos, Takoradi, Freetown, serait mise en danger... »



Le « Case » du Générale de Gaulle à Brazzaville.

Vue aérienne de Brazzaville et du Port fluvial.





Radio-Brazzaville.

Radio-Brazzaville : Contrôle de son.



Les avions alliés débarqués en Afrique empruntèrent la grande artère transversale demeurée libre pour faire route pour le Proche-Orient. L'humble bourgade de Fort-Lamy devint l'une des escales les plus fréquentées de l'Afrique en guerre. Après les Britanniques, nos Alliés américains en reconnurent l'importance en faisant précéder, par l'envoi d'une mission militaire en Afrique Équatoriale Française, l'établissement des relations diplomatiques avec le Comité National Français. Qu'il suffise de rappeler que, grâce aux aérodromes construits par les autorités françaises, vingt-cinq mille avions alliés transitèrent par l'Afrique Équatoriale Française de septembre 1940 à juillet 1943.

C'est du Tchad, que la fameuse colonne Leclerc, après les raids audacieux de Mourzouk et de Koufra, devait partir à la conquête du Fezzan, pour effectuer sa jonction avec la 8^e armée et participer à la libération de la Tunisie.

*

* * *

En 1940 la victoire n'est qu'une espérance. Le présent est sombre.

« Nous devons tenir, séparés de ceux qui nous sont chers, dans un climat pénible, dans des conditions souvent difficiles. » Telle était la consigne du colonel Leclerc à ses troupes du Tchad, premier noyau de l'armée de la libération. « Nous devons tenir. Pour combien de temps? Qui le sait? Les prophéties seraient vaines, préparons-nous et envisageons une longue guerre... »

Au Cameroun et au Tchad commençait la concentration des troupes grossies de nombreux volontaires indigènes. Pour les encadrer, l'École des Cadets Colonna d'Ornano (du nom du héros de Mourzouk) s'ouvre à Brazzaville en 1941 : avec l'École des Cadets créée en Angleterre, ce sera le Saint-Cyr de la France libre.

Pour ces troupes il fallait des vivres, des transports, des communications.

D'immenses convois se forment. Des milliers de chameaux, des dizaines de milliers de bœufs, des centaines de camions

sillonnent les pistes. M. P.-O. Lapie, qui était gouverneur du Tchad à cette époque, décrit ainsi l'une de ces caravanes qui, du Tibesti, se jetteront demain sur les Italiens en Libye : « Voyez un soir, à la sortie de Fort-Lamy, la route du Nord. Un convoi de camions militaires est rangé sur le bord de la route, attendant l'ordre du départ. Il est dépassé lentement sur le petit chemin, dit du bétail, par une ligne interminable de bœufs à bosse, de petits ânes, chargés de femmes entourées de voiles 'bleus, d'enfants nus, un arc à la main. Chaque animal porte de petites dames-jeannes entourées d'osier ! C'est le vin qui monte à Largeau pour les troupes blanches. Rencontre d'une caravane comme il en existait du temps de la Bible et des moteurs du XX^e siècle. »

Pour tout cela, il faut des routes et des pistes. Pointe-Noire, Brazzaville, Bangui, Fort-Lamy, Moussoro, c'est l'artère vivante de la France libre. C'est parce qu'un sang jeune et chaud circule à travers cette artère que les victoires seront possibles demain.

Cet effort immense, qui eût exigé des années en temps de paix, une poignée d'hommes, des bâtisseurs pour la plupart improvisés, vont l'accomplir en quelques mois. Un ingénieur réalisera en un temps record la transformation de Pointe-Noire en port moderne ; un autre, la jonction Bangui-Fort-Lamy, alors qu'en 1940 il restait à faire cinq cents kilomètres de route. En 1943, trois mille véhicules, destinés au ravitaillement de la colonne Leclerc, passeront par cette voie stratégique. Chaque fois que cela est possible, les ouvrages sont réalisés en matériaux définitifs, et une chaussée de douze mètres met la route à l'abri des inondations les plus fortes. Des ponts en béton armé capables de supporter une charge de seize tonnes remplacent les bacs sur les principales routes.

Les aérodromes se transforment. A Fort-Lamy, à Fort-Archambault, à Bangui et à Brazzaville, on construit des pistes de mille deux cents mètres de long; Pointe-Noire voit construire en quelques semaines une piste en béton de deux mille mètres de long sur quatre-vingts de large.

Des accords sont conclus avec la Grande-Bretagne pour assurer la vie économique des territoires dont les produits —

caoutchouc, étain, plomb du Cameroun et du Moyen-Congo, or et bois du Gabon, café, huile de palme, cacao, arachides — étaient en temps de paix exportés en Europe surtout en France, et vont maintenant contribuer à l'effort de guerre des Alliés.

M. René Pleven a rendu hommage à la compréhension et la coopération de notre Alliée en ces termes : « Tout en respectant intégralement notre indépendance, et en évitant scrupuleusement tout ce qui pourrait être interprété comme une immixtion dans nos affaires, la Grande-Bretagne nous a puissamment aidés en garantissant l'achat de nos produits, la facilité de nos transports et des mesures libérales grâce auxquelles les fonds dont nous avons besoin pour nos exportations peuvent être convertis en sterling. »

La création d'une Caisse centrale de la France libre, à la suite de négociations entre le Trésor britannique et le Comité de Défense de l'Empire, permit de résoudre un problème financier délicat.

Ainsi, dans tous les domaines, la vie de l'Afrique Française libre était assurée, sans que fussent négligées pour autant les institutions médicales, scolaires et sociales, destinées à assurer le progrès des populations autochtones et une politique indigène nouvelle. Partout, dans les villes comme dans la brousse, on travaille avec l'enthousiasme d'une croisade.

1940-1941 : c'était l'époque la plus dure de la guerre, celle où le magnifique entêtement britannique s'opposait seul à la coalition germano-italienne — seul, avec l'Afrique française libre...

De cette Afrique, une voix française commence à se faire entendre, de Brazzaville, où une petite équipe construit avec les moyens du bord un poste bientôt fameux. Radio-Brazzaville apporte les paroles d'espoir que tous les Français attendent. Elles disent à la France prisonnière comme au monde libre qu'il existe encore une France libre.

Des combattants se préparent, que n'obsède pas la pensée des revers présents, parce qu'ils savent qu'ils ont choisi la voie droite et que, la foi déplaçant les montagnes, ils finiront par triompher.

CHAPITRE III

LA FRANCE LIBRE DANS LE PACIFIQUE

Nous avons déjà vu (1) comment M. Sautot, dès le 20 juillet 1940, avait pu rallier les Nouvelles-Hébrides au général de Gaulle, donnant ainsi le signal de la rébellion patriotique dans le Pacifique. L'exemple était suivi le 2 septembre par les îles de la Société.

Dès juin-juillet 1940, à Tahiti, de nombreuses assemblées indigènes avaient exprimé nettement les sentiments de la population. « Nous ne sommes pas des vaincus et nous ne sommes pas des captifs! » déclarait le porte-parole des cinquante notables qui s'étaient réunis autour du D^r de Curton le 14 juillet. Un instituteur lui dit : « Nous voulons former un autre bataillon du Pacifique et tous les enfants polynésiens iront aider les Britanniques à chasser les Prussiens du sol de France! » (2).

Quand, le 10 septembre, un plébiscite eut lieu sur la question suivante : « Devons-nous accepter la capitulation ordonnée par Pétain, ou devons-nous continuer la lutte comme nous y invite le général de Gaulle », cinq mille cinq cent soixante-quatre Français d'Océanie contre dix-huit décidèrent de reconnaître le général de Gaulle comme leur chef et de continuer la lutte. Le ralliement s'effectuait dans un calme parfait.

Depuis la veille, le 9 septembre, le ralliement des Établissements français des Indes était devenu officiel. L'initiative prise par Chandernagor, sous l'impulsion de l'administrateur Baron, avait été suivie par Yanaon, Mahé, Kankal et Pondichéry, et

(1) Chapitre premier.

(2) Tahiti, par le D^r de Curton. (*Office Français d'Édition.*)

le gouverneur Bonvin pouvait, au nom de tous ces territoires, télégraphier au général de Gaulle qu'il se rangeait à ses côtés.

Le 19 septembre, la Nouvelle-Calédonie à son tour se déclarait pour la résistance au moment même où elle célébrait le quatre-vingt-septième anniversaire de son rattachement à la France.

Dès la fin de juin, diverses associations de l'île avaient affirmé par de nombreux télégrammes aux gouvernements de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et des îles Fidji, leur volonté de continuer la guerre. Malgré les hésitations du gouverneur Péliissier, le Conseil général, le 25 août, avait décidé à l'unanimité de se mettre en rapport avec le général de Gaulle. Péliissier fut rappelé par Vichy et le colonel Denis commandant supérieur des troupes, assura l'intérim du gouvernement, appuyé par l'avis *Dumont-d'Urville*, envoyé en toute hâte à Nouméa. Mais le secrétaire général Bayardelle (1) refusa de s'incliner et, à l'appel du Comité de ralliement représentant quinze mille Français, M. Sautot, venu des Nouvelles-Hébrides, débarqua à Nouméa le 18 septembre. Pas un coup de fusil ne fut tiré. Le colonel Denis se laissa arrêter ainsi que plusieurs officiers ; ils furent autorisés, un mois plus tard, à partir pour l'Indochine.

Certains pouvaient sourire en 1940 de l'attitude courageuse prise par ces possessions lointaines apparemment hors de l'atteinte ennemie. Ils ne le pouvaient plus un an après : au lendemain de l'agression japonaise contre les États-Unis, ces ralliements prirent toute leur signification. Les Nouvelles-Hébrides et la Nouvelle-Calédonie qui, occupées par les Japonais, leur auraient fourni des bases à mille cinq cents kilomètres de l'Australie et à deux mille de la Nouvelle-Zélande, devenaient des points d'appui précieux pour la flotte et l'armée alliées.

Le chef des Français libres n'attendit pas l'agression japonaise pour apprécier l'importance stratégique des Établissements français du Pacifique. La défense des îles s'organisa sans tarder.

(1) Aujourd'hui gouverneur général de l'A.E.F.

Au lendemain de Pearl Harbour, le Comité National français déclarait la guerre au Japon le 8 décembre 1941, et nommait le contre-amiral Thierry d'Argenlieu haut-commissaire de France pour le Pacifique avec mission de « concourir à l'effort interallié par tous les moyens ».

Le 28 février 1942, par l'organe de son Consul général à Nouméa, le Gouvernement américain reconnaissait l'autorité du Comité National français sur nos possessions du Pacifique et d'Océanie et s'engageait à restaurer après la guerre l'intégrité de la France et de son Empire. Le 26 avril, des troupes américaines, commandées par le major général Patch, débarquaient en Nouvelle-Calédonie avec l'accord du Comité pour « coopérer avec les troupes françaises libres à la défense de la Colonie » et en faire une base solide d'opérations contre le Japon.

Le 10 février 1944, M. Evatt, ministre des Affaires Étrangères d'Australie, déclarait devant le Parlement de Camberra que son pays était « particulièrement redevable à la France... en raison des mesures de défense qu'elle avait prises contre le Japon dès la première heure, à la fois en Nouvelle-Calédonie et aux Nouvelles-Hébrides ».

Le 26 avril 1944, l'un des chefs de l'Armée américaine dans le Pacifique, le général Ray Owens, déclarait : « L'aide que nous a apportée la Nouvelle-Calédonie, son utilisation comme base, ont été des facteurs importants dans notre lutte commune pour écraser l'ennemi. »

Sur le plan économique, le ralliement des terres françaises du Pacifique et d'Océanie eut pour conséquence de soustraire au Japon une source importante de matières premières nécessaires à l'effort de guerre allié. La Nouvelle-Calédonie est le second producteur de nickel du monde (après le Canada), et l'un des principaux producteurs de chrome.

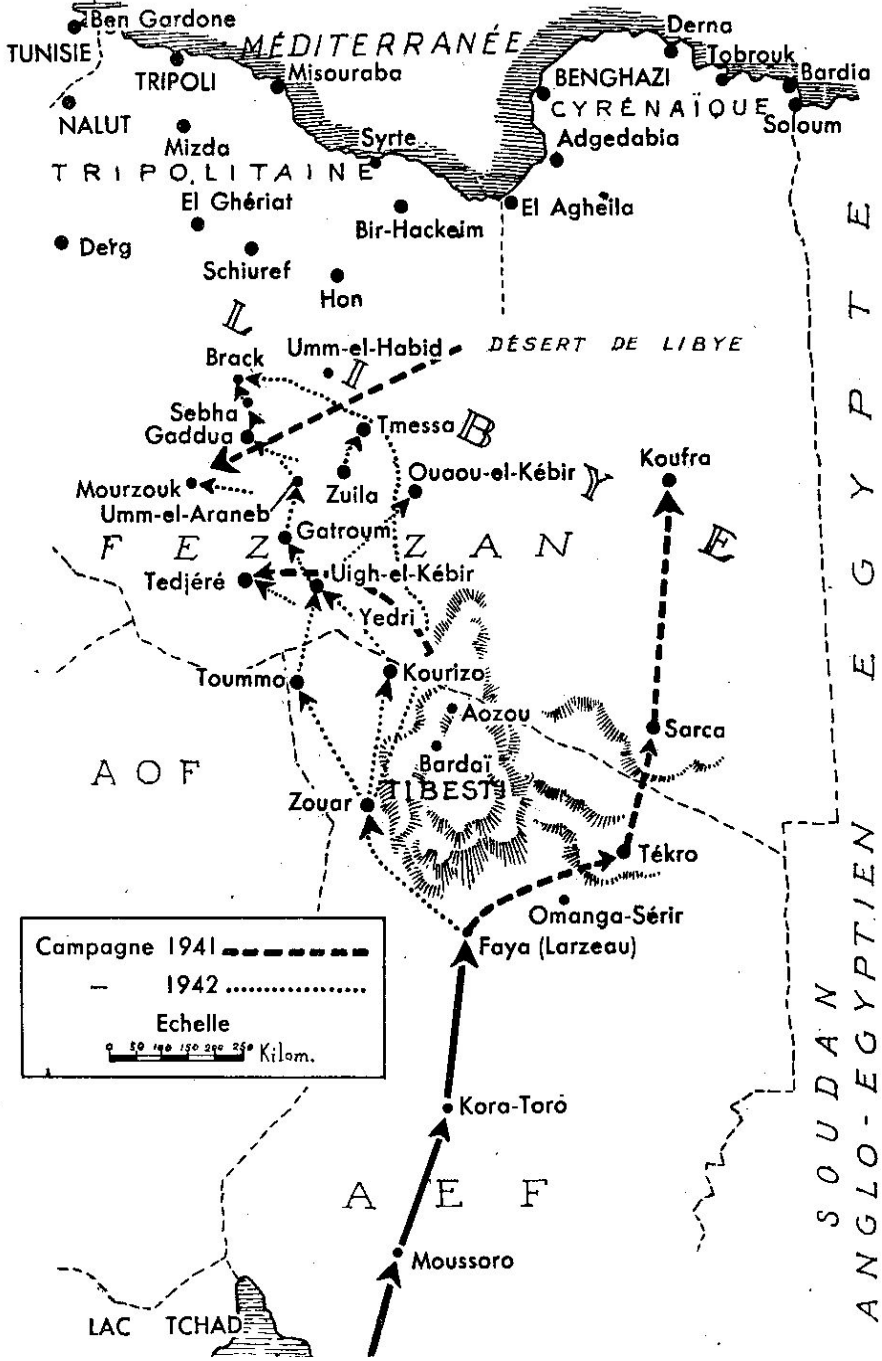
Dès le 25 août 1940, avec un empressement surprenant, Vichy avait donné au gouverneur de l'île l'ordre de réserver au Japon la priorité sur les exportations de nickel! Nickel et chrome furent réservés par la France libre aux Nations unies.

Les îles françaises de l'Océanie produisent de grosses quantités de phosphates et de corps gras qui étaient principalement

exportés vers le Japon, mais prirent dès la fin de 1940 la direction de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande.

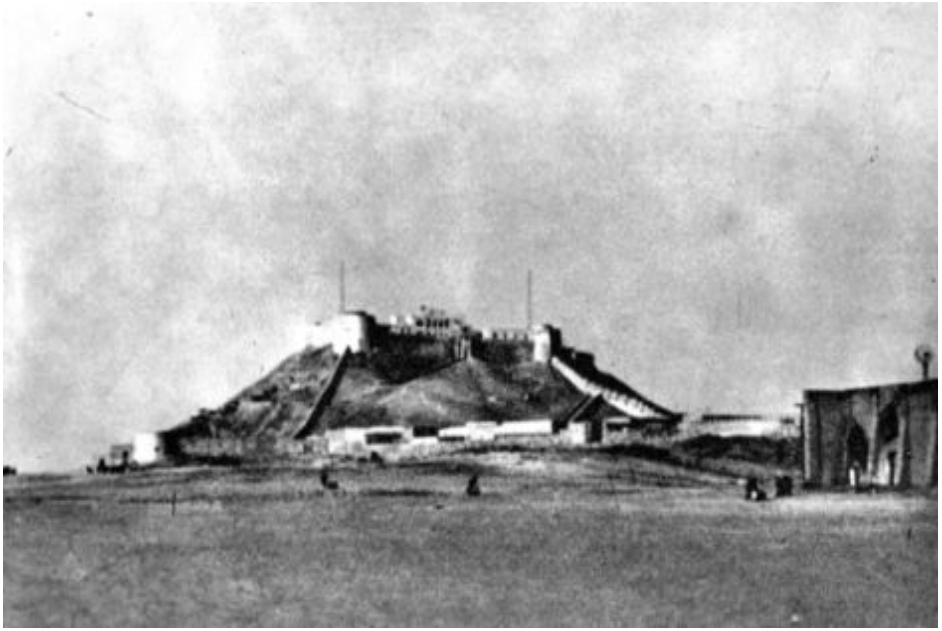
Les Établissements français du Pacifique n'ont pas seulement apporté aux Alliés des bases stratégiques et des matières premières. Ils ont donné à la France libre des combattants qui, pendant quatre ans, de Bir-Hakeim aux Vosges, ne cessèrent jamais d'être en action : soldats, aviateurs, marins, parachutistes.

Au début de 1941, le « Bataillon du Pacifique » s'embarquait pour le Moyen-Orient où il allait combattre sous la conduite d'un officier magnifique, le lieutenant-colonel Broche, qui avait pris une part active au ralliement de Nouméa et devait mourir à Bir-Hakeim. On retrouvera ces volontaires du Pacifique durement éprouvés sur les champs de bataille de Tripolitaine, de Tunisie, d'Italie. Ils débarqueront dans le midi de la France, le 16 août 1944.





Le Désert dans le Fezzan.



Le Fort Italien de Sebha.

Arrivée à Zouar des premiers prisonniers italiens.





Le Général Koenig à Bir-Hakeim.

Aufgenommen am

19

Uhr durch

Erhalten am

19

Uhr

Sern-
Numf.
Zitat.

Spruch nr.

von

an

Bemerkte

Abblendende Straße	ir Bildung	Ort	Von Wen	Erwerb Wen
	Abbarungen			
	Angekommen			
	An			

in die Truppen
von Bin Adieu.

Widerer Widerstand bedeutet
stärkster Bitterkeit. Ihr werdet
dann alle Schicksal erleiden, wie die
beiden anderen Brigaden, die Gott
schick, die vor gestern stürmt wurden.

Wir stellen den Kopf ein
wenn ihr unsere Flaggen seht und
ohne Waffen zu uns kommen, kommt.

Rommel
Gansacker

Recy le 3
à 9h 10

CHAPITRE IV

L'ÉPOPÉE DES FORCES FRANÇAISES LIBRES

D'où venaient tous ces volontaires anonymes qui constituèrent l'armée des croisés à la Croix de Lorraine? De partout : officiers et soldats de l'armée active ou de réserve qui, « la rage au cœur, mais non point vaincus », selon l'expression du plus illustre d'entre eux, le général Leclerc, avaient réussi à s'échapper de France pour répondre à l'appel du 18 juin ou qui, se trouvant en Grande-Bretagne au moment de l'armistice, y avaient répondu immédiatement ; planteurs et fonctionnaires des colonies qui, ne se bornant pas à aider le ralliement de leur territoire à la France libre, se faisaient mobiliser.

Il y avait ceux qui vinrent un à un, répondant à l'appel là où ils le pouvaient, à Londres, à Douala, à Brazzaville, au Caire, à Gibraltar, à Singapour. Il y eut aussi des unités constituées.

La treizième demi-brigade de la Légion étrangère, après s'être battue en Norvège et avoir tiré le dernier coup de feu en Bretagne au terme de la bataille de France, réussit, sous la conduite d'un chef intrépide, le colonel Magrin-Vernerey (aujourd'hui général Monclar), à gagner l'Angleterre pour se mettre aux ordres du général de Gaulle. Le bataillon d'infanterie de marine, en garnison à Chypre, sous l'inspiration de son commandant, le chef de bataillon Lorotte, demanda, dès le lendemain de l'armistice, à se battre en Libye.

Qu'on s'imagine au camp de Bobo-Dioulasso, en Côte d'Ivoire, une quarantaine d'Européens, planteurs, commerçants, que la mobilisation a réunis depuis 1939 autour d'une batterie d'artillerie coloniale et qui s'y ennuiant dans une routine déprimante. C'est là que ces officiers, sous-officiers,

réservistes pour la plupart, devaient entendre l'appel du général de Gaulle. Certains d'entre eux n'y auraient peut-être pas répondu s'il ne s'était trouvé parmi eux un vrai chef, qui rendît possible l'« aventure » : « Ceux qui veulent me suivre pour se battre n'importe où, pour le bien du pays, je les mènerai, je les conduirai. » Tel fut le langage que leur tint Laurent Champrosay, leur capitaine. Presque tous le suivirent.

L'un d'entre eux (1) a raconté cet exode vers la terre alliée la plus proche, la colonie britannique de Gold Coast, où ils pourraient attendre les ordres du général de Gaulle : « Nous étions alignés comme à la parade avec nos camions et leurs équipages... en tenue de campagne, dans cette cour où tant de fois nous avons accompli de fastidieuses manœuvres... Ainsi, grâce à notre capitaine, et parce qu'il était un chef, nous allions réaliser nos secrets désirs... Nous, les quelques artilleurs de Champrosay, nous allions avoir le bonheur et le redoutable privilège de pouvoir servir, d'accomplir notre devoir, le devoir, et de sauver l'honneur.

« Et tout cela, nous allions le faire avec méthode, ordre et dignité, parce que lui, notre capitaine, l'avait préparé au lieu de s'agiter comme nous en vaines inquiétudes et en projets vagues. »

Cela se passait le 6 juillet 1940! Les artilleurs de Laurent Champrosay allaient suivre leur chef de Bobo-Dioulasso sur tous les champs de bataille de la France libre. Ils allaient former le premier noyau de l'artillerie des F. F. L., le glorieux 1^{er} R. A., et se battre à Keren, à Massaoua, à Bir-Hakeim, en Tunisie, en Italie, où Laurent Champrosay trouva la mort.

Autour de ces éléments s'organisèrent les premières unités des Forces Françaises libres. Les unes resteront au Tchad jusqu'au jour où, après la conquête du Fezzan, elles rejoindront, à Tripoli, les troupes alliées victorieuses. Les autres, parties du Congo, de l'Oubangui, du Tchad, du Gabon ou du Cameroun, traversant l'Afrique d'Ouest en Est, s'unissant à d'autres contingents venus du Moyen-Orient, accueillant les

(1) Léon Rouillon : Histoire d'un Ralliement, dans *La Bataille*, du 14 juin 1945.

évacués de tous les points du globe, participeront à la campagne d'Érythrée et d'Abyssinie. Elles libéreront ensuite la Syrie et le Liban et prendront une part glorieuse aux trois campagnes de Libye.

Enfin, durant la campagne de Tunisie, venant de l'Est et du Sud, les troupes de la France combattante contribueront à chasser d'Afrique les forces de l'Axe, comme y contribuèrent les divisions venues de l'Afrique du Nord. Le combat rapprochera définitivement ceux qu'il avait séparés, et la France d'outre-mer tout entière se lèvera pour participer à la libération de la Mère-Patrie. L'éloquence des noms et des dates suffit. Elle se passe de commentaires.

PREMIERE CAMPAGNE DE LIBYE

9 décembre 1940— 6 février 1941.

Le premier bataillon du 24^e R. I. C. venu de Chypre fut envoyé à Ismaïlia, en Égypte, où il retrouva d'autres éléments de la première heure : spahis et légionnaires de Syrie, employés de la Compagnie du canal de Suez, devenus soldats, autres Français d'Égypte. Le 25 août 1940, ils étaient passés en revue par le général Wavell, l'ambassadeur de Grande-Bretagne et le baron de Benoist, délégué du général de Gaulle en Égypte, qui remettait au « premier bataillon d'Infanterie de marine » le premier drapeau des Forces Françaises libres.

L'acceptation de l'armistice par notre Afrique du Nord permettait aux Italiens de Libye de dégarnir leur secteur de l'Ouest, et de concentrer leurs forces contre l'Égypte. Les troupes britanniques n'étaient guère préparées à une telle éventualité. L'attaque italienne commença le 14 septembre 1940. Le 16 septembre, les Italiens prenaient Solloum, le 18, Sidi-Barani où, sans exploiter leur succès, ils consolidèrent leurs positions pendant près de trois mois. Ils disposaient de deux cent mille hommes environ, d'une centaine de tanks, d'une puissante aviation. Les Britanniques avaient moins de vingt mille hommes! C'est pourtant le général Wavell qui devait prendre l'offensive, le 9 décembre 1940.

Dès ce jour, devant Sidi-Barani, qui fut pris le lendemain, le premier bataillon d'infanterie de marine, sous les ordres du commandant Lorotte, participa à la bataille, ainsi que l'annonça M. Churchill lui-même à la Chambre des Communes. Sans insister, les Italiens évacuaient Solloum et se repliaient sur Bardia, « forteresse imprenable ». Le 1^{er} janvier 1941, Bardia capitulait. En moins d'un mois, les Alliés avaient fait plus de quatre-vingt mille prisonniers. Exploitant sa victoire, le général Wavell atteignait Tobrouk le 6 janvier et l'attaquait le 21. Au cours de cette attaque, une unité motorisée française pénétrait à huit kilomètres à l'intérieur des lignes italiennes, après avoir brisé les premières défenses. Tobrouk tombait et, le 7 février, Benghazi, capitale de la Cyrénaïque, était occupée.

Premières victoires alliées, inoubliables pour tous les Français de la métropole qui en écoutaient l'annonce par la B.B.C. ou par Radio-Brazzaville!

MOURZOUK ET KOUFRA

11 janvier — 2 mars 1941.

Comme l'a écrit le colonel Ingold (1), dans son beau livre *Soldats du Tchad*, « Koufra est le premier acte offensif victorieux mené contre l'ennemi par des forces françaises, partant de territoires français, aux ordres d'un commandement uniquement français ».

Le 2 décembre 1940, le colonel Leclerc prend le commandement des troupes du Tchad. Il rencontre à Fort-Lamy le lieutenant-colonel Colonna d'Ornano. D'Ornano, qui commande le Tibesti depuis 1937, en août 1940 a rallié à la France libre le régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad. Il connaît et suit depuis longtemps les projets qui menacent notre Tibesti. Avec de bons camarades anglais, le major Clayton et le capitaine Crichton-Stuart qui, du Soudan anglo-égyptien, montent, eux aussi, la garde aux frontières de la Tripolitaine, il tente une opération d'une audace folle, en se lançant avec une poignée

(1) Aujourd'hui général de division.

d'hommes à l'attaque d'un poste solidement tenu et fortifié, après avoir parcouru, sur des camions non blindés, plus de cinq cents kilomètres en territoire ennemi. Croyant d'abord à l'arrivée d'un convoi ami, les Italiens l'attendent devant le porche. Puis, devant l'assaut, ils se retirent dans le poste et parviennent de justesse à le garder. Les Français ont le temps d'incendier les avions et de capturer les trente hommes qui se trouvaient sur l'aérodrome. D'Ornano, qui couvre le mouvement en tirant lui-même au fusil-mitrailleur, allongé sur les bidons d'essence et les caisses de munitions de son véhicule, est tué net par une rafale de mitrailleuse. Jean Colonna d'Ornano, « l'homme sans peur », est enveloppé dans sa gandoura et enterré par ses hommes aux côtés du sous-lieutenant néo-zélandais Hewson. Les Italiens devaient plus tard transférer sa dépouille dans un de leurs cimetières.

Le raid de Mourzouk comporte des leçons dont le colonel Leclerc va s'inspirer dans l'opération plus vaste contre Koufra.

Koufra, isolée au cœur du désert libyque, réunit six oasis et quatre mille cinq cents habitants qui utilisent l'eau d'une centaine de puits et cultivent cent mille dattiers, des oliviers, de la vigne, du blé.

En 1931, le maréchal Graziani avait conquis Koufra sur cinq cents indigènes, avec trois mille hommes de troupe, un escadron d'autos blindés, une section d'artillerie, vingt avions, plus de trois cents camions et sept mille dromadaires.

Du 18 décembre au 28 janvier la piste de Largeau à Ounianga est sillonnée par les convois. Le 29 janvier, les troupes commencent leur progression en direction de Koufra : quatre cents hommes, dont deux cents cinquante combattants, un canon de 75 de montagne, deux autos mitrailleuses, quelques mitrailleuses et mortiers. De son côté, la patrouille anglaise du major Clayton se rend directement dans la région du Djebel Chérif, à cent kilomètres au sud de Koufra. Cette patrouille, repérée par l'aviation italienne, est surprise par un puissant détachement motorisé. Trois voitures sont brûlées. Les ordres de marche sont saisis. Le major Clayton, blessé, est fait prisonnier, tandis que le reste du détachement se replie dans la direction de nos postes. Le colonel Leclerc, averti le

1^{er} février, décide néanmoins de poursuivre sa marche. Le puits de Sarra est atteint le soir, mais il est bouché en partie. Il faut descendre à soixante quatre mètres et remonter les huit mètres de terre et de cailloux qui le rendent inutilisable.

Le 2, puis le 5 février, le groupe de bombardement du colonel Astier de Villate effectue des missions sur Koufra, et détruit cinq avions italiens, des dépôts de munitions, d'essence et des installations au sol.

Du 5 au 10 février, le colonel Leclerc qui sait, depuis l'engagement du Djebel Chérif, que l'ennemi est sur ses gardes, envoie sur Koufra une patrouille de vingt-deux voitures qui arrive en deux jours à proximité de la ville. A la tête d'un des pelotons, le colonel va réveiller le chef du village d'El-Giof, qui lui donne les renseignements dont il a besoin. Un autre peloton revient avec un prisonnier italien, un radiotélégraphiste du poste qui guide les avions italiens vers l'Abyssinie. Le poste lui-même est détruit. Un troisième peloton est lancé sur le terrain d'aviation. Deux avions sont détruits.

A ce moment, les Italiens lancent le signal d'alerte. La patrouille prend le chemin du retour, poursuivie par les avions ennemis.

Devant la réussite de cette opération audacieuse, le colonel Leclerc décide de passer à l'attaque de Koufra. En face de nos deux cent cinquante combattants, dont quatre-vingt-dix Européens, il y a sûrement un bataillon italien de cinq cent quatre-vingts hommes, peut-être même un deuxième bataillon. De toute manière, on sait que le poste est bien défendu.

Le 18 février 1941, un premier détachement, dont la mission est de déborder le fort d'El Tag, aux environs de Koufra, est stoppé par un compagnie qui, malgré une supériorité marquée en armement, sera manœuvrée et défaite à deux reprises, en deux jours, sur un terrain qu'elle connaît pourtant à merveille. Elle sera finalement mise en fuite. Durant le second jour du combat, une violente attaque d'aviation nous cause quelques pertes.

Le siège du fort commence. Jour et nuit, nos troupes harcèlent l'ennemi par des tirs de 75, des feux d'infanterie et de mortiers, des coups de main. Dès le début, le colonel Leclerc

avait pris contact avec les chefs indigènes. L'indifférence de la population envers les Italiens semble totale. Pas un acte d'hostilité contre les troupes françaises.

Enfin, le 28 février, le commandant du fort propose un accord permettant de mettre les blessés des deux partis à l'abri du feu. Le colonel Leclerc refuse. Il veut la reddition sans conditions. Le 1^{er} mars, à l'aube, le drapeau blanc flotte sur le fort. Un officier italien se présente en parlementaire. Coupant court à toute discussion, le colonel Leclerc le reconduit au fort et pénètre froidement avec lui sous la voûte d'entrée. Il commande qu'on réunisse immédiatement tous les officiers du poste. Le premier détachement français qui arrive quelques minutes plus tard assiste à ce spectacle étrange : un colonel français haranguant une brochette d'officiers italiens au garde-à-vous ! Les conditions de capitulation sont dictées au capitaine italien. Le butin est appréciable : trois cent trente-deux prisonniers dont douze officiers, cinquante-sept mitrailleuses, quatorze autos, un matériel considérable en munitions, radio et vivres.

Le 2 mars, à huit heures du matin, le drapeau français est solennellement hissé au grand mât, et le colonel Leclerc déclare devant sa petite troupe :

« Nous ne nous arrêterons que quand le drapeau français flottera aussi sur Metz et sur Strasbourg. »

Promesse célèbre qui devait être tenue... et au delà!

La prise de Koufra est importante. En effet, le terrain d'aviation sert de base aux communications italiennes entre la Libye, l'Érythrée et l'Éthiopie. Plus tard, pendant les deuxième et troisième campagnes de Libye, c'est de Koufra que partiront d'efficaces raids anglais sur la Cyrénaïque. Quant à l'effet moral, il fut inappréciable.

CAMPAGNE D'ÉRYTHRÉE ET D'ABYSSINIE

19 janvier— 8 avril et 24 janvier— 27 novembre.

En Afrique Orientale, les Italiens avaient pris l'initiative par l'attaque du Soudan anglo-égyptien. Le 4 juillet 1940, ils s'emparaient des postes-frontières de Kassala et Gallabat. De

même qu'en Égypte, ils devaient s'arrêter et donner aux Britanniques le temps de se préparer à la lutte. Ils essayèrent alors de conquérir la Somalie britannique, entreprise facilitée par la défection de la Somalie française, dont l'importante garnison était, conformément aux accords franco-britanniques de 1939, le point d'appui du système de défense allié.

La campagne d'Afrique Orientale et les opérations du Moyen-Orient font partie du même plan d'ensemble réglé par le général Wavell. La route maritime de la Méditerranée étant fermée, les convois devaient faire le tour de l'Afrique et remonter vers la Mer Rouge. Il fallait à tout prix maintenir ouverte cette voie, de même que la route terrestre transafricaine qui, par le Tchad, va de la Nigeria au Soudan anglo-égyptien.

Le gros des troupes françaises qui participèrent aux combats d'Afrique Orientale était constitué par la treizième demi-brigade de légion étrangère qui, envoyée au Cameroun et renforcée d'éléments évadés de France, d'un bataillon de marche du Tchad et d'une compagnie d'infanterie de marine venue d'Égypte, devait former la « Brigade Française d'Orient » sous les ordres du même chef qui l'avait commandée à Narvik, le colonel Monclar.

Débarquée à Port-Soudan, la brigade d'Orient, descendant du Nord en direction de Keren, joua un rôle brillant dans l'attaque du flanc droit italien, à Kub-Kub, le 27 février 1941, capturant quatre cent cinquante prisonniers et du matériel.

La brigade d'Orient, côte à côte avec les forces britanniques du Soudan et deux bataillons indiens, participa à l'attaque de Keren qui commença le 15 mars. On avança, mètre par mètre, dans une chaîne de montagnes, véritable forêt de tuyaux d'orgue, à l'assaut d'une sorte d'immense château fort. Les pertes furent lourdes, mais Keren fut pris le 26 mars 1941. Le sort de l'Érythrée était réglé. Cinq jours après, Asmara, la capitale, tombait. Le 8 avril enfin, la brigade d'Orient entra à Massaoua, le grand port italien de la Mer Rouge. Les légionnaires prenaient d'assaut le fort de Moncullo, tandis que le colonel Monclar lui-même, accompagné de deux officiers et de quelques motocyclistes, pénétrait dans la ville et recevait la reddition du commandant en chef italien. Les Français

avaient fait trois mille huit cent soixante-quinze prisonniers dont trois cent soixante officiers.

Après l'effondrement des forces italiennes en Érythrée, et par une manœuvre foudroyante, les troupes britanniques prirent coup sur coup la Somalie italienne et l'Abyssinie. Le 5 mai 1941, l'empereur Hailé Selassié entra à Addis-Abbéba. Une escadrille de bombardement française, l'une des premières unités de l'aviation française libre, basée à Khartoum, prit une part active aux opérations aériennes.

L'armée de l'Empire italien n'existait plus, à l'exception d'un dernier îlot de résistance à Gondar. Il se rendit le 27 novembre 1941 aux troupes alliées qui comprenaient un détachement des Forces Françaises libres venu d'Afrique Équatoriale Française.

LA DEUXIEME CAMPAGNE DE LIBYE : BIR-HAKEIM

18 *novembre* 1941 — 11 *juin* 1942.

Après la chute de Benghazi, le 7 février 1941, Wavell ne peut pousser plus loin. Il n'a pratiquement plus de tanks en état de marche. C'est sur l'Afrique Orientale que se concentre l'activité britannique.

Alors intervient dans la bataille de Libye l'« Afrika Korps » sous le commandement de Rommel. Il débarque en Afrique dans les derniers jours du mois de février et le 5 avril prend l'offensive qui le mènera victorieusement de Benghazi à Solloum, le 19 juin 1941.

Pendant ce temps, les Forces Françaises libres se regroupent et s'organisent. Le général Le Gentilhomme, qui commandait les troupes de Djibouti, en 1940, et avait tenté de rallier la Côte Française des Somalis au général de Gaulle, forme la 1^{er} Division Française libre.

Cette division est constituée d'unités venues d'Afrique Française libre auxquelles viendront s'ajouter, après la campagne d'Érythrée, les effectifs de la Brigade d'Orient. Pour la

première fois, l'Afrique Centrale est le théâtre de mouvements de troupes importants : ces nouveaux bataillons, recrutés au Cameroun, en Oubangui, au Tchad, arrivent par la route, avec leur matériel, en d'immenses convois, jusqu'à Khartoum.

Un escadron de spahis venus de Syrie par petits groupes depuis l'armistice, un groupe de chars et quelques éléments divers ralliés en Angleterre, s'ajoutent à ces troupes. L'aviation est représentée par le groupe de chasse « Alsace » et par le groupe de bombardement « Lorraine » que commande le colonel Corniglion-Molinier (1) : ils ont déjà participé aux premières opérations de Libye et à celles d'Érythrée et d'Abyssinie.

Plus tard, en mai-juin 1941, se joindront à ces unités les célèbres cavaliers Tcherkesses du colonel Collet, ainsi que les troupes ralliées lors de l'affaire de Syrie.

Avec la prise de Solloum, Rommel a reconquis toute la Cyrénaïque, à l'exception de Tobrouk qui subira le siège le plus long de la guerre. Durant ce siège, une escadrille du groupe de chasse « Alsace » se distinguera à plusieurs reprises. Après la bataille du Cap Matapan (28 mai 1941), l'escadre de l'amiral Cunningham contrôle la Méditerranée, et le ravitaillement de Rommel devient précaire. C'est pourquoi le général Auchinleck, nouveau commandant en chef des troupes alliées du Moyen-Orient, reprend l'offensive le 18 novembre 1941. Il enfonce d'abord les Allemands à El-Gobi, puis, donnant le commandement des divisions de chars au général Ritchie, il livre près de Sidi-Rézegh une bataille de blindés qui lui permet de dégager Tobrouk et de poursuivre Rommel en retraite. Après avoir repris Benghazi, Ritchie atteint le 26 décembre Adédabia, à plus de huit cents kilomètres de son point de départ.

Dès le début de cette offensive, les troupes françaises, aux côtés des troupes anglaises et polonaises, avaient joué un rôle important en prenant d'assaut la position fortifiée d'Alfaya dont la garnison de cinq mille cinq cents hommes se rendit

(1) Aujourd'hui général.

avec armes et bagages. La division française commandée par le général de Larminat subit de lourdes pertes.

Le groupe de bombardement « Lorraine » joue un rôle actif dans les opérations. Son commandant, le lieutenant-colonel Pijaud, devait trouver la mort au cours de l'avance du 20 décembre, en attaquant une colonne de camions dans le secteur de Benghazi. Grièvement blessé, il fut transporté par une patrouille italienne à l'hôpital de Derna d'où il essaya de s'évader quand il apprit l'avance alliée, mais il mourut quelques jours plus tard des suites de ses blessures.

Les espoirs éveillés par cette offensive furent déçus. A leur tour, les alliés souffraient de l'allongement de leurs lignes de communication. Et l'Axe avait la supériorité aérienne.

Dès le 21 janvier 1942, Rommel a de nouveau l'initiative des opérations. Il reprend une à une les villes du littoral. Ce n'est qu'à Gazala que Ritchie parvient à l'immobiliser, le 3 février 1942. Cette fois Rommel se méfie et veut porter le coup décisif. Il prépare minutieusement son ravitaillement, installant des pipelines pour amener l'eau.

A l'extrémité sud de la position de Gazala, dans un poste de surveillance du désert, une brigade de la 1^{er} D. F. L. vient s'installer en profitant de l'accalmie. Elle est commandée par le général Kœnig, lui-même placé sous les ordres du général de Larminat.

Dépourvu de protection naturelle, Bir-Hakeim est fortifié durant les mois de mars, avril et mai 1942. Vers la fin mai, plus de cinquante mille mines antichars constituent un barrage ininterrompu. A l'intérieur d'un périmètre de 17 kilomètres environ, une véritable ville souterraine s'est développée avec des abris, des cuisines et même une ambulance chirurgicale.

Outre un état-major pourvu de moyens de transmission modernes, la garnison de Bir-Hakeim est composée de quatre bataillons d'infanterie, un régiment d'artillerie à quatre batteries de six pièces de 75, des unités antichars, un groupe anti-aérien, dix-huit canons Bofors, dont douze servis par des fusiliers marins et six par des Britanniques, une compagnie du génie, un escadron de transports-autos, un service de santé. En tout, ils sont trois mille six cents. Aucun blindé.

L'unité britannique la plus proche est à vingt kilomètres au Nord. L'ennemi est à moins de trente kilomètres de Gazala.

Le 26 mai, vers treize heures, nos éléments légers qui patrouillaient dans le « no man's land » sont contraints de se replier à l'intérieur de Bir-Hakeim sous la pression de puissantes forces ennemies. Le 27 à l'aube Rommel lance à l'assaut de Gazala la totalité de ses divisions d'élite : unités blindées allemandes et italiennes et trois divisions motorisées.

L'attaque est d'abord dirigée sur le sud de Bir-Hakeim où une brigade hindoue hâtivement amenée est bientôt débordée. Les unités de Rommel remontent alors vers le Nord-Est, négligeant intentionnellement Bir-Hakeim, qui paraît isolé.

Bientôt se présente une formation de soixante-dix chars qui vient de l'est et du sud-est. Les 75 ouvrent le feu à moins de six kilomètres. Vingt-six chars sont détruits. Six autres parviennent jusqu'à la position tenue par un bataillon de Légion. Ils sont détruits à moins de quarante mètres à coup de grenades incendiaires ou même de revolver à travers les fentes de visée. Le colonel qui les commandait est fait prisonnier. L'assaut a été mené par la division italienne « Ariéto ». Dans l'après-midi un convoi italien se présentera pour ravitailler les troupes qui, selon le plan de Rommel, doivent déjà occuper Bir-Hakeim. Il éprouve quelque surprise.

Le 28 et le 29 mai, la situation reste inchangée. Les communications avec le gros des forces britanniques sont coupées. Des patrouilles françaises attaquent les convois ennemis passant à proximité de la position. C'est ainsi que huit automitrailleuses et cinq chars sont détruits. « Finalement, dit le général Kœnig, le 30 mai, on eut l'impression que Rommel battait en retraite et qu'on allait passer à la contre-attaque. »

Le 31 mai, un convoi de ravitaillement parvient à Bir-Hakeim.

Le 1^{er} juin, visite du général de Larminat, qui félicite la garnison. Le bataillon du Pacifique, renforcé d'une batterie de 75, attaque en direction de l'ouest, subit une violente attaque de « Stukas », et perd de nombreux véhicules. Il rejoindra Bir-Hakeim, sur ordre, à l'aube du 3 juin. Le 2, vers onze heures, une auto italienne portant le drapeau blanc se

présentait devant la position. Les officiers italiens invitaient simplement le général Kœnig à capituler, en lui expliquant qu'il était encerclé, et qu'il avait avantage à se rendre à eux plutôt qu'aux Allemands. Réponse négative. Dans l'après-midi une trentaine d'avions ennemis vinrent bombarder la position pendant vingt minutes, tandis que des obus de 105 tombaient à intervalles espacés.

Le 2 juin, à huit heures du matin, deux soldats anglais, faits prisonniers pendant la première attaque, se présentaient à Bir-Hakeim, porteurs d'un message de Rommel :

« Aux troupes de Bir-Hakeim : Toute nouvelle résistance n'amènerait qu'à verser le sang inutilement. Vous auriez le même sort que les deux brigades anglaises qui se trouvaient à Got Ualeb et qui ont été exterminées avant-hier. Nous cesserons le combat dès que vous hisserez le drapeau blanc et vous viendrez vers nous sans armes. »

Signé : Rommel.

Le général Kœnig répondit en faisant ouvrir le feu et en communiquant à ses troupes l'ordre général suivant :

1° *Nous devons nous attendre désormais à une attaque sérieuse par tous moyens combinés (aviation, chars, artillerie, infanterie). Elle sera puissante.*

2° *Je renouvelle mes ordres et ma certitude que chacun fera son devoir sans faiblir, à sa place, coupé ou non des autres.*

3° *Notre mission est de tenir coûte que coûte, jusqu'à ce que notre victoire soit définitive.*

4° *Bien expliquer cela à tous, gradés et hommes.*

5° *Et bonne chance à tous.*

Q. G. le 3 juin à 9 h. 30.

Kœnig.

Le 5 juin à quatre heures du matin, un troisième et dernier parlementaire sera envoyé à Bir-Hakeim. Il fera demi-tour sans être entendu et sautera sur une mine.

Le 3, duel d'artillerie, attaque des Stukas mis à mal. Vers

cinq heures de l'après-midi, pas de chasseurs britanniques. Le 4, la D.C.A. abat deux avions ennemis, le général anglais commandant le 30^e corps félicite la Brigade. Dans la nuit du 4 au 5, des munitions arrivent. Dans la journée du 5, nos 75 sont bombardés par des 220.

Les 6 et 7 juin, les bombardements deviennent plus violents. Le 8, arrivée d'un convoi conduit par des chauffeurs français, tous volontaires. Jusqu'au 11 juin, les hommes auront deux litres d'eau, un pour la cuisine, un pour la boisson.

Attaques généralisées, menées par la 90^e division d'infanterie allemande et la division italienne « Trieste ». La face nord de la position subit trois attaques précédées d'un bombardement par une soixantaine d'avions et une intense préparation d'artillerie. L'ennemi parvient à s'emparer d'un observatoire d'artillerie situé en dehors de la position. La chaleur des incendies s'ajoute à la température qui dépasse 45° à l'ombre. Le 9 juin, une attaque générale est repoussée. Le général Kœnig a adressé dans l'après-midi le message suivant à ses troupes :

« Nous remplissons notre mission depuis quatorze nuits et quatorze jours. Je demande que, ni les troupes, ni les cadres ne se laissent aller à la fatigue. Plus les jours passeront, plus ce sera dur : ceci n'est pas pour faire peur à la Première Brigade Française libre. Que chacun bande ses énergies! L'essentiel est de détruire l'ennemi chaque fois qu'il se présente à la portée des tirs. »

Dans la soirée, le commandement britannique s'informe des conditions dans lesquelles la position pourrait être évacuée. Le 10, l'ordre de retraite est donné pour la nuit suivante. Bombardements par avion et artillerie ; attaques de char et d'artillerie. Le matin, les chasseurs de la R. A. F. volant en rase-motte brisent un assaut, mais l'après-midi l'offensive ennemie est générale. « A dix-sept heures, l'ordre d'évacuation a été communiqué à la brigade... La garnison, brisant l'encerclement, s'ouvrira au travers des lignes ennemies et de vive force un chemin... (1) » Plus des deux tiers des canons de 75 sont endommagés. Il reste vingt-deux obus dans les caissons.

(1) Bir-Hakeim. (*Office Français d'Édition.*)

On enterre les morts. On détruit ce qu'on n'emportera pas. Un passage est déminé. L'infanterie attaque corps à corps, enfonce l'obstacle. Les véhicules suivent. De nombreuses voitures sont atteintes ou sautent sur des mines. Évacuation sous le feu de l'ennemi, achevée vers cinq heures du matin. Les troupes britanniques attendent les nôtres à quinze kilomètres de là et arrêtent les blindés ennemis qui voudraient engager la poursuite. Dans la soirée du 11 et la journée du 12, la division se regroupe dans la région de Gambut. Sa mission est terminée. Les Français ont tenu quinze jours alors que le commandement avait prévu un maximum de dix jours : neuf cent quarante-six tués, blessés, disparus ou prisonniers, quarante canons de 75 détruits et deux cent cinquante véhicules. L'ennemi a perdu cinquante chars, onze auto-mitrailleuses, cinq canons portés et sept avions, deux cent soixante dix-neuf prisonniers dont dix officiers. Tel est le bilan de ce siège héroïque et illustre.

« Les Nations unies — déclare le haut commandement britannique dans un communiqué spécial — se doivent d'être remplies de gratitude et d'admiration à l'égard de la Première Brigade des F. F. L. et de leur vaillant général. »

Rommel reprend Tobrouk le 20 juin. Il franchit la frontière égyptienne le 25 et ne s'arrête qu'à El Alamein, à deux cents kilomètres du Caire. Mais il est à bout de souffle et surtout il a perdu un temps précieux à Bir-Hakeim: il se heurte à une position que les Anglais ont eu le temps de fortifier. Il est arrêté.

LA TROISIEME CAMPAGNE DE LIBYE

23 octobre 1942 — 23 janvier 1943.

Rommel, après avoir regroupé ses troupes, essaie de nouveau de percer les défenses d'El Alamein, entre le 31 août et le 2 septembre 1942. Sa tentative échoue.

Les forces alliées sont placées maintenant sous le commandement de deux généraux qui vont devenir célèbres : Alexander, qui vient de Birmanie, et Montgomery, qui prend le commandement de la 8^e armée.

Le 24 octobre 1942, après une formidable préparation d'artillerie, commence l'offensive britannique. La bataille d'El Alamein s'engage.

La 1^{er} division française libre y participe tout entière. Dans la nuit du 23 au 24, la 1^{er} brigade effectue une diversion sur le bastion d'Hémeimat au sud de la position. C'est là que devait trouver la mort le lieutenant-colonel Amilakvari, prince géorgien et officier de la Légion qui, depuis la Norvège et l'Érythrée, se battait pour la France.

La 2^e brigade se trouve engagée dans la partie sud du secteur britannique. C'est à elle que reviendra l'honneur de réoccuper Bir-Hakeim, le 12 décembre. Elle cantonne alors à Tobrouk, tandis que le 1^{er} bataillon d'infanterie de marine, regroupé avec les survivants du bataillon du Pacifique, durement éprouvé à Bir-Hakeim, suivra l'offensive victorieuse jusqu'à Tripoli où il retrouvera les hommes de la colonne Leclerc qui viennent de conquérir le Fezzan.

LA CONQUÊTE DU FEZZAN

17 février — 14 mars 1942 et 16 décembre 1942 —
26 janvier 1943.

Le 1^{er} février 1942, un an après le raid sur Koufra, le général Leclerc se sent prêt à passer de nouveau à l'offensive. L'objectif est la conquête du Fezzan.

Pour atteindre le Fezzan, il faut couvrir, avant d'engager le combat, une distance de six cents à huit cents kilomètres. Il faut des véhicules d'attaque, d'autres de ravitaillement. Il faut des chauffeurs. Il faut entraîner les combattants à cette nouvelle tactique du désert. Il faut que les équipages du groupe d'aviation « Bretagne » qui vont appuyer les troupes de terre apprennent à observer et à se guider dans le désert. Au début de l'année 1942, les préparatifs sont terminés. Il y a maintenant six cents véhicules au Tchad. Entre 1941 et 1942, deux mille cinq cents chauffeurs indigènes sont formés au Cameroun. Quant au ravitaillement, il afflue régulièrement.

Entre le 18 novembre et le début du mois de janvier 1942, l'offensive alliée du général Auchinleck en Libye permet de croire que l'attaque du Fezzan pourra se faire avec l'aide britannique.

Rommel reprenant en fin janvier l'initiative, le général Leclerc décide d'attaquer sans l'aide anglaise ; il poussera en avant sans procéder à l'occupation du territoire conquis. Un raid, mais gigantesque, conduit avec de faibles moyens et une audace sans borne.

Le Fezzan est un chapelet d'oasis ; Mourzouk leur capitale religieuse. La population assez mélangée est d'environ quarante mille habitants, dont une forte proportion de nomades Touareg. Pour engager les opérations, le général Leclerc dispose de plusieurs groupes jouissant d'une large autonomie. Au total, à peine cinq cents hommes, disposant d'une centaine de véhicules de combat.

Du 17 au 28 février 1942, les groupes partant de Zouar procèdent à une marche d'approche en profitant de la nuit et des vents de sable pour éviter d'être repérés par l'aviation ennemie. Cette méthode prudente donne d'excellents résultats et les éléments italiens de surveillance sont enlevés sans avoir pu donner l'alerte.

Le 28 février, l'action se déclenche d'une manière foudroyante. Le 1^{er} mars au soir, Tedjéré est pris et sa garnison en fuite, abandonnant des morts, des blessés et des dromadaires ; Gatroun, à soixante-dix kilomètres au Nord, est incendié : l'officier italien qui commande le poste est fait prisonnier pendant qu'il payait la solde des hommes ; Umm el Araneb, à deux cents kilomètres au Nord, est attaqué ; Tebessa, à deux cent quarante kilomètres au Nord-Est, est détruit après un combat à la mitrailleuse et à la grenade qui se termine par la fuite d'un peloton méhariste ennemi ; au carrefour de Brach, à cinq cents kilomètres au Nord de Tedjéré, deux gros camions Fiat sont enlevés sans pertes.

Le 3 mars, Mourzouk est bombardé par une escadrille du groupe « Bretagne ». Le 6, Umm el Araneb est attaqué une nouvelle fois ; le 7, Ouaou el Kébir est pris et détruit après la capitulation de la garnison. Le 14 mars, tous les éléments qui

ont participé aux opérations sont rentrés à Zouar. La surprise a été totale, seul un de nos détachements a été attaqué à deux reprises par l'aviation ennemie.

L'effet moral de l'opération est énorme. La grande revue militaire allemande « Die Wehrmacht » (13 mars 1942) constatera que l'opération avait été « soigneusement préparée », la base de départ « judicieusement choisie », l'effet de surprise complet. Comme le disait le général Leclerc dans son ordre du jour du 17 mars 1942 : « Nous ne sommes pas encore mûrs pour l'esclavage. »

A la fin de l'année, tout a changé. L'avance alliée se poursuit en Libye et le débarquement allié en Afrique du Nord permet d'espérer que l'Afrika Korps sera bientôt pris au piège entre les deux grandes armées alliées.

Enfin l'Afrique Française libre a fourni son effort de guerre maximum. Le pourcentage des mobilisés européens a dépassé 30 % contre 10 % lors de la mobilisation de 1939.

Les ordres du général Leclerc sont formels : il s'agit cette fois de conquérir le Fezzan et d'exploiter le succès jusqu'à la Méditerranée. Les effectifs sont de trois mille deux cent soixante-huit hommes dont cinq cent cinquante-cinq Européens disposant de trois cent cinquante véhicules et d'une vingtaine d'avions du groupe « Bretagne ».

A la suite des raids précédents, les Italiens ont transformé leurs positions. Des tranchées, des abris, des puits ont été hâtivement creusés, en particulier à Gatroun et à Umm el Araneb. Enfin, en novembre et décembre 1942, des détachements allemands sont venus patrouiller jusqu'à Gatroun. Le désastre de Rommel les obligera à remonter vers le Nord avant l'attaque de la colonne Leclerc.

La mise en place des troupes françaises s'effectue dans la région de Zouar. Du 16 au 20 décembre les éléments débouchent par Kourizo et Bardaï. Nous manquons d'avions de chasse. La R. A. F. doit disposer de tous ses effectifs et les terrains britanniques sont éloignés. Nos bombardiers ne peuvent être protégés.

C'est le colonel Ingold, commandant militaire du Tchad, qui reçoit le commandement des troupes. La marche d'approche

n'est marquée par aucun incident. Après une première reconnaissance sur Gatroun qui fait diversion, et malgré quelques bombardements d'avions allemands, le siège est mis devant Umm el Araneb. Un fortin avancé tenu par une compagnie d'élite italienne est d'abord emporté d'assaut. L'aviation italienne réagit violemment, perdant un de ses appareils, mais après trois jours de combat la garnison capitule le 4 janvier 1943. Nous faisons deux cents prisonniers dont une dizaine d'officiers, dix canons et vingt mitrailleuses. Deux jours plus tard, devant le groupe nomade du Tibesti qui vient de couvrir des centaines de kilomètres en un temps record, Gatroun capitule à son tour, avec cent soixante-dix-sept officiers et hommes de troupe ainsi que dix canons et un important armement.

Le même jour avait lieu l'occupation de Brach d'où viennent de s'enfuir les Italiens. Le 8 janvier tombent Mourzouk et Sebha. Une partie de la garnison de Mourzouk, qui avait pris la fuite, est capturée en plein désert... par un avion français que pilote le lieutenant Mahé. Ce fait est sans doute unique dans toute la guerre. Le lieutenant Mahé, ayant repéré la colonne italienne en fuite, se posa en plein désert et prit en charge les fuyards jusqu'à l'arrivée d'un détachement d'infanterie portée français. Quant à Sebha, ce poste avait été en grande partie détruit par un bombardement de notre aviation, le 26 décembre.

Un communiqué du général Leclerc faisait ainsi la synthèse des opérations : « En moins de trois semaines, les troupes de la France combattante ont conquis tout le territoire du Fezzan. Le bilan de cette campagne se chiffre déjà par plus de sept cents prisonniers, quarante canons, dix-huit chars de combat ainsi qu'un nombre important d'armes et de véhicules capturés par les Français. Trois nouveaux drapeaux pris à l'ennemi viennent s'ajouter aux quatre qui ornent déjà la salle d'honneur du régiment de tirailleurs sénégalais du Tchad. »

Le 9 janvier, le lieutenant-colonel Delange, l'un des héros des « Glorieuses d'Afrique », et des campagnes de Libye, est désigné pour administrer le territoire militaire du Fezzan. L'arrivée des Français est partout accueillie avec joie par la population indigène.

Restait à prendre Rhat, poste isolé du Sud. Après une tentative menée par l'aviation, qui échoua devant un feu violent d'armes automatiques, une liaison fut établie avec les troupes françaises des territoires sud-algériens. Rhat fut pris le 24 janvier par une compagnie saharienne arrivée à marche forcée.

Enfin à Ghadamès, citadelle de l'Islam presque inviolée, les Français libres devaient se trouver face à face avec une colonne des forces du général Giraud, partie de Fort-Flatters. Les soldats s'embrassent.

Sinaouen, dernier poste italien, sera pris le 29 janvier par un groupement léger parti de Brach, qui couvre huit cents kilomètres en deux jours et demi et fait cinq cents prisonniers.

C'est maintenant la ruée vers Tripoli. Le 10 janvier, un détachement parti de Brach s'empare de Schiuref après avoir couvert trois cent trente kilomètres. Le 13, une liaison est effectuée à Hon avec les troupes britanniques qui viennent d'occuper ce poste. Un de nos groupements fonce sur Mizda, où il arrive le 22 janvier, et entre le 26 à Tripoli où l'attend le général Leclerc venu en avion.

Laissons la parole au colonel Ingold qui vécut ces poignantes minutes : « Direction Nord! car, ce qu'ils désirent, c'est voir la mer. La mer qui, là-bas, frappe du même rythme les côtes de Provence. Elle leur apparaît soudain, au débouché du château de Tripoli, toute bleue, d'un bleu violent comme elle est à Cannes, à Nice, à Marseille. Ils s'arrêtent. Ainsi s'arrêtèrent, en novembre 1918, nos régiments quand ils virent le Rhin. La colonne de nos véhicules longe ensuite les boulevards qui bordent la mer et entre dans la ville où, de nouveau, sur son passage, s'élèvent, plus nombreux encore, les cris : les Français! Francesi! Gaullisti! Des Britanniques au passage lancent : Free French! » (1).

Exploits légendaires dès le jour où ils furent accomplis. La série des victoires a commencé. Plus tard, la Méditerranée sera franchi la patrie libérée, l'invasion portée en Allemagne. Mais quelle force d'âme et quelle audace il avait fallu aux premiers combattants des jours sombres.

(1) « Soldats du Tchad. » (*Office Français d'Édition.*)

CHAPITRE V

L'AVIATION ET LA MARINE FRANÇAISES LIBRES

Tandis que nos troupes de terre franchissaient les déserts, nos aviateurs sillonnaient le ciel d'Afrique et nos marins portaient la croix de Lorraine dans tous les ports du globe.

Pour dire comment ces aviateurs ont rejoint la France libre, dans quelles conditions ils ont combattu, comment ils ont réalisé les premières liaisons commerciales, comment de jeunes volontaires furent formés dans les écoles de la R.A.F., il faudrait un livre entier.

Il n'y avait pas une seule escadrille française en Grande-Bretagne au moment de l'armistice. Les effectifs des forces aériennes de la France libre furent donc exclusivement formés d'aviateurs échappés de France, d'Afrique du Nord ou de Syrie, ainsi que des quelques escadrilles qui existaient en Afrique Équatoriale et au Cameroun. Parmi ces volontaires, certains n'étaient pas instruits ; d'autres ignoraient le matériel le plus moderne.

Les pilotes et les élèves-pilotes passèrent à l'entraînement par les écoles de la R.A.F., tandis que les observateurs, les mitrailleurs, les radios navigants et les mécaniciens étaient formés, soit en Grande-Bretagne, soit en Afrique Équatoriale Française, soit dans le Proche-Orient.

La première escadrille française libre fut organisée fin août 1940. Elle comprenait des avions Blenheim de reconnaissance. Elle fut envoyée ainsi qu'une deuxième escadrille de Blenheim en Afrique Équatoriale Française au milieu d'octobre.

A partir de décembre, au moment où commençaient les opérations du Moyen-Orient et d'Afrique Orientale, le groupe « Lorraine », composé des escadrilles « Metz » et « Nancy »,

avec des appareils Blenheim, suivit le flux et le reflux de la campagne. Après avoir participé aux opérations d'Abyssinie, sous les ordres du commandant Astier de Villatte, le premier groupe de bombardement des Forces aériennes françaises libres était regroupé en Syrie, et participait aux diverses campagnes de Libye et de Méditerranée, sous le commandement des lieutenants-colonels Pijaud et Corniglion-Molinier.

Un groupe de chasse était également constitué, qui prit le nom d' «Alsace», avec deux escadrilles «Strasbourg» et «Mulhouse». Durant le long siège de Tobrouk, six chasseurs prirent part à la défense. Ils remportèrent treize victoires officielles et quatre probables, en ne perdant qu'un seul appareil. Le groupe eut ensuite à protéger la retraite alliée vers El Alamein.

Le groupe « Bretagne », stationné au Tchad, entra en action au moment des opérations du Fezzan. Sous les ordres du commandant de Sainte-Péruese, il comprenait aussi deux escadrilles, « Rennes » et « Nantes ». Nous avons déjà montré quel fut le rôle de ce groupe dans la protection comme dans le ravitaillement, jour après jour, des colonnes sahariennes du général Leclerc.

Deux groupes de chasse allaient être constitués et devenir célèbres. Le groupe « Normandie », devenu « Normandie-Niémen », commandé successivement par le commandant Tulasne et par le colonel Pouyade, échappé en avion d'Indochine le 2 septembre 1942, devait, en Russie, conquérir le record des victoires françaises. Le groupe « Île-de-France », formé en Grande-Bretagne, accomplit de nombreuses missions de chasse en France occupée. Ses as, comme les commandants Duperrier et Morlaix, rares survivants de l'équipe de la première heure, assurèrent le prestige des ailes françaises auprès de leurs camarades de la Royal Air Force.

Et que l'on n'oublie pas l'escadrille de reconnaissance côtière de Pointe-Noire qui, durant toute la guerre, surveilla l'Atlantique entre Pointe-Noire et Douala.

L'amiral Muselier, d'abord, puis le général Valin (1), furent les artisans de cette reconstitution de l'aviation française.

(1) Aujourd'hui chef d'état-major général de l'armée de l'Air.

Grâce à eux et à quelques centaines de pilotes, dont bien peu sont encore vivants, la France ne cessa jamais d'être présente au combat aérien. Lors du regroupement de l'armée française en Afrique du Nord, de nombreux groupes devaient se joindre à cette avant-garde.

La réorganisation de nos lignes aériennes fut l'œuvre du colonel Lionel de Marmier, qui devait disparaître en mer, au cours d'un vol banal entre Alger et Marseille, le 1^{er} janvier 1945. Pilote de l'autre guerre, il avait combattu dans les escadrilles républicaines pendant la guerre d'Espagne. Dès l'armistice, il va se battre dans une unité de bombardement du Moyen-Orient. C'est après la libération de la Syrie que le général de Gaulle lui demande de diriger, ou plutôt de créer, les lignes aériennes de la France libre. A première vue, la tâche paraît impossible. Il n'y a pratiquement ni avions, ni pilotes. Les pilotes sollicités refusent de quitter le combat, comme Marmier lui-même d'ailleurs. Le général de Gaulle insiste et Marmier s'incline. En septembre 1941, il établit la première liaison Damas-Brazzaville. Les appareils font partie d'un vieux matériel français trouvé en Syrie : deux Bloch, quelques Farman, quelques Dewoitine. A la fin de 1942, un service Damas-Brazzaville a lieu tous les quinze jours. Damas-Le Caire, une fois par semaine. Le circuit Brazzaville-Pointe-Noire-Libreville-Lagos-Douala-Fort-Lamy est organisé. Bientôt, Marmier lui-même réalisera la première liaison Alger-Tananarive-La Réunion, ligne bientôt régulière.

*

* *

En juin 1940, trente navires de guerre se trouvent dans des ports anglais. A de rares exceptions près, leurs états-majors vont abandonner la lutte. Le problème sera de former des équipages spécialisés et des états-majors aussi bien pour la marine de guerre que pour la marine de commerce.

Pourtant un certain nombre d'unités reprennent immédiatement le combat : ce sont le *Triomphant*, contre-torpilleur de deux mille cinq cents tonnes, capable d'atteindre quarante-trois nœuds, les sous-marins *Rubis*, *Narval* et *Minerve*, le

Surcouf, notre plus belle unité sous-marine, le *Courbet*, vieux cuirassé de vingt-deux mille tonnes qui servira de navire-école, des contre-torpilleurs légers, le *Savorgnan de Brazza*, le *Commandant Duboc* et le *Commandant Dominé*, d'autres sous-marins, l'*Oran*, l'*Ondine* et le *Vaillant*. Enfin des unités plus légères se joindront à ces forces, corvettes, chasseurs et sous-marins, vedettes rapides.

Pendant ce temps, l'amiral Muselier, qui a pris sa décision dès l'armistice, quitte Marseille pour Gibraltar. Avec deux corvettes et trois navires de commerce, il rejoint Londres et se met aux ordres du général de Gaulle. Le 1^{er} juillet 1940, il lance son premier ordre du jour. Il dispose à ce moment d'une dizaine d'officiers et de trois cents matelots. Les cadres indispensables vont être fournis par des officiers de marine marchande, ainsi que par l'École navale de la France libre, formée en Grande-Bretagne. Quant aux équipages, ils rallient de tous les ports du monde. En février 1942, il y a cinq mille marins de guerre. De nouveaux navires ont été armés, certains ont été lancés en Grande-Bretagne. Au total, les Forces navales françaises libres réunissent maintenant cent navires.

En 1943, est lancée *La Combattante* à qui reviendra l'honneur d'amener le général de Gaulle sur le sol français quelques jours après le débarquement. Il y a à ce moment six mille marins et officiers.

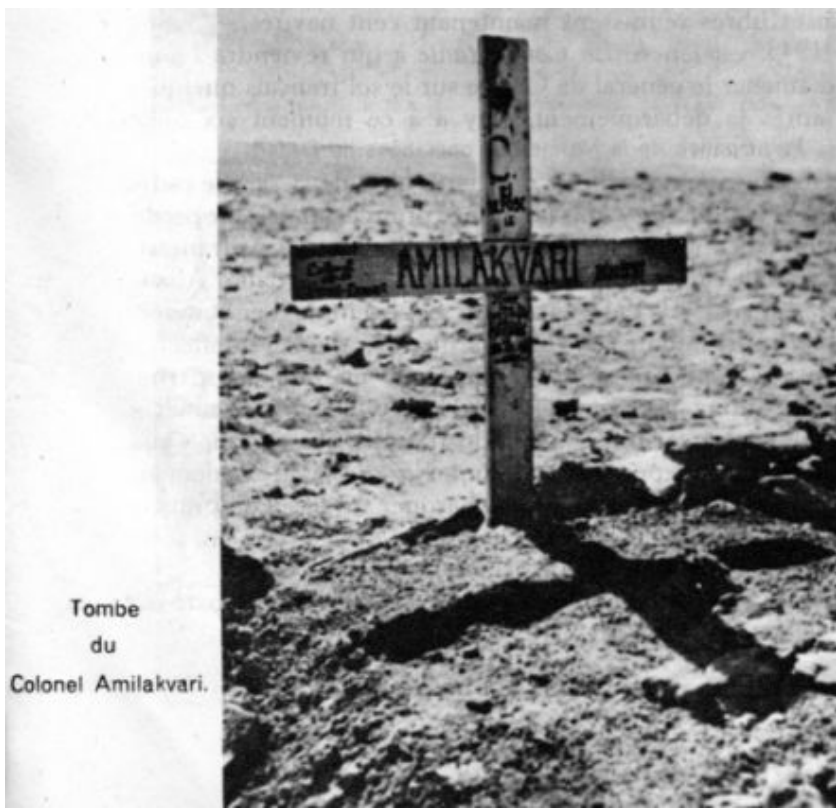
Les exploits de notre flotte de guerre libre dépassent le cadre de ce livre. Notons que, dans les quinze premiers mois, elle perdit huit unités entièrement montées par des équipages français. Les patrouilles de la Division de corvettes *Mimosa* dans l'Atlantique-nord, en 1941-1942, furent un bel exemple d'endurance.

Enfin un bataillon de fusiliers marins, dont les effectifs venaient de Norvège et de Dunkerque en majeure partie, combattit durant les campagnes de Libye, et en particulier à Bir-Hakeim. Le célèbre commando français qui participa aux opérations de Dieppe et de Saint-Nazaire était également composé de marins qui tinrent à débarquer sur le sol de France, coiffés du traditionnel béret. Nous les retrouverons en 1944 dans les rangs de la nouvelle armée française.

Notre marine de commerce allait aussi prendre sa part du



Le premier B.I.M. en Libye.



Tombe
du
Colonel Amilakvari.



Participation de la Marine aux opérations du Désert.

Groupe de l'escadrille « Bretagne ».



combat des années critiques. A la fin de 1940, en application des accords Churchill-de Gaulle, les Britanniques transféraient à la France libre les navires marchands immobilisés dans les ports de l'Angleterre et des Dominions. Il fut entendu que les navires battant pavillon français auraient des équipages français dans la mesure où les effectifs le permettraient, ou qu'ils seraient en tous cas composés d'équipages mixtes. Sauf quelques navires qui furent spécialement affectés au ravitaillement des colonies françaises, la plupart de ces bateaux firent partie du groupe de navires alliés utilisables selon les besoins de la guerre. En particulier, nos grands transatlantiques furent affectés au transport des troupes dans les pays les plus divers.

En septembre 1941, il y avait ainsi cent vingt-cinq navires marchands français représentant cinq cent quatre-vingt-dix mille tonnes dont soixante de plus de mille cinq cents tonnes. Entre juin 1940 et cette date, c'est-à-dire au plus fort de la bataille de l'Atlantique, vingt-quatre d'entre eux avaient été coulés représentant cent mille tonnes. Plus de cent mille tonnes de marchandises étaient apportées mensuellement en Grande-Bretagne par des navires français libres.

Les principales unités étaient : *L'Île-de-France* (33.000 tonnes), le *Pasteur* (30.000 tonnes), le *Félix-Roussel* à qui la Croix de Guerre fut décernée en 1942, lors de la prise de Singapour, avec cette citation : « Lors d'une attaque par vingt-sept avions japonais, deux de ceux-ci ont été abattus. Les incendies allumés par le bombardement ont été rapidement maîtrisés. A sauvé et évacué au prix de grandes difficultés plus de mille femmes et enfants réfugiés sur les quais de Singapour. » Le *Paul-Doumer* devait être coulé en mai 1942. Le *Cuba*, le *Pierre-Loti* étaient encore parmi nos plus beaux navires. Enfin, le *Maréchal-Joffre* réussit à s'échapper de Manille avec soixante officiers et marins français. Son équipage, complété par des marins et des officiers américains, évita ainsi la captivité.

Ici encore nous ne pouvons citer tous les exploits de la marine marchande française libre. Pourtant, il n'est pas de métier qui, pendant la guerre, exigea plus de courage quotidien. Notre marine a rendu efficace l'effort de guerre de la France d'outre-mer, aux pires moments de la guerre.

CHAPITRE VI

PAGES DOULOUREUSES ET VENGERESSES

Aux déchirements que l'ennemi aura infligés à la France doivent s'ajouter, hélas! ceux que ses habiles entreprises de dissension, de haine, de mensonge, de trahison surent provoquer. Dans l'histoire de la libération de la Mère-Patrie par la France d'outre-mer, il est des pages pénibles, des pages douloureuses, que l'esprit préférerait oublier, si le cœur ne craignait d'être infidèle à la mémoire de ceux qui furent victimes des événements qu'elles relatent. Retenus par leur conception de la discipline, égarés par la propagande de Vichy, par le prestige de Pétain, entraînés par une ambition criminelle ou par le fanatisme, des chefs militaires ou civils empêchèrent longtemps le ralliement de territoires dont les populations européennes et indigènes gardèrent leur foi en la patrie. Les plus aventureux voulurent quand même rejoindre la France combattante, et leurs récits d'évasion remplirent plusieurs volumes. D'autres affrontèrent sur place la rigueur des lois et des hommes de Vichy. Beaucoup perdirent, durant de longues années, leur fortune et leur liberté.

Enfin, pour chaque territoire, l'heure de la libération sonne.

DAKAR

A la fin de septembre 1940, le général de Gaulle se présentait devant Dakar, porte de l'Afrique Noire, qu'à défaut d'Alger tout désignait pour être la capitale de l'Empire au combat.

Sa rade peut recevoir les plus puissants cuirassés aussi bien que les plus grands transatlantiques. Deux aérodromes civils

et un terrain d'aviation militaire permettent de desservir toute l'Afrique.

Au lendemain de l'armistice, le 29 juin, des milliers de Français s'étaient rassemblés devant le monument aux morts, pour prêter serment de continuer la guerre. Certes, la nomination du gouverneur général Boisson, après son départ de Brazzaville, avait quelque peu modifié la situation. Mais, c'est l'arrivée de contingents importants de la Marine, fortement influencés par la propagande de Darlan et de Platon, qui explique l'opposition devant laquelle la tentative de la France libre allait échouer. Le général de Gaulle espéra pourtant jusqu'à la dernière minute qu'il pourrait obtenir le ralliement de Dakar sans effusion de sang.

L'expédition était composée de plusieurs navires de guerre britanniques et d'avisos coloniaux français qui avaient rallié en Angleterre les Forces françaises libres, protégeant les transports à bord desquels se trouvaient quelques centaines de soldats français. Il était entendu que la flotte britannique était là uniquement pour assurer une protection supplémentaire contre une attaque inspirée par les Allemands et qui pouvait avoir lieu avec leur participation effective.

L'escadre prit la mer le 31 août 1940 au matin. Le général de Gaulle était à bord d'un des navires français et arriva en vue de Dakar le 23 septembre.

Dès le 20, il avait envoyé une lettre (1) à l'amiral comman-

(1) Voici le texte de cette lettre ;

« Amiral »

« J'ai eu l'honneur de vous voir à Brest le 16 juin, alors que les événements tournaient très mal.

« Il semble, cependant, que l'on commence à remonter la pente.

« Pour moi, je n'ai qu'une volonté, poursuivre la guerre pour l'honneur et la libération de la France.

« Quel rôle vous pourriez vous-même jouer, Amiral, si vous vouliez prendre en main votre marine et la mener au bon combat ! Nul doute que tous vos marins vous suivraient.

« Je me trouve aujourd'hui, tout près de vous, à la tête d'une force importante que je destine à renforcer les défenses de Dakar contre l'ennemi. Je vous demande de m'y aider.

« Je vous le demande avec d'autant plus d'insistance que les Anglais

dant la marine à Dakar, lui demandant de se joindre à lui. Deux avions non armés atterrirent sur un aérodrome de Dakar pour demander à la garnison son ralliement. Les aviateurs français furent aussitôt arrêtés et mis au secret. Peu après, deux embarcations amenaient à terre un groupe de parlementaires commandés par le capitaine de frégate Thierry d'Argenlieu, accompagné du capitaine Bécourt-Foch, petit-fils du maréchal Foch et porteur d'un message destiné au gouverneur général. Mais celui-ci avait déjà donné l'ordre d'arrêter les parlementaires. Ils réussirent à regagner la mer, tandis qu'on ouvrait le feu sur eux, blessant le commandant d'Argenlieu et un officier. Les batteries côtières et les navires de guerre, dont le *Richelieu* firent feu aussitôt sur les navires de la France libre, puis sur les bâtiments britanniques. L'amiral britannique signala : « Si vous ne cessez le feu nous serons obligés de tirer. » Le bombardement continua. C'était l'échec des pourparlers pacifiques.

Pour occuper Dakar, il eût fallu mettre hors d'usage les batteries côtières, engager un véritable combat, débarquer des troupes en plus grand nombre. Le général de Gaulle s'y refusa et, à sa demande, l'escadre se retira.

Pourtant à l'intérieur, les partisans du ralliement ne restaient pas inactifs. Une heure après le départ du dernier navire de l'escadre anglo-française, ils avaient le dessus et le drapeau blanc flottait sur l'une des principales positions. Trop tard!

Le 24 septembre 1940, le général de Gaulle publiait le communiqué suivant :

« Appelé à Dakar par de nombreux Français anxieux de continuer le combat à ses côtés, le général de Gaulle s'est présenté

attribuent à Dakar une extrême importance et ne veulent à aucun prix voir les Allemands s'y installer. Si, par malheur, je ne réussissais pas dans mon entreprise, ils la prendraient à leur compte.

« Vous jugez certainement comme moi-même, Amiral, que l'intervention des forces très puissantes qu'ils ont amenées pour cette éventualité est à éviter absolument.

« En attendant votre réponse, je vous prie de bien vouloir agréer, Amiral, l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

C. de Gaulle. »

avec des soldats et des marins français devant la forteresse.

« Les autorités navales de Dakar ont ordonné d'ouvrir le feu sur les émissaires du général de Gaulle qui étaient venus sans armes dans une vedette battant pavillon français et le pavillon blanc des parlementaires.

« Deux d'entre eux ont été sérieusement blessés. Plus tard, le général de Gaulle ayant essayé de débarquer des troupes pacifiquement, le feu a été ouvert par les autorités de Dakar sur les avisos français Savorgnan-de-Brazza, Commandant-Duboc, et Commandant-Dominé. Plusieurs hommes ont été tués et un grand nombre blessés.

« Le général de Gaulle a alors retiré ses bâtiments et ses troupes ne voulant pas prendre part à un combat entre Français. »

Boisson reprit le contrôle de la situation. Conformément aux ordres du gouvernement de Vichy, il traqua tous les sympathisants de la France libre. Cent quinze d'entre eux furent condamnés à mort, soixante aux travaux forcés, trois cent cinquante-quatre à des peines de prison, et un grand nombre à l'internement administratif. Le commandant de Boislambert et les officiers des Forces Françaises libres qui avaient été arrêtés à Dakar furent plus mal traités, en attendant leur transfert en France, que des prisonniers de droit commun.

Après le débarquement en Afrique du Nord, Boisson se mit aux ordres de l'amiral Darlan le 23 novembre 1942. Il ouvrit les ports de l'Afrique Occidentale Française aux navires alliés, mais s'obstina à dénier toute autorité au général de Gaulle. Il devait rester en place jusqu'au 28 juin 1943. Le Comité français de la Libération nationale décida alors sa mise en congé d'office et son remplacement par M. Cournarie, gouverneur du Cameroun, qui, dès sa prise de commandement, parla le langage nouveau que chacun attendait : « Une seule idée doit nous absorber intégralement : la libération. »

Dès le début de 1943, des unités de l'Afrique Occidentale Française, sous les ordres du colonel Morlières, allaient prendre part, dans les rangs de l'armée du général Giraud, à la libération de la Tunisie. Régiments mixtes et régiments de tirailleurs sénégalais devaient jouer, ensuite, un rôle glorieux

dans la campagne d'Italie et dans la campagne de France. En vérité, l'effort militaire de l'Afrique Occidentale Française, à partir de 1943, n'a connu d'autres limites que celles imposées par les exigences de l'encadrement et la pénurie de matériel.

La production fut consacrée à la guerre. Sous le régime de prêt-bail réciproque, l'Afrique Occidentale Française qui bénéficiait d'importations de première nécessité, pouvait apporter aux pays alliés une contribution précieuse sous forme de produits oléagineux et de caoutchouc, et amasser des stocks destinés à la métropole libérée.

De plus, l'Afrique Occidentale Française devait fournir un effort financier appréciable ; elle participa généreusement aux souscriptions de solidarité nationale et couvrit une large part de l'Emprunt de la Libération.

L'AFFAIRE DE SYRIE

Dès le 18 février 1941, le général de Gaulle informait en ces termes le haut-commissaire de l'Afrique Française libre, à Brazzaville, de l'évolution des événements au Levant : «*L'infiltration allemande dans l'Empire continue.*

« *En Syrie une mission allemande dirigée par Von Henting et Roser est arrivée à Damas le 26 janvier et a visité Alep via Homs. Ostensiblement cette mission est économique, mais son but est l'espionnage, la propagande anti-britannique et le contact avec les nationalistes. Ses membres ont rencontré les leaders nationalistes les plus hostiles à la France, ainsi que tous les Syriens germanophiles. Les Allemands dépensent énormément de francs français qui leur coûtent bon marché pour leur propagande et leur infiltration dans les affaires.* »

Quand le colonel Collet commandant les escadrons de Tcherkesses au Levant, évadé de Syrie, arriva en Transjordanie avec une partie de ses troupes, il apporta ce témoignage (1) :

(1) Proclamation aux officiers et soldats de l'armée du Levant.

« Tous, au lendemain de l'armistice, nous étions décidés à défendre farouchement le Levant. Nos chefs l'ont maintes fois proclamé depuis. Dentz en a pris l'engagement solennel dès son arrivée et nous avait convaincus de sa décision.

« Or, le 12 mai, quoiqu'on ait voulu le dissimuler longtemps, des avions allemands se posaient sur nos aérodromes et se ravitaillaient en essence et en munitions.

« Les jours suivants des trains français conduisirent vers Tel-Kotcheck les armes de nos dépôts dont les Allemands faisaient don au gouvernement de Bagdad en lutte avec l'Angleterre.

« On nous a dit, devant notre émoi, qu'il ne s'agissait que d'atterrissages forcés, comme si ce grossier mensonge pouvait apaiser nos consciences. On accusait par contre l'Angleterre d'actes d'hostilité flagrants et injustifiés... »

Le 26 mai, un télégramme du gouvernement de Vichy mettait le général Dentz, haut-commissaire au Levant, en présence de ses responsabilités :

« Les Allemands, disait ce télégramme, exigent l'utilisation des ports de Beyrouth, Tripoli et Lattaquié. Veuillez nous faire connaître d'urgence votre point de vue. »

A quoi le général Dentz répondait le même jour : « L'utilisation de Beyrouth, Tripoli et Lattaquié par les Allemands me semble impossible sans risque de troubles graves. Je propose comme alternative la baie de Chekka, où un appontement existe pour accoster des chalands de trois mètres cinquante de tirant d'eau, et qui est plus propice au secret. »

Enfin, dans les premiers jours de juin, Vichy télégraphiait au général Dentz l'ordre suivant :

« En cas de survol du Levant par des avions allemands ou italiens, abstenez-vous de toute riposte. Si certains de ces avions atterrissent sur vos aérodromes, recevez-les et demandez des instructions. Les avions anglais doivent, par contre, être attaqués par tous les moyens. »

Revenons sur ces documents. Dès septembre 1940, Rudolf Roser, ancien employé d'une maison d'exportation de Beyrouth, avait réorganisé complètement les services d'espionnage allemands au Levant. Le 11 janvier, le plus grand expert du dépar-

tement oriental de la Wilhelmstrasse, Herr von Henting, était nommé ministre à Beyrouth où il entra en contact étroit avec les nationalistes syriens et libanais les plus hostiles à notre influence.

Enfin, en mai 1941, l'amiral Darlan, invité à Berchtesgaden, avait concédé aux Allemands l'utilisation des bases aériennes de Syrie, et mis à leur disposition l'aérodrome de Nérab, près d'Alep.

Le 9 mai, à six heures du matin, trois avions allemands atterrissaient sur cet aérodrome. D'autres suivirent. En tout, cent six avions allemands, soixante-six avions de chasse, et quarante avions de transport furent envoyés en Syrie. Aussitôt qu'ils eurent connaissance de cette situation, les Britanniques bombardèrent l'aérodrome de Nérab, ou plus exactement la partie sud de cet aérodrome qui, seule, était occupée par les appareils allemands. Une batterie antiaérienne de 75, appartenant à la défense de Beyrouth, fut alors installée dans cette partie du camp : les Français défendaient un camp entièrement allemand.

D'autre part une quantité considérable d'armes et de munitions avait été séquestrée en Syrie, conformément à la convention d'armistice. C'est ce matériel qui fut acheminé vers Tel-Kotcheck, poste frontière d'Irak, par chemin de fer. Le 12 mai, vingt-six wagons quittèrent Alep, transportant trois cents tonnes d'armes et de munitions et une batterie de 75, destinées aux rebelles Irakiens. Un second train, chargé de cent soixante tonnes d'armement, suivait, ainsi que d'autres trains, les 25 et 27 mai.

Le péril grandissait. En Libye, l'*Afrika Korps* était en pleine offensive. L'intervention alliée devenait indispensable. Le général de Gaulle en prit lui-même la responsabilité et l'expliqua en ces termes, le 8 juin, jour du début des hostilités, dans un communiqué publié à Londres :

« La politique Hitler-Darlan avait placé les alliés dans un dilemme infernal : ou bien demeurer inactifs et laisser les forces allemandes s'établir en Syrie avec la complicité de Vichy ; c'était pour les Syriens la renonciation à toute indépendance, pour la France l'abandon de sa position dans ce pays. En revanche,

pour le Reich, la possibilité de transformer la Syrie en une puissante base militaire aérienne et navale menaçant la Turquie, l'Irak, la Palestine et l'Égypte.

« Ou bien agir contre les Allemands déjà arrivés en Syrie et empêcher la venue des nouvelles forces allemandes, au risque d'une collision avec les forces demeurées fidèles à Vichy et servant ainsi d'auxiliaire et de couverture aux forces allemandes

« La seconde solution s'imposait.

« Dans ces conditions, c'est à l'amiral Darlan, à sa politique de livraison graduelle de l'Empire français à l'Allemagne et de collaboration militaire avec l'ennemi, qu'incombe l'entière responsabilité des heurts qui pourraient se produire en Syrie.

« En ce qui concerne les Forces Françaises libres, leur but a toujours été et reste le même : frapper l'ennemi, allemand ou italien, partout où elles le rencontrent, sauver le patrimoine français, aider la Grande-Bretagne partout dans la mesure où elles le peuvent afin de hâter, par la victoire commune, la libération de la France. »

Il fallait gagner les Allemands de vitesse. Le 8 juin 1941, à l'aube, les forces alliées franchissaient la frontière syrienne et libanaise en plusieurs points. Des unités françaises libres étaient à leurs côtés. Quelque pénible que fût la décision, la Syrie et le Liban étant sous mandat français, la France libre ne pouvait pas être absente d'une opération qui posait un grave problème politique en raison des intérêts de la Grande-Bretagne dans le Proche-Orient.

Des soldats français tombèrent dans cette campagne. De quelque côté qu'ils se soient trouvés, ils reposent les uns à côté des autres avec cette seule inscription : « Mort pour la France. » Quelques mois plus tard, à l'exception de ceux qui avaient demandé à être rapatriés, les éléments que ces événements avaient opposés étaient regroupés et se retrouvaient sur les champs de bataille de Libye, unis dans le même combat.

L'indépendance de la Syrie était reconnue par le général Catroux dans une déclaration solennelle du 27 novembre 1941, et celle du Liban, le 28 novembre.

Les difficultés politiques ne devaient pourtant pas être tranchées pour autant. A ces jours d'épreuve, d'autres, hélas! devaient plus tard s'ajouter.

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

24 décembre 1941.

Théâtre fréquent de luttes d'influence d'un autre âge, les îles de Saint-Pierre et Miquelon, situées à l'entrée du Golfe du Saint-Laurent, risquaient, depuis l'armistice de 1940, et en vertu de la politique de « collaboration », de servir de base de ravitaillement aux sous-marins ennemis. Risque grave au moment le plus critique de la bataille de l'Atlantique. Il était en tout cas de notoriété publique que le poste de radio de Saint-Pierre diffusait des renseignements météorologiques utiles à l'ennemi.

Le général de Gaulle estima qu'il valait mieux à la fois prévenir ce risque et sauvegarder la souveraineté française en évitant une occupation préventive de la part des États-Unis et du Canada, principalement intéressés à la sécurité de leurs eaux territoriales. Ce fut l'objet de la mission confiée à l'amiral Muselier, à l'occasion d'une inspection des navires de guerre français libres qui, dans les parages de Terre-Neuve, participaient à la protection de la navigation alliée.

A peine débarqué avec quelques marins, l'amiral Muselier était accueilli avec enthousiasme par la population exclusivement française. Sans la moindre résistance, il remplaçait un administrateur obstinément dévoué à Vichy par l'un de ses officiers, le lieutenant de vaisseau Savary. Par un plébiscite demandant à la population de choisir « entre la cause de la France libre et la collaboration avec les puissances qui affament, humilient et martyrisent notre patrie », 98% des habitants affirmaient clairement leur volonté. Leur ralliement ne devait pas être seulement verbal. Quelques semaines plus tard, une centaine de volontaires arrivaient en Angleterre pour grossir les équipages de la Marine Française libre ou pour commencer l'entraînement des unités de « commando ».

L'EMPIRE AU COMBAT

MADAGASCAR

5 mai — 11 novembre 1942.

En juin-juillet 1940, à Madagascar comme dans toutes les colonies françaises, nous l'avons vu, la population réclamait la continuation de la lutte, mais le mouvement de résistance avorta. M. Léon Cayla, désigné comme gouverneur général par Vichy, avait déjà rempli ces fonctions avant la guerre. Il jouissait dans l'île d'un prestige dont il abusa. Il fit régner un régime de délation. De bons Français furent inquiétés, molestés, arrêtés pour délit d'espérance. En 1942, à Cayla succédait un homme falot, Annet.

En février 1942, Benoist-Méchin déclarait au correspondant du journal japonais *Youturi* à Vichy :

« Le temps n'est pas encore venu de savoir si, en vue de renforcer la défense de Madagascar, le gouvernement français doit faire appel au Japon. Toutefois, si le besoin s'en faisait sentir un jour, étant donné notre excellente collaboration pour la défense de l'Indochine, nous n'hésiterions pas. »

En mai, le colonel Asimoto, l'un des « penseurs » de l'impérialisme nippon, écrivait :

« Comme l'Australie et la Nouvelle-Zélande, Madagascar fait partie de la zone de prospérité japonaise. »

Les représentants locaux de Vichy s'apprêtaient à faire accueil aux Nippons ainsi qu'en témoigne cet ordre télégraphique émanant du général commandant les troupes, quelques mois avant le débarquement britannique à Diégo-Suarez : « Ceci est un ordre. Aucune réaction de votre détachement en cas intervention des forces japonaises terre, mer ou air. Demander seulement ordres. »

Comme en Syrie devant la menace allemande, les alliés étaient obligés d'intervenir devant la menace japonaise à Madagascar.

Le 5 mai 1942, les troupes britanniques débarquaient à Diégo-Suarez, l'une des plus belles rades du monde. Ils occupèrent le port après des engagements assez vifs.

Le gouvernement britannique avait espéré un instant que les autorités locales se rangeraient immédiatement aux côtés

des alliés et, en conséquence, avait limité à Diégo-Suarez et à ses alentours immédiats la zone d'influence anglaise. Sans vouloir intervenir dans les affaires françaises, il avait, à la demande du général de Gaulle, précisé les buts de l'opération entreprise dans le communiqué suivant publié à Londres le 11 mai 1942, d'accord avec le Comité national français :

« Comme il a été précédemment annoncé, le gouvernement de Sa Majesté a entrepris des opérations à Madagascar pour éviter que ce territoire ne soit utilisé par l'Axe, le conserver à la France et sauvegarder la souveraineté française. »

« Le gouvernement de Sa Majesté désire que le Comité national de la France combattante joue le rôle auquel il a droit dans l'administration du territoire français libéré en tant qu'allié des Nations unies et représentant la France libre. »

A ceux qui, sous l'influence de l'anglophobie de Vichy, étaient tentés de ne voir dans l'opération de Diégo-Suarez qu'une tentative de main mise britannique sur Madagascar, le devoir de n'y compromettre en rien la souveraineté française aurait dû apparaître clairement. Cependant, il n'en fut rien. Par Vichy et par l'entêtement stupide de M. Annet, Madagascar qui n'avait jamais connu la guerre, allait avoir « sa guerre ». Les Britanniques, en effet, durent se rendre compte qu'une surveillance limitée à Diégo-Suarez était insuffisante pour assurer la sécurité de la navigation dans le canal de Mozambique et au sud de l'île, sur la route du Cap aux Indes, si on donnait libre cours aux activités de la cinquième colonne à l'intérieur.

Les opérations reprirent donc quelques mois plus tard sous forme de trois débarquements simultanés à Tamatave, à Majunga et à Tuléar. A part quelques destructions ordonnées par le gouverneur général Annet, qui furent plus nuisibles au pays qu'à l'avance britannique, comme celle du pont de la Betsiboka qui reliait le centre du pays aux régions ouest et nord, l'opération se réduisit à une longue marche à travers le pays. Tananarive fut occupé sans coup férir le 23 septembre, et le 3 novembre, les dernières escarmouches prenaient fin, dans la partie sud de l'île.

Laissant en place la plupart des fonctionnaires français, les

Britanniques assurèrent l'ordre tant que durèrent les combats. Le 14 décembre, un accord signé à Londres entre le gouvernement britannique et le Comité national français rétablissait à Madagascar l'exercice de la souveraineté française. Le général de Gaulle tenait le même jour à dissiper tout malentendu à ce sujet en faisant la déclaration suivante :

« L'accord que je viens de signer rétablit à Madagascar l'exercice de la souveraineté française et y efface les conséquences des douloureux événements récents. Je désire souligner la loyauté entière dont vient de faire preuve une fois de plus notre bonne et vieille alliée l'Angleterre. Il y a là une preuve nouvelle d'alliance que la France ne méconnaîtra pas. »

Le général Legentilhomme, nommé haut-commissaire pour les possessions françaises de l'Océan indien, arrivait à Madagascar quelques jours plus tard pour y faire entendre la voix de la France combattante, accompagné de M. de Saint-Mart, qui devait lui succéder comme gouverneur général, le 3 juin 1943.

Le régime provisoire de l'administration militaire institué par les autorités britanniques avait pris fin dès l'arrivée du général Legentilhomme. Les troupes françaises avaient été rapidement regroupées et réorganisées afin de concourir aussi largement que possible à la défense du territoire et, le cas échéant, aux opérations contre l'ennemi commun sur des théâtres extérieurs de guerre. Au fur et à mesure de cette réorganisation, les unités britanniques tenant encore garnison dans l'île étaient évacuées et laissaient la place aux unités françaises reconstituées.

La reprise de l'activité économique était une nécessité urgente après les longs mois d'isolement de la période de Vichy et le relâchement de l'autorité au sein de la population, qui avait marqué la phase des hostilités. En outre, par la faute de quelques-uns, le prestige et l'œuvre de la France s'étaient trouvés diminués aux yeux des Malgaches. Des consignes de politique indigène peu conformes à nos traditions coloniales risquaient de creuser un fossé entre les populations particulièrement loyales et nous. En bref, dans tous les domaines, il s'agissait de remonter la pente.

A la fin de l'année 1943, M. René Pleven, commissaire aux Colonies du Comité français de la Libération nationale, se rendait en inspection dans la Grande Île et y arrêtait les mesures qui, dans l'ordre politique, social et économique, devaient lui permettre de jouer un rôle digne de ses populations et de ses richesses naturelles. Les destructions effectuées avec une criminelle bêtise par les autorités de Vichy au cours de la campagne de 1942 avaient été réparées en un temps record, tandis que commençaient à s'accumuler les stocks de matières premières destinés aux usines de guerre alliées et à la métropole libérée. Enfin, Madagascar contribuait généreusement aux emprunts de guerre.

RALLIEMENT DE LA RÉUNION

30 novembre 1942.

L'île de la Réunion, vieille province française, n'attendait qu'une occasion de rallier la France combattante. Dans la nuit du 27 au 28 novembre 1942, le contre-torpilleur français libre *Léopard*, commandé par le capitaine de frégate Richard-Evenou, mouillait devant Saint-Denis, ayant à son bord un petit contingent de troupes françaises.

Après un communiqué de Vichy annonçant que le gouverneur Aubert, gouverneur de l'île, se réfugiait dans la montagne pour organiser la résistance, la garnison et la masse de la population se rallièrent avec enthousiasme aux F. F. L. Un seul coup de canon avait été tiré par la batterie de la Pointe des Galets. Une seule mort, celle de l'ingénieur Decugis, directeur des Travaux publics de l'île, qui s'était porté au devant des troupes de débarquement pour les guider et les accueillir. Le général de Gaulle devait lui décerner la Croix de la Libération à titre posthume.

Le 30 novembre, au matin, le gouverneur Aubert se soumettait. M. Capagorry était chargé d'assurer le gouvernement du territoire qui n'avait subi aucune destruction.

La reprise du trafic maritime allait permettre un retour à des conditions économiques un peu plus normales, en rendant

possible l'exportation d'une partie des stocks de sucre de l'île. Et, comme Madagascar, la Réunion recruta un important contingent de volontaires, en particulier de volontaires féminines, dont plusieurs devaient se signaler par des actes de bravoure au cours des opérations en France deux ans plus tard(1).

LA COTE FRANÇAISE DES SOMALIS

28 décembre 1942.

Le jour même où le gouvernement Pétain demandait l'armistice, le général Legentilhomme, commandant des troupes alliées, françaises et britanniques en Afrique orientale, conscient des responsabilités qui lui incombait en tant que chargé de la défense contre l'Italie de territoires français et anglais, décidait de poursuivre la lutte. Il avisait de sa décision le général de Gaulle, le commandant en chef des troupes britanniques du Moyen-Orient et l'annonçait à ses troupes dans un ordre général. Les Italiens bombardaient Djibouti le 22 juin et le gouvernement de Bordeaux dépêchait sur place un général plus élevé en grade. Bien que le général Legentilhomme lui eût interdit l'accès de son territoire, il passa grâce à la faiblesse de quelques subordonnés. L'administration locale se montra hostile au général Legentilhomme qui, le 20 juillet, avertissait le général Wavell qu'il n'était plus en mesure d'assurer la défense du Somaliland et s'évadait pour rejoindre le général de Gaulle, non sans avoir réussi à empêcher la livraison à l'Italie de notre matériel.

Depuis 1940, l'importante garnison de Djibouti vivait,

(1) Le zèle avec lequel les consignes de Vichy furent appliquées dans l'Empire a quelque chose de particulièrement odieux, s'agissant de territoires aussi éloignés de l'ennemi que Madagascar ou la Réunion. Le cas de M. de Villèle, délégué de la Réunion à l'Assemblée consultative, est typique. Ce chef de l'aristocratie créole, petit-neveu du ministre de Charles X, fut poursuivi par le gouverneur de l'île pour avoir donné l'hospitalité à un marin britannique naufragé. Arrêté et transféré à Madagascar, les menottes aux mains, pour y être jugé par le Conseil de guerre, M. de Villèle fut jeté à fond de cale et faillit mourir pendant la traversée, victime des mauvais traitements dont il fut l'objet.

comme le reste de la population de la Somalie française, dans un état d'isolement total que rompait rarement l'arrivée d'un avion ou d'un sous-marin ravitailleur.

Par la faute de Vichy, les troupes qui, selon les plans de coopération alliée établis en 1939, auraient dû jouer un grand rôle dans la campagne d'Afrique orientale contre l'Italie, en furent exclues. Par crainte de l'Italie ou aberration due à l'asphyxie morale, il se trouva des magistrats qui n'hésitèrent pas à prononcer des condamnations allant jusqu'à la peine de mort contre ceux qui tentaient de rejoindre les Forces Françaises libres ou montraient trop ouvertement leurs sentiments. La vie économique était nulle et le blocus total.

L'annonce du débarquement allié en Afrique du Nord devait secouer cette léthargie. Un détachement de mille six cents hommes comprenant un bataillon de tirailleurs sénégalais et toute l'artillerie côtière, sous les ordres des commandants Raynal et Manneton, franchissait la frontière près de Zeila en direction de la Somalie britannique. De nombreux groupes d'isolés imitaient cet exemple et passaient aussi la frontière dans la nuit du 27 au 28 novembre 1942, pour rejoindre les forces du général de Gaulle.

Des pourparlers furent alors engagés entre les représentants de la France combattante en Abyssinie et le général Dupont, commandant les troupes de la Somalie française. Ils échouèrent.

Le 26 décembre, un détachement des Forces Françaises libres, sous les ordres du lieutenant-colonel Appert, franchissait la frontière près d'Alisabieh, dont la garnison se ralliait aussitôt. La voie du chemin de fer interrompue en cet endroit était immédiatement réparée ; puis des contacts furent établis avec la garnison proprement dite de Djibouti. Le 28 décembre, à la suite d'une conférence avec les derniers hésitants, le ralliement total était décidé et, le 30, arrivait le gouverneur Bayardelle, nommé par le général de Gaulle.

Les troupes de Djibouti reprirent immédiatement le combat contre l'ennemi commun. Elles devaient en particulier se signaler pendant la campagne d'Italie et pendant la campagne de libération de la France.

Le port fut aussitôt remis en état et la colonie enfin ravitaillée.



Visite de la Base navale par la Gouverneur Saint-Mart.

Diégo-Suarez : Vue générale.





Première entrevue du Général de Gaulle et du Général Giraud, le 31 mai 1943.

LA GUYANE

17 mars 1943.

Enclave française dans le continent américain, la Guyane française ne pouvait que se sentir isolée au milieu de pays neutres. Cependant, dès la fin de 1940, le commandant Chandon s'était échappé avec trois cents hommes pour rallier les Forces Françaises libres. Ils participèrent aux campagnes du Sud-Libyen. Mais le sort de la colonie se trouvait lié à celui des Antilles et à celui du haut-commissariat de l'amiral Robert créé par Vichy. Aussi le débarquement allié en Afrique du Nord avait-il engendré de grands espoirs, mais en vain. Sans attendre davantage une décision qui tardait par trop, le 17 mars 1943, la population se ralliait à la France combattante. Elle chassait le gouverneur Weber qui tentait de se sauver *in extremis* en se ralliant au général Giraud. Le Comité national français, qui siégeait encore à Londres, nommait pour lui succéder M. Maurice Bertaut (1), alors au Cameroun et qui ne put immédiatement rejoindre son nouveau poste, faute de moyen de transport. Pendant ce temps, les autorités d'Alger nommaient un autre gouverneur qui arrivait par avion américain le 26 mars. Au maire de Cayenne M. Sophie, qui, tout en rappelant la volonté de la Guyane de se rallier à la France combattante, demandait la ratification de l'état de fait, le général de Gaulle répondait par cette mise au point : « Les postes de commandement doivent être confiés à des hommes dont l'esprit de résistance s'est affirmé sans ambages par une répudiation rapide du crime qu'était l'armistice. »

La situation devait être définitivement réglée lors de la création du Comité français de la Libération nationale, le 3 juin 1943.

(1) Actuellement gouverneur de la Guadeloupe.

LE RALLIEMENT DES ANTILLES

14 *juillet* 1943.

Inaugurée par le Tchad le 26 août 1940, la rentrée de l'Empire dans la guerre s'achève — l'Indochine mise à part — le 14 juillet 1943 par le ralliement de la Martinique et de la Guadeloupe au Comité d'Alger.

Comme l'a écrit M. Jean Massip, qui, sous le nom de lieutenant-colonel Perrel, fut l'organisateur sage et tenace de la résistance antillaise, si leurs populations avaient été libres d'agir selon leur vœu, nos Antilles eussent été les premières à répondre à l'appel du général de Gaulle.

C'est en effet contre la volonté affirmée des populations que l'amiral Robert, disposant de forces suffisantes pour briser tout mouvement organisé de résistance et d'ailleurs encouragé par la patience que les autorités américaines montrèrent à son égard, parvint à maintenir les deux îles sous l'autorité du gouvernement de Vichy.

Laissons encore la parole à M. Massip : « Ni les séductions, ni les menaces n'empêchèrent plus de quatre mille Antillais de quitter leurs îles pour se rendre dans les îles anglaises de Sainte-Lucie et de la Dominique où la France libre, avec l'appui des autorités britanniques, avait créé, à leur intention, des centres d'accueil. Ils eurent d'autant plus de mérite à s'évader que l'aventure n'allait pas sans difficultés et comportait des risques sérieux. »

Les premiers de ces volontaires participèrent aux diverses campagnes d'Afrique et les contingents suivants, qui furent formés aux États-Unis, se battirent en Italie et, plus tard, en France.

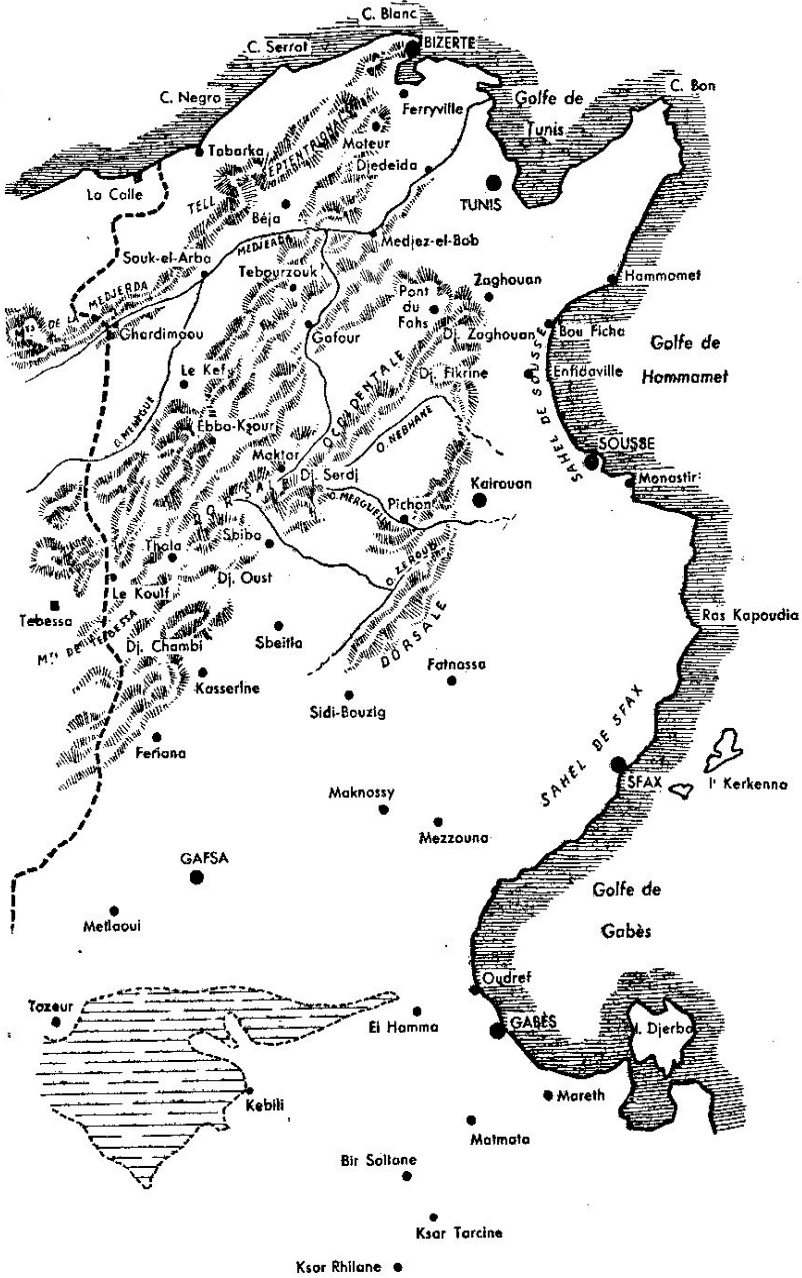
Le 28 novembre 1942, une pétition couverte de plusieurs centaines de signatures était adressée à l'amiral Robert, l'adjuvant de permettre à la Martinique de reprendre sa place au combat. Le refus qui suivit ne fit qu'accélérer l'évasion des volontaires. Un chef de bataillon d'infanterie coloniale allait rejoindre à Sainte-Lucie le délégué de la France combattante.

A partir de ce moment, l'agitation ne cesse de croître dans

la population, et même sur les navires de l'amiral. Quatre officiers du croiseur *Jeanne-d'Arc* arrivent un matin à la Dominique. Une tentative de patriotes préparée à la Guadeloupe échoue dans la nuit du 3 au 4 juin. La Martinique va prendre la revanche de cet insuccès. Le 24 juin, une manifestation se déroule à Fort-de-France. L'amiral Robert décide de faire interner cinq membres du Comité qui l'a organisée, mais sous la pression de l'opinion publique, il est obligé, le 26, de relâcher les prisonniers. Le 27, sous le commandement du commandant Tourtet, la 3^e compagnie du bataillon d'infanterie coloniale se mutine au camp de Balata, près de Fort-de-France. Tandis que l'amiral semble prêt à se servir de la force, divers détachements passent à leur tour au mouvement militaire d'opposition. Le 2 juillet, le commandant Tourtet lance le message suivant : « *Troupes camp Balata auxquelles se sont joints nombreux éléments de l'armée se déclarent en dissidence et demandent ralliement au gouvernement de la France combattante. Défendront leur décision par les armes et jusqu'au bout.* »

L'amiral Robert se réfugie à bord du croiseur *Emile-Bertin*. Au cours de l'après-midi du 3 juillet, il prendra la décision de se retirer, tandis que le Comité de la Libération nationale, informé télégraphiquement, constitue la mission chargée de se rendre aux Antilles pour y procéder à l'installation des nouvelles autorités. Cette mission, que présidait M. Hoppenot, ambassadeur de France, arriva à Fort-de-France le 14 juillet pour y être saluée par une foule enthousiaste.

M. Massip pouvait écrire à juste titre en conclusion de son rapport de mission : « Les deux îles qui avaient, en juin 1940, revendiqué l'honneur de poursuivre la lutte et qui, durant trois années, avaient protesté de bien des manières contre une neutralité impie, venaient ainsi de reconquérir le droit de rentrer dans le devoir, c'est-à-dire dans la guerre. Et ces deux vieilles terres françaises, qui sont en fait deux départements français, ont la légitime fierté de s'être libérées elles-mêmes sans aucune intervention extérieure. »



CHAPITRE VII

LA RÉUNION IMPÉRIALE EN AFRIQUE DU NORD

LE DÉBARQUEMENT ALLIÉ ET LA FUSION

C'est vers l'Afrique du Nord, en juin 1940, que se tournaient tous ceux qui voulaient continuer la lutte. Nous avons vu ailleurs (1) comment le premier mouvement des chefs appuyés par les populations, tourna court dès la signature de l'armistice. Pendant deux ans, l'armée d'Afrique du Nord devra attendre les circonstances qui la ramèneront dans la guerre. Trompant la vigilance des commissions d'armistice, imperméables à l'action des hommes de Vichy, nombreux cependant furent ceux qui, du haut en bas de la hiérarchie, surent préparer l'avenir, formant des cadres, cachant le matériel, etc...

Dès la fin de l'année 1940, la résistance s'organisait avec des appuis précieux dans tous les milieux administratifs et militaires, européens et musulmans. Parmi les têtes de la résistance, on comptait M. René Capitant, alors professeur à la Faculté de droit d'Alger et M. Brunel, ancien maire d'Alger. Les informations manquaient, la surveillance policière était étroite et impitoyable. De temps à autre, cependant, des évadés apportaient des nouvelles du monde libre, des aviateurs surtout, qui réussissaient à s'envoler pour Gibraltar tout proche, l'un d'eux même à bord de l'avion de la commission d'armistice italienne...

L'esprit de résistance était bien vivant, mais pour s'employer efficacement, il devait éviter toute fausse manœuvre et toute

(1) Chapitre premier.

initiative prématurée. Le contact était établi avec Londres ; toutefois, les États-Unis seuls, qui avaient conservé leurs représentants en France, étaient en mesure d'apporter un appui décisif. L'un d'eux, M. Murphy, conseiller à l'Ambassade de Vichy et résident en Afrique du Nord, devait jouer un rôle essentiel.

On cherchait un chef qui, le moment venu, pût prendre la direction du mouvement de rébellion, et il fut un moment question du général Weygand. Il fut pressenti, mais très surveillé par les Allemands, qui le considéraient comme suspect, il ne put ou ne voulut se décider avant le 20 novembre 1941, date à laquelle il fut rappelé à Vichy et invité à prendre sa retraite. Le général Juin devenait commandant en chef de l'Afrique du Nord.

Quelques mois plus tard, le général Giraud s'évade d'Allemagne. Le gouvernement de Vichy fait pression sur lui pour qu'il regagne sa prison. Mais il reste en zone non-occupée et, le 10 mai 1942, à Lyon, entre en contact avec M. Lemaigre-Dubreuil, délégué par les conjurés d'Alger, accepte de prendre le commandement des armées françaises au moment du débarquement allié.

A Alger, le Comité de la Résistance signait un accord avec M. Murphy. Le colonel Edde, attaché militaire américain à Tanger, servait d'intermédiaire entre le général Eisenhower et les résistants français. Le 10 août, Murphy partait pour l'Amérique rendre compte de l'état des pourparlers. Le 22 août, le général Mast, nouveau commandant de la division d'Alger (1) réglait le détail des opérations.

Le 11 octobre, M. Murphy rentre des États-Unis avec l'assurance que le débarquement est proche. Le 21 octobre, le jour même où le convoi de la libération quitte les ports d'outre-Atlantique, des délégués américains et anglais arrivent dans le plus grand secret en Algérie. Un membre du groupe de résistance de Cherchell a offert sa propriété qui présente toutes garanties pour la sécurité de l'entrevue. Les officiers chargés de la surveillance côtière acceptent de protéger l'opération.

(1) Aujourd'hui résident général de France en Tunisie.

Dans la nuit du 20 au 21, transportés en sous-marins, accostent cinq officiers américains dont le général Clark, trois officiers anglais auxquels se joignent M. Murphy et plusieurs personnalités françaises, dont le général Mast. Les accords conclus ratifient la nomination du général Giraud comme chef d'une armée française de trois cent mille hommes qui sera aussitôt mobilisée. Les Américains fourniront le matériel nécessaire ainsi que les appareils destinés à notre aviation nord-africaine.

Cependant, la police avait été avertie d'allées et venues suspectes. Les délégués alliés durent se cacher. L'initiative d'un officier français, qui réussit à paralyser l'action des gendarmes et à berner le commissaire de police de Cherchell, permit aux délégués de se rembarquer à bord du sous-marin qui les avait amenés.

La résistance est assurée de l'appui du général Béthouard, le vainqueur de Narvick, qui a été prévenu à Rabat. Par contre, on ne sait ce que pensent le général Noguès ni les amiraux Esteva et Derrien qui commandent à Tunis et à Bizerte.

Averti du débarquement pour le 8 novembre, M. Lemaigre-Dubreuil retourne à Marseille le 3 novembre et invite le général Giraud à rejoindre Alger. Dans la nuit du 5 au 6, le général s'embarque sur un sous-marin au large de Villefranche, et arrive à Gibraltar.

Un coup de théâtre vient d'ailleurs de se produire à Alger : l'arrivée de l'amiral Darlan.

Entre la nuit du 7 et l'après-midi du 9, la situation reste extrêmement confuse. Les troupes américaines ont débarqué au Maroc et en Algérie où elles se heurtent à des résistances fragmentaires. A Rabat, le général Béthouard qui avait d'abord fait cerner la résidence générale pour s'assurer de la personne du général Noguès, décidément hostile, est ensuite emprisonné sur l'ordre de ce dernier. A Casablanca, l'amiral Michelier a donné, l'ordre de résister aux Américains. A Alger, enfin, Darlan est arrêté. Aussitôt la ville occupée, le 8, à dix-huit heures, il donnera l'ordre de cesser le feu.

Le 9 novembre, à quatorze heures trente, le général Giraud atterrit sur l'aérodrome de Joinville-Blida. Cependant que

Darlan, déclarant agir au nom de Pétain, et prompt à tirer parti des circonstances, a déjà pris la tête du mouvement.

De Londres, le général de Gaulle a lancé un appel : « *Chefs français, soldats, marins, aviateurs, fonctionnaires, levez-vous! Aidez nos alliés. Joignez-vous à eux sans réserve. La France qui combat vous en adjure.*

« *Ne vous souciez pas de noms ni de formules. Une seule chose compte : le salut de la patrie. Tous ceux qui ont le courage de se remettre debout malgré l'ennemi et la trahison sont d'avance approuvés, accueillis, acclamés par tous les Français combattants.* »

Darlan est assassiné le 24 décembre. Le général Giraud reçoit le commandement militaire et politique de toute l'Afrique du Nord. Les résistants de la première heure, déjà en contact avec le général de Gaulle, entrent en pourparlers avec le nouveau commandement. Ainsi malgré la confusion et les divisions politiques, l'armée d'Afrique du Nord reprenait sa place au combat.

LA CAMPAGNE DE TUNISIE

Les dernières opérations militaires d'Afrique devaient nécessairement se dérouler en Tunisie, position-clé qui commande toute la Méditerranée.

L'armée d'armistice en Afrique du Nord avait été réduite à cent mille hommes ; mais, en fait, malgré la commission de contrôle, il avait été possible de doter les unités des moyens de transport indispensables et d'assurer la formation des spécialistes par appel individuel. Quelques batteries anti-chars avaient été mises sur pied secrètement avec des pièces de 47 échappées au contrôle et des pièces de 37 fabriquées dans les arsenaux de la marine. Mais il n'y avait pas d'artillerie lourde, pas de chars et presque pas d'aviation. La D. C. A. était réduite à quelques sections de mitrailleuses de 13,2 et à quelques 75.

En définitive, cette armée était encore plus pauvrement outillée que celle de 40, mais son moral était excellent. Les



Surveillance dans le secteur du Chott-el-Djérid.

Tombeau
du Général Welvert.



A Bizerte : Entrée des Tabors.



Troupes françaises en Afrique du Nord.

Le Général Leclerc.





Brazzaville : Camp Colonna D'Ornano.

Maroc: Le 1^{er} Régiment Étranger vient d'être doté de matériel moderne américain.



troupes, parmi lesquelles se trouvaient de nombreux engagés venus de la métropole, étaient décidées à se battre.

A partir du 10 novembre, trois divisions de marche et une brigade légère mécanique furent mises sur pied en Algérie. Elles comprenaient chacune deux régiments d'infanterie, deux groupes d'artillerie, un peu de cavalerie, une compagnie du génie et des groupes de transmission. Elles furent bientôt renforcées par une division marocaine.

En Tunisie, malgré les ordres de l'amiral Platon, le général Barré avait rassemblé ses troupes en avant de la capitale. Il en confia le commandement au colonel Le Coulteux de Caumont, qui avait ainsi sous ses ordres les escadrons d'auto-mitrailleuses et de motocyclettes du 4^e chasseurs d'Afrique, un petit bataillon du 4^e colonial, une batterie du 62^e d'artillerie, un escadron motocycliste de la 8^e légion de la garde républicaine mobile et un escadron de chars D. I. en réserve. Les troupes sont tout de suite aux prises avec l'armée italo-allemande commandée par Von Arnim qui occupe, dès le débarquement, les ports et la plaine du nord de la Tunisie.

Dès le 9 novembre, ce sont donc nos faibles effectifs de Tunisie, sans moyens matériels sérieux, qui supportent le choc des troupes allemandes. Leur mission est de reculer pas à pas en couvrant la première concentration alliée qui a lieu le 12 novembre dans le port de Bône. Il s'agit de tenir le plus longtemps possible la position-clé de Medjez-el-Bab, sur la Medjerda. Cette ville est en effet située au carrefour des routes de Bizerte au Kef et de Tunis en Algérie.

Jusqu'au 18 novembre, les Allemands réagissent peu. Cela donne à quelques détachements anglais et américains le temps d'établir un contact au moins symbolique avec nos troupes à Souk-el-Arba et, beaucoup plus au sud, à Tébessa. Mais, le 18 novembre, l'ennemi envoie un ultimatum au colonel de Caumont. Cet ultimatum est rejeté. Le bombardement aérien commence. Il est aussitôt suivi d'un pilonnage par l'artillerie, puis d'une attaque de parachutistes contenue par nos troupes au prix de lourdes pertes. Le 20 novembre, une attaque plus violente oblige nos unités à se replier sur Oued-Zarga. Elles ont tenu jusqu'à la date qui leur avait été fixée, permettant ainsi

aux premiers bataillons des divisions de marche du 19^e corps d'armée, dont le général Kœltz a pris le commandement, de rejoindre leur terrain d'opérations.

Dans le sud tunisien, un détachement de découverte renforcé d'éléments américains s'installe le 23 novembre à Kassenne, après en avoir chassé les Italiens.

Le 25, le général Juin prend le commandement du détachement d'armée française, c'est-à-dire des troupes de Tunisie et du 19^e corps. Les alliés disposent à ce moment de la 78^e division britannique comprenant un bataillon de chars moyens américains, des éléments de la 7^e division blindée et du « Combat Command B » américain avec trois bataillons de chars légers ou moyens. L'ennemi leur oppose environ quinze mille hommes avec un seul bataillon de chars, mais une puissante armée aérienne basée en Sicile.

Les Britanniques jugent le moment favorable à une action brusquée sur Tunis. Pendant cinq jours, du 25 au 30 novembre, ils refoulent les troupes italo-allemandes et arrivent à vingt kilomètres de Tunis, à Djedeida, où ils détruisent trente-trois stukas au sol. Mais ils ont compté sans la maîtrise de l'air que possèdent les Allemands. La contre-attaque se déclenche le 1^{er} décembre et, après une bataille confuse, le 10 décembre, les troupes se replient avec des pertes sévères. Medjez-el-Bab reste entre nos mains, mais l'occasion de devancer l'ennemi dans ses préparatifs est perdue.

C'est alors que prend corps l'idée stratégique du général Juin : tout en couvrant les opérations sur Tunis, occuper la grande dorsale tunisienne et ses prolongements au sud, pour déboucher ultérieurement vers Sousse, Gafsa et Gabès.

Le général Kœltz, commandant le 19^e corps, va se charger des opérations principales qui se dérouleront autour de Pichon, point central de la Tunisie et débouché vers la plaine de Kairouan. Le 17 décembre, la brigade mécanique de la division d'Alger arrive à Pichon après quelques engagements qui démontrent une fois de plus la pauvreté de notre matériel, mais aussi le courage, la ténacité, la volonté de vaincre des troupes françaises.

A partir du 19 décembre, l'ennemi réagit violemment dans

la région de Pichon, dont l'agglomération subit de nombreuses attaques de blindés. Les conditions atmosphériques sont très mauvaises. Nous manquons de D. C. A. Nos tirailleurs et nos spahis résistent fermement. A la mi-janvier, l'ennemi a cependant occupé les défilés essentiels de la dorsale orientale, à l'exception de celui de Fondouck-el-Okbi, où un bataillon du 2^e tirailleurs algériens perd six officiers et plus de trois cents hommes au cours d'une violente attaque de chars et d'avions. Pourtant l'avance ennemie avait été enrayée, grâce à l'intervention massive de l'aviation américaine.

Au nord, dans le secteur de Pont-du-Fahs, la division du Maroc, fraîchement débarquée, était décimée le 27 décembre par une puissante contre-attaque de chars allemands. La route n'était plus tenue que par des effectifs faibles, éprouvés par le combat et par le mauvais temps.

Ainsi, vers la mi-janvier, époque où le débarquement allié est pratiquement terminé, malgré la puissance ennemie, les troupes françaises occupent les positions les plus importantes de la dorsale orientale et sont installées en plein centre de la Tunisie. Rommel est encore à Tripoli. Les Allemands ne peuvent courir le risque de voir les troupes alliées, chaque jour renforcées, couper en deux la Tunisie. Le deuxième acte du drame va commencer par de vigoureuses réactions de l'ennemi.

Le 19 janvier, au sud-est de Pont-du-Fahs, point faible de notre organisation, le général Von Arnim lance une attaque appuyée par deux bataillons de chars lourds qui lui ouvre la plaine d'Oussetlia en plein flanc gauche du 19^e corps. Le 21, la bataille bat son plein et les troupes françaises et alliées reculent. L'évacuation de Pichon est envisagée. Les combats continuent le 22 et le 23, laissant aux mains de l'ennemi la partie nord de la dorsale orientale. L'infanterie perd la moitié de ses effectifs. Un bataillon de Légion ne compte plus que neuf officiers, vingt-sept sous-officiers et cent soixante hommes. La défense de la trouée d'Oussetlia s'organise face au nord-est, tandis que les trouées de Pichon et de Fondouck sont tenues face à l'est. Un groupement blindé américain est déjà arrivé le 20. Trois bataillons d'infanterie américaine viennent renforcer nos posi-

tions le 24. L'offensive allemande est définitivement arrêtée sur cette partie du front, mais il faut encore contenir une nouvelle attaque dans le sud de la dorsale, au cours de laquelle l'ennemi s'empare de Sidi-Bou-Zid. Enfin, le 3 février, la 34^e division américaine entre en ligne dans la région de Pichon, et le général Anderson prend le commandement de l'ensemble du front tunisien. Les Allemands n'ont pu reprendre Pichon qui reste le pivot de notre manœuvre.

Une courte accalmie suit cette période décisive puis, le 14 février, nouvelle attaque. C'est Rommel, cette fois, qui entre en contact au sud avec le 2^e corps américain et la division de Constantine. Il n'a pu tenir à Tripoli, et cherche maintenant le passage à travers la Tunisie.

Tandis que la 8^e armée du général Montgomery est retenue sur la ligne Mareth, cent vingt chars ennemis partis de Sidi-Bou-Zid se dirigent sur Sbeitla. Pour ne pas être coupé, le 2^e corps américain évacue les villes du sud ; Tozeur, Metlaoui et Gafsa et se replie dans les montagnes. Nos troupes de la division de Constantine, non motorisées, rencontrent alors les pires difficultés. Le 17 et le 18, Rommel occupe Sbeitla et Feriana, et pousse aussitôt sur Thala et Tebessa. Toute l'aviation alliée disponible contre-attaque. Rommel subit de telles pertes qu'il est contraint de se replier.

Quelques jours plus tard Von Arnim, reprenant l'attaque au nord, cherchera sans succès à isoler Medjez-el-Bab. Toutes ces attaques aboutissent à un échec. Les troupes alliées sont à pied d'œuvre et elles tiennent solidement les deux dorsales d'où partiront, après le regroupement, les opérations de destruction de l'armée italo-allemande.

Durant cette phase du combat, les troupes de l'Afrique du Nord ont joué un rôle essentiel. Elles ont tenu dans les pires conditions. Sans D.C.A., sans aviation, sans blindés, elles se sont accrochées à la montagne, et ont ainsi donné aux armées alliées les délais indispensables à leur réorganisation après le débarquement.

Le 28 février, le général Anderson regroupe les unités que les précédents combats ont mélangées; Du nord au sud s'établissent ainsi :

- le 5^e corps d'armée britannique (78^e et 46^e divisions, 25^e brigade de chars, 1^{re} division des Gardes) ;
- le 19^e corps d'armée français (D. M. du Maroc, D. M. de Constantine, D. M. d'Alger et brigade légère mécanique) ;
- le 2^e corps d'armée américain (1^{re} D.B., 9^e et 34^e division d'infanterie) ;
- en réserve : 6^e D.B. britannique à Ebba Ksour et 1^{re} D. I. américaine au Kef.

Enfin, tout à fait au sud, la 8^e armée britannique est arrêtée devant la ligne Mareth, sur laquelle Rommel est maintenant replié. Le 6 mars, il lance quatre-vingt chars contre l'armée Montgomery. Il en perd trente. Au nord, Von Arnim tente sans succès une attaque sur Mateur. Il perd cinquante chars et mille prisonniers.

Sous le commandement du général Alexander les alliés préparent alors leur grande offensive qui débute, le 20 mars, par la traditionnelle attaque d'artillerie et d'aviation. D'un côté, la 8^e armée tourne à l'ouest les monts Matmatas, tandis que, de l'autre, le 2^e corps américain partant de Gafsa coupe la retraite des troupes de Rommel. La colonne Leclerc est, à l'extrême sud, à Ksar-Rhilane, qu'elle a occupé le 22 février. Le 10 mars elle a subi une attaque violente, mais infructueuse, précédée d'un bombardement de stukas. A partir du 19 mars, elle est à l'avant-garde du combat décisif, ayant conquis le Djebel Outid qui devient l'une des bases de départ de l'attaque générale.

Malgré une contre-attaque de Rommel sur tous les fronts, le 22, les Américains entrent à Maknassi : le 26, Mareth tombe et, le 29, la 8^e armée occupe Gabès. Le 7 avril, la jonction est faite avec le 2^e corps américain vers Maknassi, ainsi qu'avec le détachement français du général Boisseau. Les alliés ont fait plus de huit mille prisonniers, mais Rommel a pu s'échapper vers le nord.

Le général Alexander prépare alors une nouvelle attaque sur Kairouan, à laquelle va participer notre 19^e corps d'armée. Du 8 au 10 avril, la division de Constantine, en liaison avec une brigade britannique, traverse tout l'Ousselat, mais perd le général Welvert, tué à la tête de ses troupes. A partir de ce

moment, les actions se conjuguent. Le 11 avril, la 6^e division blindée britannique arrive à Kairouan. Le 12, la 8^e armée entre à Sousse. L'ennemi est rejeté dans la montagne, poursuivi par le 19^e corps d'armée français.

Cependant, Rommel a opéré sa jonction avec Von Arnim ; l'ennemi est concentré dans la région qui va de Mateur à Enfidaville en passant par le secteur de Pont-du-Fahs. Le 22 avril l'offensive générale est déclenchée. L'effort principal porte sur la région montagneuse qui entoure Pont-du-Fahs. Les divisions du Maroc, d'Alger et d'Oran vont se trouver au centre des derniers combats. Nos troupes, du 24 au 30 avril, repoussent l'ennemi dans la région montagneuse et fortifiée de Zaghouan.

La marine anglaise bloque les ports de Tunis et de Bizerte, tandis que l'aviation alliée a reconquis la maîtrise du ciel.

Du 4 au 6 mai, la division du Maroc progresse dans la région de Pont-du-Fahs et de Zaghouan, malgré de violentes réactions de l'artillerie ennemie. Le 9^e corps d'armée britannique déclenche alors son attaque : Tunis est pris le 7 ; le 2^e corps américain s'empare de Bizerte, et la 1^{re} division blindée américaine de Ferryville.

Les Britanniques se rabattent alors vers le sud, tandis que les Français agissent vers l'est, c'est-à-dire vers Zaghouan. C'est à la division de marche d'Alger que reviendra l'honneur de mettre le point final aux opérations. Du 10 au 13 mai, Italiens et Allemands se rendent par milliers. Au total les alliés ont fait cent cinquante mille prisonniers et le 19^e corps d'armée à lui seul trente sept mille, soit à peu près son propre effectif.

Pendant ce temps la montée des troupes du général Leclerc le long de la côte de Tunisie a été triomphale, le pays entier acclamant les hommes à la Croix de Lorraine auxquels se joignent séance tenante ceux qui sont en état de combattre. Le 10 mai, un détachement blindé des Forces Françaises libres entre dans Tunis libérée.,

Unies aux troupes anglaises et américaines, les nôtres ont écrasé celles de l'Axe. Désastre hitlérien, victoire de la fraternité alliée, annonciatrice d'autres triomphes!

LE RÉTABLISSEMENT DE LA LÉGALITÉ RÉPUBLICAINE EN AFRIQUE DU NORD

Le 2 janvier 1943, le général de Gaulle avait déclaré à la radio de Londres : «La confusion intérieure ne cesse de s'accroître en Afrique du Nord et en Afrique Occidentale Française. Le remède à cette situation, c'est rétablissement en Afrique du Nord et en Afrique Occidentale Française, comme dans tous les autres territoires français d'outre-mer, d'un pouvoir central provisoire et élargi, ayant pour fondement l'union nationale, pour inspiration l'esprit de guerre et de libération, pour lois, les lois de la République, jusqu'à ce que la Nation ait fait connaître sa volonté ! Telle est la tradition de la démocratie française... Le 25 décembre dernier, d'accord avec le Comité national et avec le Conseil de Défense de l'Empire, j'ai proposé au général Giraud de nous rencontrer immédiatement en territoire français pour étudier les moyens d'atteindre ce but... »

De Dakar, le général Giraud répondait, le 7 janvier, en déclarant qu'il acceptait le principe de cette rencontre.

Le 24 janvier, en effet, les deux généraux, à l'occasion d'une conférence entre MM. Churchill et Roosevelt, avaient un entretien à Casablanca. Aux termes du communiqué publié, ils étaient tombés d'accord sur le but à atteindre : « la libération de la France et le triomphe des libertés humaines par la défaite totale de l'ennemi ».

Mais à Alger, malgré les réactions de l'opinion publique, qui demande le rétablissement de la légalité républicaine, l'entourage du général Giraud continue à exercer une influence qui entretient la désunion. Cependant, l'opinion du général Giraud évolue lentement ; le 14 mars 1943, il prononce le discours radiodiffusé que la France et l'Empire attendaient.

« L'expression de la souveraineté française, dit-il, a été interrompue par l'occupation allemande, mais elle sera reprise quand le peuple français sera libéré. Nous sommes tous les serviteurs du peuple français et, demain, du gouvernement provisoire auquel nous nous engageons de remettre nos pouvoirs... Toutes les mesures prises sous l'inspiration de l'ennemi seront abrogées. Les lois de discrimination raciale imposées à la France par les nazis n'existent plus. Je suis prêt à coopérer avec tous ceux

qui, acceptant tous les principes fondamentaux et traditionnels de notre droit public, participent à la lutte contre l'ennemi .»

Dès le lendemain, le général de Gaulle répondait :

« Nous constatons avec satisfaction que les déclarations du général Giraud marquent, à beaucoup d'égards, un grand progrès vers la doctrine de la France combattante. Nous sommes prêts à étudier sur place, entre Français, les conditions et les modalités de l'union effective de l'Empire, si impérieusement commandée par l'intérêt de la France et de la guerre. »

La déclaration du général Giraud est aussitôt suivie de deux actes précis : la démission du général Bergeret, secrétaire général du Comité de guerre d'Alger, et celle de M. Rigaud, commissaire à l'Intérieur dans l'administration du général Giraud.

Le 26 mars, le général de Gaulle annonce sa prochaine visite à Alger. Il reçoit le 1^{er} avril un mémorandum du général Giraud, en réponse à celui qu'il avait lui-même envoyé le 23 février. Ce mémorandum prévoit la constitution d'un Comité exécutif provisoire et d'une assemblée. Pendant cette période et jusqu'au 30 mai, jour de l'arrivée du général de Gaulle à Alger, tandis que le général Catroux qui, en 1940, n'avait pas hésité à se mettre sous les ordres de son cadet dans la hiérarchie militaire, sert de médiateur entre Londres et Alger, il réussit à convaincre le général Giraud de la nécessité de rentrer dans la légalité républicaine. Les notes se succèdent. Un nouveau résultat est obtenu : la dissolution, le 6 mai, de la Légion française des combattants en Afrique du Nord.

Dès son arrivée à Alger, en compagnie de MM. Massigli et Philip, le général de Gaulle affirme à la presse sa volonté de réaliser l'unité de l'Empire français dans la guerre : *« Nous voulons établir le plus tôt possible un pouvoir central français D'abord nous voulons que ce soit un pouvoir capable de diriger matériellement et moralement l'effort des Français dans la guerre... Le deuxième caractère du pouvoir central, c'est qu'il doit être établi sur la souveraineté française ...Le troisième caractère du pouvoir central, c'est qu'il doit être établi en accord avec la masse de l'opinion publique française. »*

La première entrevue des généraux de Gaulle et Giraud a lieu le 31 mai. Elle est suivie de la nomination des généraux



Un régiment de Tirailleurs algériens va s'embarquer d'Italie vers la France.



La Flotte se rassemble au large des côtes d'Italie.

Débarquement des Troupes françaises sur la côte de Provence.



Georges et Catroux, ainsi que de M. Jean Monnet, au Comité central exécutif français, tandis qu'est obtenue la démission de M. Peyrouton, que le général Giraud avait nommé, au début de janvier, au poste de gouverneur général de l'Algérie. Le 3 juin, le Comité français de la Libération nationale est constitué à Alger. Il a pour co-présidents les généraux de Gaulle et Giraud. Il comprend notamment comme membres le général Catroux, MM. Massigli, Monnet et Philip. Le général Catroux est nommé gouverneur général de l'Algérie et le 'général Bouscat prend le commandement des forces aériennes. Le 5 juin, le général Noguès démissionne de son poste de Résident général au Maroc et est remplacé par M. Puaux. Le 7 juin la liste définitive des membres du Comité français de la Libération est publiée et notifiée aux États alliés. M. Churchill déclare le 8 à la Chambre des Communes : « Nos rapports auront désormais lieu avec le C. F. L. N. en tant qu'autorité collective. Il sera nécessaire pour les gouvernements britannique et américain d'étudier la question de sa reconnaissance... »

L'union est faite. Les derniers représentants de l'esprit du gouvernement de Vichy sont éliminés : le 28 juin 1943, le gouverneur général Boisson démissionne. Il ne reste plus qu'à obtenir la reconnaissance du nouveau Comité par les « Trois Grands ». Celle-ci, malheureusement, se fait attendre. Elle n'aura lieu que le 26 août, mais, tandis que l'U.R.S.S. reconnaît catégoriquement le C. F. L. N. comme « le représentant des intérêts d'État de la République Française » nos alliés britanniques et américains ont une attitude beaucoup plus réticente.

Comme le dira un peu plus tard, le 24 novembre, le général de Gaulle au cours d'un débat de l'Assemblée consultative, « *il s'est trouvé que le Comité de la Libération, comme, avant lui, le Comité national français, avait le devoir et savait qu'il avait le droit de parler au nom de la France, tandis que d'autres États se croyaient justifiés à suspendre sur ce point leur jugement et par suite leur attitude... Si la France a pu pour un moment succomber presque tout entière à l'avant-garde des peuples libres, elle n'en est pas moins restée la France. La France, c'est-à-dire par le décret de la géographie, de l'histoire et des réalités, une grande nation européenne et mondiale* ».

CHAPITRE VIII

LA LIBÉRATION DU TERRITOIRE

LA RECONSTITUTION DE L'ARMÉE FRANÇAISE

C'est en Afrique du Nord, après la dure campagne de Tunisie, que naît l'armée française moderne.

En 1939, quinze divisions d'infanterie et une division de cavalerie avaient été constituées en Afrique du Nord, cinq étaient parties vers la métropole, une au Moyen-Orient. Il restait dix divisions sans aucun matériel lourd et avec effectifs réduits par les clauses de l'armistice.

Nous savons déjà que cinq petites divisions furent mises sur pied, avec leur armement de 1939, pour la campagne de Tunisie. Elles y subirent des pertes importantes, évaluées à plus du sixième de leur effectif. Quant à leur armement, ce qui en restait était définitivement périmé.

A ces éléments se joignent maintenant ceux des Forces Françaises libres, c'est-à-dire, la 1^{re} division française libre venue d'Égypte, et la colonne Leclerc venue du Tchad. Ces unités sont constituées sur le type britannique. Elles ont des vides à combler. En vertu des accords passés avec Washington, pour la fourniture du matériel, il faut en faire des divisions du type américain.

Le plan d'armement porte sur huit divisions dont trois blindées. Deux de ces divisions seront formées par les troupes des Forces Françaises libres constituant une division blindée et une division coloniale. Une autre sera composée des troupes de l'Afrique Occidentale Française. Enfin, cinq divisions viendront de l'Afrique du Nord : deux blindées, deux d'infanterie et une d'infanterie de montagne. En tout, avec les services

et les éléments de réserve générale, une armée de trois cent mille hommes.

En outre, il nous faut deux cent mille hommes pour assurer la présence dans nos pays d'outre-mer de ce qu'on appelle les troupes de souveraineté. Cet effort sera réalisé peu à peu.

Dès novembre 1942, de larges mesures de mobilisation portant sur vingt classes sont prises en Afrique du Nord. Les volontaires venus de la métropole et évadés des prisons d'Espagne forment un contingent important.

L'instruction fut poussée avec vigueur. Des moniteurs britanniques et américains y participèrent. Au camp Colonna d'Ornano, première école des cadres, créée en février 1941 à Brazzaville, s'ajoute en décembre 1942 l'école d'élèves aspirants de Cherchell qui devient une sorte de Saint-Cyr africain. Quatre promotions de sept cents élèves et une dernière de mille cinq cents furent formées.

Pour les cadres indigènes, on disposait déjà des écoles de Bou-Saada en Algérie et de Der-Beida au Maroc. On y ajouta l'école de Hussein Dey pour les spécialistes mécaniciens qui instruit six cents stagiaires tous les deux mois. Enfin, l'école de Lourmel forma des pilotes d'observation d'artillerie.

Cette nouvelle organisation posa de nombreux problèmes : il fallait créer les organismes indispensables à la réception et à l'administration du nouveau matériel américain. Enfin, la question technique du transport obligea à décupler l'activité des chemins de fer nord-africains, ainsi que celle du port de Casablanca.

Les premiers armements reçus servirent à équiper deux divisions d'infanterie qui constituèrent le premier corps expéditionnaire français. C'est une fraction de ce corps qui, avant même que son armement fût complété, libéra la Corse avec l'appui de l'aviation alliée. En octobre 1943, les deux divisions, complètement équipées, partent pour l'Italie où elles seront rejointes au printemps 1944 par deux autres divisions, dont l'ancienne 1^{re} division française libre qui porte maintenant le nom de division de marche d'infanterie (D.M.I.), sous le commandement du général Brosset. Ce sont ces divisions qui débarqueront en août 1944 dans le midi de la France sous le commandement du général de Lattre de Tassigny.

La colonne Leclerc, après sa participation aux opérations de Tunisie établit ses quartiers en juin 1943 à Sabratha, entre Tripoli et la frontière tunisienne. Elle grossit chaque jour des nombreux volontaires qui veulent servir sous le drapeau à Croix de Lorraine. Fin août, elle est dirigée sur le Maroc, à Témara, au sud de Rabat, où elle est encore renforcée. Elle devient la 2^e division blindée, la célèbre 2^e D. B. qui, fidèle à sa parole, entrera la première à Paris et à Strasbourg avant de fouler le sol de l'Allemagne.

Autour du noyau constitué par les hommes du général Leclerc se sont groupées des unités qui, pour la plupart, ont combattu en Tunisie, certaines même avant la constitution de toute formation régulière.

En avril 1944, la 2^e D.B. s'embarque à Oran et à Casablanca pour la Grande-Bretagne où s'achèvera son entraînement avant le débarquement.

LES FORCES AÉRIENNES

En Afrique du Nord, s'étaient réfugiées un certain nombre d'unités de l'Air ; de nombreux jeunes gens qui s'étaient engagés, espérant trouver un moyen de rejoindre les Français libres, étaient venus grossir leurs rangs. Le débarquement allié devait leur permettre de reprendre la lutte. Malheureusement, il n'y avait pas de matériel. En décembre 1942, les États-Unis dotèrent d'un matériel moderne le groupe « La Fayette », qui put participer à la campagne de Tunisie, au cours de laquelle il effectua deux cent quatre-vingt-sept sorties.

Le plan de réarmement général accepté par les alliés prévoyait que certaines unités seraient équipées par les États-Unis, d'autres par la Grande-Bretagne. Le groupe « Normandie-Niémen » opérant en Russie y fut équipé. Dès lors, de nouveaux groupes, munis de matériel moderne, furent engagés, chaque mois de plus en plus nombreux, aux côtés des escadrilles anglaises et américaines. Des écoles furent créées en Afrique du Nord. Des élèves pilotes furent envoyés aux États-Unis et en Grande-Bretagne pour s'y familiariser avec les nouveaux types d'appareils, tandis qu'étaient réorganisés nos

usines, nos ateliers et nos parcs. En 1943, nous aurons constamment en opérations huit groupes de bombardement équipés de quadrimoteurs britanniques Halifax ou Lancaster ou d'appareils américains Marauder ou Libérateur. Ce sont les groupes « Tunisie », « Bretagne », « Gascogne », « Guyenne », « Franche-Comté », « Sénégal », « Maroc » et « Lorraine ».

La chasse est représentée par onze groupes équipés de Spitfires britanniques ou de Thunderbolt, Havoc et Warlsamk américains. Ce sont les groupes « Champagne », « Corse », « Nice », « Provence », « Cigogne », « Dauphiné », « Navarre », « La Fayette », « Alsace », « Île-de-France », et « Berry ». Des Lightnings servent à la reconnaissance côtière.

LES FORCES NAVALES

A la veille du débarquement de novembre 1942, la flotte française comprenait six mille cinq cents officiers et marins pour une centaine de bâtiments. La rentrée de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Occidentale Française dans la guerre, le ralliement de la flotte immobilisée à Alexandrie et de celle des Antilles, vont rendre à la France une marine qui comprendra, en janvier 1945, trois cent cinq navires et cinquante-deux mille marins, ainsi que huit flottilles aéro-navales, dont deux de bombardement en piqué.

Du sabordage de la flotte de Toulon ne réchappent que trois sous-marins : le *Casabianca*, le *Glorieux* et le *Marsouin* qui réussissent à gagner l'Algérie. Quant aux navires des ports africains, ils gagnent d'abord les États-Unis pour y être pourvus d'un armement moderne. Ce sont : le cuirassé *Richelieu*, la plus belle unité française, les croiseurs *Georges-Leygues*, *Gloire* et *Montcalm*, la série des croiseurs légers qui vont se couvrir de gloire dans la Méditerranée : *Fantasque*, *Terrible* et *Malin* ; le *Terrible* est le premier navire français que les Américains dotent de leur appareil de détection Radar. Enfin la série des mille cinq cents tonnes dont fait partie le *Simoun* part pour les Bermudes où elle sera également modernisée.

D'Alexandrie arrivent directement le *Basque*, le *Forbin* et le *Fortuné* et le sous-marin *Protée*, tandis que le cuirassé

Lorraine et les croiseurs *Suffren*, *Tourville* et *Duguay-Trouin* rejoignent Dakar par le Cap de Bonne-Espérance.

Enfin arrivent à Casablanca, venant des Antilles, la *Jeanne-d'Arc* et le *Barfleur*, tandis que l'*Emile-Bertin* va aux États-Unis se faire ré-équiper.

Le 31 juillet 1943, le vice-amiral Lemonnier est nommé chef d'état-major de la Marine. Son adjoint est le vice-amiral Auboyneau, ancien commandant en chef des Forces navales françaises libres.

La première opération d'importance à laquelle participent nos unités est la libération de la Corse, dont nous parlerons plus loin. Pendant ce temps, nos trois croiseurs légers : le *Fantasque*, le *Terrible* et le *Malin* coulent quatorze bâtiments ennemis en Méditerranée.

Le 6 juin 1944, le *Georges-Leygues* et le *Montcalm* participent à l'immense opération du débarquement, avec nos vedettes et nos chasseurs de sous-marins ; la *Combattante* aura l'honneur d'amener le général de Gaulle sur la terre de France le 14 juin.

Le 15 août, toute l'escadre de Méditerranée est présente aux nouvelles opérations de débarquement : le *Lorraine*, l'*Emile-Bertin*, le *Duguay-Trouin*, le *Montcalm*, le *Georges-Leygues*, le *Gloire*, le *Forbin*, le *Basque* et nos trois croiseurs légers, ainsi que quatre formations d'aéronavale. Le 24 août, après deux jours de combat qui libèrent Toulon des vingt mille Allemands qui s'y défendaient encore, les troupes françaises se préparent à recevoir notre escadre. Elle fera son entrée solennelle quelques jours plus tard ; le *Georges-Leygues* est la première unité à entrer en rade.

Pendant ce temps, le *Richelieu* s'illustre dans le Pacifique, aux combats de Sourabaya.

Cet exposé ne serait pas complet si nous ne mentionnions le 1^{er} régiment de fusiliers marins incorporé depuis son origine à la 1^{re} division française libre et qui, comme elle, après les campagnes de Libye et d'Italie, participe à la libération de Toulon, puis par Lyon et Autun, fait sa jonction avec les troupes venues de l'ouest et combat jusqu'à l'assaut final.

Enfin, nous retrouverons avec la 2^e D. B. un régiment blindé de fusiliers marins, étrange et glorieuse unité motorisée.

LA LIBÉRATION DE LA CORSE

13 septembre — 4 octobre 1943.

La Corse était occupée par environ soixante-quinze mille Italiens et dix mille Allemands. A l'annonce de la prise de Pantelleria et de la Sicile, les patriotes corses commencent à s'agiter. Le 8 septembre 1943, ils se soulèvent en masse à la nouvelle de l'armistice italien. Le mouvement était pourtant hasardeux en face d'une telle force d'occupation, bien que des bagarres aient commencé entre Italiens et Allemands. Dès le premier jour, Ajaccio tombe aux mains des patriotes ; le lendemain, des engagements ont lieu à Bastia. Mais, le 10 septembre, le capitaine Colonna d'Istria, au nom de la résistance, envoie un télégramme à Alger : « Les Allemands se reprennent. Ils attaquent Bastia. La situation est grave. Les patriotes réclament d'urgence aide et secours. »

Le commandement français décida aussitôt de secourir la Corse. Engagés à fond dans la bataille de Salerne, les alliés ne pouvaient nous fournir de navires. Nos croiseurs, le *Terrible* et le *Fantasque*, participaient à l'action. Nos autres navires de guerre étaient en réparations à Dakar ou en Amérique. Les Allemands s'étaient rendus maîtres de Bastia. Il fallait débarquer à Ajaccio. Le sous-marin *Casabianca*, seul bâtiment à 'ce moment à Alger, partit le 11 septembre avec cent neuf fantassins formant la première compagnie du bataillon de choc du commandant Gambier. Ces hommes débarquaient le 13 à une heure du matin, à Ajaccio. Le même jour, le *Fantasque* et le *Terrible*, rendus par l'amiral Cunningham, repartaient d'Alger avec cinq cents hommes. M. Luizet, futur préfet de la Corse, était à bord.

Du 20 au 24 septembre, d'autres navires rappelés d'urgence prennent part au débarquement : le *Montcalm* qui débarque mille cinq cents goumiers, la *Tempête*, l'*Alcyon*, le *Basque*, le *Fortuné*, le *Forbin*, le croiseur auxiliaire *Quercy* et la *Jeanne-d'Arc*, équipée en une nuit de vingt-huit pièces antiaériennes.

Il y a maintenant sur place un bataillon de choc, un régiment de tirailleurs marocains, des éléments du 4^e spahis du

Maroc, et un groupement de Tabors. L'effort de la marine a été remarquable, mais les moyens de transport et de ravitaillement des troupes restent insuffisants. Il n'y a pas de véhicules, sauf quelques « Jeeps », et pas d'animaux de bât.

Les opérations proprement dites durent dix jours, du 24 septembre au 4 octobre. Les Allemands tiennent solidement deux zones : au sud, autour de Bonifacio, au nord-est, à Bastia. Les patriotes et le bataillon de choc délivrent d'abord Sartène, puis Bonifacio. Les Allemands se retirent peu à peu vers le cap Corse. Les véritables attaques commencent le 29 septembre par la prise du col de San Stefano, puis du défilé de Lancome. Les Tabors s'installent au col de San Leonardo. Le 2 octobre au soir, les goumiers prennent le col Teghine et, le 4 octobre, Bastia est prise. La Corse est libérée.

Ce qui marque cette courte opération, c'est, d'une part, son caractère exclusivement français, d'autre part, le rôle de la résistance locale.

En abordant le sol de la mère-patrie, les soldats de l'Empire savaient qu'ils pouvaient compter sur leurs frères de la Résistance française.

LA CAMPAGNE D'ITALIE

Novembre 1943 — Juillet 1944.

« De ceux qui sont ce jour autour de moi, bien peu reviendront », déclarait en novembre 1943 le général de Gaulle aux officiers d'une division qui partait pour le front d'Italie. C'est au prix d'une dure campagne que l'armée d'Afrique allait rentrer dans la guerre.

Le corps expéditionnaire qui débarqua dans la deuxième quinzaine de novembre à Naples comprenait, sous les ordres du général Juin, la 2^e division marocaine et la 3^e division algérienne, respectivement commandées par les généraux Dody et de Montsabert. C'est l'époque où les Allemands, devant la pression alliée, ont renoncé à défendre Naples et se sont retranchés dans les Abruzzes ainsi que sur le Garigliano pour couvrir Rome. Le temps n'est plus aux savantes manœuvres du désert. Il s'agit de rompre le système défensif ennemi et d'exploiter rapidement la brèche.



Le cuirassé " Richelieu " : Vue aérienne de la plage arrière.



Le Front français près du col d'Acquafondata.



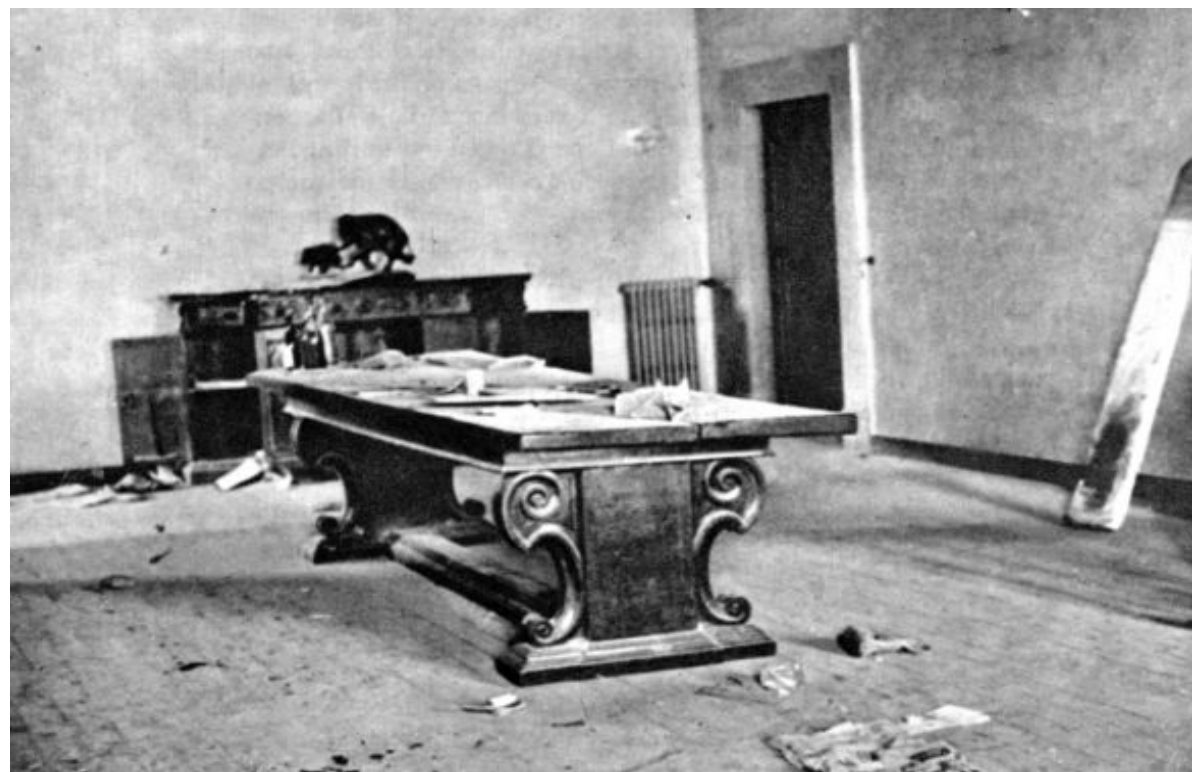
Le Général de Lattre de Tassigny à l'île d'Elbe.

Les Goumiers dans Ajaccio.





Les Généraux Juin, de Larminat et de Montsabert à Sienne.
Italie. C'est sur cette table que fut signé l'odieux armistice de 1940.



L'armée française, en face de la ligne Gustave, s'encadre entre la 5^e armée américaine à l'ouest et 8^e armée britannique à l'est. C'est la région du massif montagneux de Cassino. Du 18 au 23 décembre, la 2^e division marocaine attaque dans la montagne. Après des combats acharnés, elle s'empare, sous la neige, du massif de la Ménarde, portant matériel et munitions le long des pentes, à dos d'hommes, au milieu des obus. Puis du 12 au 15 janvier, les deux divisions enlèvent à la baïonnette la Monna Casale et forcent l'ennemi à engager ses réserves ; le débarquement allié à Anzio, le 22 janvier, s'en trouve facilité.

Le général Clark, commandant la 5^e armée américaine, décide alors de s'emparer du Mont Cassin pour donner la main aux troupes débarquées à Anzio. Le général Juin est chargé de couvrir l'opération en attaquant la forte position allemande du Belvédère. Le 25 et le 26 janvier, le 4^e régiment de tirailleurs tunisiens, commandé par le colonel Roux, attaque victorieusement après une escalade périlleuse et difficile ; le matériel doit être porté à dos d'homme. Les pertes sont lourdes, et le régiment est encerclé sur la position conquise. Il ne sera délivré que le 30 janvier au matin. Le 4 février, le Belvédère est définitivement conquis. Le colonel Roux a été tué. Nous avons perdu quarante officiers, cent soixante-deux sous-officiers et mille trois cent cinquante tirailleurs, mais l'objectif est enlevé et dix-sept bataillons allemands ont été retenus par cette opération. Nous avons fait mille deux cents prisonniers. Le corps expéditionnaire français va garder cette position défensive pendant que les Américains, qui n'ont pas encore réussi à s'emparer de Cassino, reprennent l'attaque par un bombardement intense.

Avec l'offensive de printemps, deux nouvelles divisions françaises vont faire leur apparition : la 4^e division marocaine que commande le général Sevez qui vient de participer aux opérations de la Corse et la 1^{re} division française libre, commandée par le général Brosset, qui avait déjà pris part aux campagnes de Libye et de Tunisie.

Les Allemands ferment maintenant la route de Rome sur une nouvelle ligne, la ligne Hitler, entre les massifs d'Aurunci

et d'Ausonia. Le plan du général Juin, qui est accepté par le commandement allié, consiste à enfoncer le front du massif d'Aurunci pour prendre ensuite les Allemands à revers. Le 11 et le 12 mai, malgré la violence de l'assaut, seule la division Montsabert réussit à percer. Le général Juin monte lui-même aux premières lignes et l'assaut est repris le 13. L'ennemi est massacré ; le soir, la percée est faite. La 2^e division marocaine fonce sur San Giorgio. Les Marocains se précipitent à la poursuite des Allemands en retraite sans tenir compte de la fatigue. Du 23 au 25 mai, les troupes américaines se lancent à leur tour à l'assaut. La retraite allemande est générale. Les Marocains avancent toujours et, le 4 juin, Rome est évacuée. Le 5, les généraux Clark et Juin y font leur entrée, acclamés par la foule en délire...

La poursuite continue sous les ordres du général de Larminat. Sienna tombe le 3 juillet. L'enthousiasme n'est pas moins grand qu'à Rome quand le général de Montsabert y défile le 4 juillet à la tête des troupes.

Le 14 juillet, les généraux Alexander, Clark et Juin y passent les troupes en revue, mais des unités marchent déjà sur Florence et arrivent à Castel Fiorentino d'où elles peuvent contempler la vieille cité. Elles n'y entreront pourtant pas, car la relève des troupes françaises est décidée. Le corps expéditionnaire a maintenant reçu la mission à laquelle il rêve depuis des années. Dans quelques jours, il se battra sur le sol de France.

Il n'est pas de plus noble commentaire de cette campagne, qui nous coûtait quarante-deux mille hommes, que l'adresse d'adieu du général Alexander au général Juin :

« Au moment où le corps français de libération quitte mon commandement, je vous dis au revoir en vous exprimant ma reconnaissance et ma peine ; ma reconnaissance pour la magnifique exécution de la tâche que vous avez menée à bien sur le champ de bataille, ma peine de voir disparaître des amis et des camarades d'une telle distinction.

« Je vous apporte à vous personnellement mes plus profonds remerciements et vous exprime mon admiration sans bornes pour la maîtrise avec laquelle vous avez conduit vos troupes et mené vos batailles. Sous votre direction éclairée et ardente,

la gloire des armées françaises a été une fois de plus manifestée au monde.

« A la bravoure de vos officiers et soldats, j'apporte ma plus chaude admiration et ma profonde reconnaissance pour les résultats remarquables qu'ils ont obtenus, dans notre grande victoire sur l'Allemagne.

« La France peut à juste titre être fière de la bravoure de ses fils du corps expéditionnaire français.

« Quoi que l'avenir vous réserve et où que vous puissiez être, je suivrai votre fortune avec intérêt et fierté : la fierté que j'éprouverai toujours d'avoir été une fois votre commandant en chef.

« Que Dieu vous apporte à tous sa bénédiction et que la chance soit avec vous ! »

LA CONQUÊTE DE L'ÎLE D'ELBE .

Juin 1944.

A l'époque où le corps expéditionnaire poursuivait les Allemands de Rome à Florence, le général de Lattre de Tassigny, avec la 9^e division d'infanterie coloniale, un bataillon de choc, un groupe de commandos et un groupe de Tabors marocains, s'emparait de l'île d'Elbe. C'était un point d'appui d'où l'ennemi contrôlait le canal de Piombino, par où il ache-minait son ravitaillement.

L'opération dura du 17 au 20 juin. La conquête des plages et des hauteurs environnantes exigea de très durs combats, après quoi le nettoyage de l'île fut rapidement achevé. Les troupes françaises avaient gagné là l'importante expérience d'un débarquement sous le feu ennemi. Elle allait bientôt leur servir dans le sud de la France.

LES ARMEES DE L'EMPIRE DANS LA CAMPAGNE DE FRANCE

2 août 1944 — 9 février 1945.

Le 2 août 1944, la 2^e division blindée, sous le commandement du général Leclerc, débarque en France, non loin de Carentan, sur l'une de ces plages qui portent provisoirement, pour la commodité des états-majors, des noms américains.

Celle-ci a reçu le nom d'Utah. Le rêve est devenu réalité.

Rappelons rapidement la situation. Le nettoyage du Cotentin était achevé le 1^{er} juillet avec la reddition des troupes ennemies retranchées au cap de la Hague. Tandis que le flanc gauche des armées alliées s'immobilisait dans une guerre de positions, sur le flanc droit, après la libération de Caen et de Saint-Lô le 18 juillet, les divisions américaines parvenaient rapidement à Coutances, Granville, puis Avranches, d'où elles foncent vers Brest, Nantes et le Mans.

C'est à ce moment, le 8 août, veille de la libération du Mans par l'armée Patton, que la 2^e D. B. entre dans la bataille. Le 9, elle est à Château-Gontier, le 11, elle prend Alençon, puis remonte vers Argentan où elle participe aux combats de la poche de Falaise. Le 21 août, elle est toujours dans la région d'Argentan, tandis que l'armée américaine atteint Dreux et Chartres. Les Américains suivent un plan qui doit leur faire déborder Rouen et Paris. Ils se rendent compte de l'avantage psychologique que peut leur apporter la libération de Paris, qui s'est soulevé le 19. Dès le 21, le général Leclerc a envoyé l'escadron de Guillebon en reconnaissance. Le 22, il fait appel au groupe d'armées du général Bradley. Avec l'accord du général Eisenhower, il fonce sur Paris, pour y aider l'insurrection.

La 2^e D. B. s'ébranle le 23 au petit jour. Elle va diviser son attaque en deux éléments : le groupement de Langlade passe par Rambouillet, Toussus-le-Noble, Jouy-en-Josas, Clamart et le pont de Sèvres ; le groupement Billotte suit la route d'Orléans entre Palaiseau et Orly. Le 24 août, les combats ont lieu à Longjumeau, à la Croix-de-Berny, à Jouy-en-Josas et à Fresnes, tandis qu'une petite colonne composée de trois chars, de deux sections d'infanterie et d'une de génie, sous le commandement du capitaine Dronne, pénètre le soir dans Pans. Le 25, après quelques combats de rues, l'occupant capitule. Le général de Gaulle et le général Leclerc se retrouvent à la gare Montparnasse. Paris n'est plus un rêve nostalgique, un mirage du désert africain, c'est une réalité. Pans acclame les Français libres et retrouve ses enfants.

Après avoir participé au nettoyage des îlots de résistance de

la Marne, au début du mois de septembre, la division Leclerc atteint Contrexéville le 12 septembre, Chaumont le 13 et la Moselle le 14. C'est ce même jour qu'elle effectue sa jonction, à Châtillon-sur-Seine, avec l'armée du général de Lattre de Tassigny.

Le 15 août a eu lieu le débarquement dans le sud de la France. Notre escadre de Méditerranée y participe, ainsi que la 1^{re} armée française essentiellement composée des troupes qui viennent de se battre en Italie, auxquelles s'ajoute la 1^{re} division blindée. En particulier, la 1^{re} division française libre débarque à la Croix-Valmert, près de Cavalaire, le 16 août. Hyères libérée, elle entre dans Toulon le 24 après deux jours de combat, puis remonte sur Nîmes, tandis que le général de Lattre de Tassigny est entré dans Marseille le 23. Les villes du Midi tombent les unes après les autres, délivrées par les forces de l'intérieur ou par l'armée de la libération. Grâce au remarquable travail de préparation des F. F. I., c'est pour notre armée une marche triomphale à travers la France jusqu'à la jonction avec la division Leclerc.

Le 15 septembre, toute la rive gauche de la Moselle est aux mains des alliés. Nancy est libéré. L'armée de Lattre entre à Langres et à Gray. Les armées venues de Normandie et de Provence ont complètement réalisé leur jonction. Au nord, les Anglo-Canadiens, sous le commandement du maréchal Montgomery, bordent la basse Meuse. Au centre, les armées américaines avancent vers le Rhin. Plus au sud, les armées américaines et françaises sont au pied des Vosges et menacent la trouée de Belfort. La bataille du Rhin commence.

Les armées françaises et américaines vont rester au repos et se regrouper jusqu'au 8 novembre, début de l'offensive américaine en Lorraine. C'est maintenant que les troupes françaises vont connaître leurs plus durs combats.

L'objectif de la 2^e D. B., nous le connaissons déjà. Il a été défini, il y a déjà plusieurs années par le général Leclerc, au cœur du désert libyque : c'est Strasbourg, c'est la libération de l'Alsace et de la Lorraine, avant l'entrée en vainqueurs sur le sol de l'Allemagne. Les combats les plus durs de la 2^e D. B. ont lieu pendant la traversée des Vosges, le 21 novembre, puis

à Saverne, le 22, et enfin devant Strasbourg où les troupes françaises rentrent le 23, après de sérieux combats autour des casernes d'artillerie qu'occupaient les Allemands. Le drapeau français est hissé sur la flèche de la cathédrale à quatorze heures. Plus de cinq mille Allemands sont faits prisonniers. C'est la récompense d'une manœuvre aussi audacieuse que réfléchie, exécutée à tous les échelons avec la même ardeur patriotique. La proclamation du général Leclerc, affichée sur tous les murs de la grande cité, marque la conclusion de cette épopée : « *...Pendant cette lutte gigantesque, de quatre années, menée derrière le général de Gaulle, la flèche de votre cathédrale est demeurée notre obsession. Nous avons juré d'y arborer de nouveau les couleurs nationales. C'est chose faite ...* »

Pour la 1^{re} armée française, il s'agit de forcer le verrou de Belfort. Le 19 novembre, le 2^e corps d'armée du général de Montsabert, composé de la 1^{re} D.F.L. et de la 3^e division algérienne, part à l'attaque au sud des Vosges et à travers le massif. Il s'empare de Champagny, de Gérardmer, de La Bresse et entame la manœuvre qui amènera la décision en Haute-Alsace. Simultanément, la 2^e division marocaine disloque le système défensif de Belfort. La ville tombe le 19, mais les combats de rues y dureront deux jours.

Plus au sud, la 1^{re} division blindée s'infiltré entre Morvillars et Délie. Bousculant toutes les résistances ennemies, elle atteint le Rhin le 20, puis remonte à toute allure vers le nord et s'empare le 21 de Mulhouse après une lutte violente. Elle y fera mille cinq cents prisonniers. L'ennemi est encerclé dans la poche de Belfort. Le 26, les deux corps d'armée forment une tenaille qui se referme dans la région de Burnhaupt. L'ennemi contre-attaque, mais perd ses chars et laisse des milliers de prisonniers entre nos mains. La 2^e division marocaine et la 1^{re} division blindée sont aux prises avec un ennemi qui réagit furieusement, mais ses efforts restent vains. Le 28 novembre, la jonction des deux corps d'armée est réalisée. Le gros de l'armée allemande est encerclé.

Dans des conditions aussi défavorables que possible, sur un terrain détrempe, dans la neige, les troupes de l'Empire et les recrues des F. F. I. ont fait plus de dix-sept mille prison-

niers, détruit plus de cent chars et pris un butin énorme.

Pourtant, la victoire n'est pas complète. L'ennemi se cramponne partout au terrain et crée ainsi la poche de Colmar d'où il lance, en décembre et en janvier, des offensives continuelles. Strasbourg est une fois de plus menacé. L'armée française dispose du nord au sud de sept divisions françaises et deux divisions américaines, mais, sauf la 10^e division d'infanterie de formation récente, qui n'a pas encore l'armement américain, les troupes sont épuisées. Le général Béthouard reçoit pourtant mission d'attaquer sur le front compris entre Colmar et la forêt d'Illwald. Le mauvais temps et l'état épouvantable des routes exigent de nos troupes des efforts surhumains.

Le 22 janvier, devant l'usure de l'infanterie, le général Devers accorde au général de Lattre une division blindée supplémentaire. Commence alors la réduction une à une des positions ennemies qui aboutira quelques jours plus tard à la désagrégation du dispositif. Au nord comme au sud, la progression est lente et difficile. Jepsheim, point névralgique de la manœuvre, où se distingue le 1^{er} régiment de parachutistes français, ressemble à un véritable charnier après sa conquête définitive par la 5^e division blindée et les unités américaines.

Le 27, le canal de Colmar est atteint dans toute sa longueur. Il est franchi dans la nuit du 29 au 30 janvier, grâce à l'appui d'une nouvelle division d'infanterie américaine, mise à la disposition du commandement français. L'offensive française va vers son dénouement victorieux. Les réserves allemandes sont épuisées. Le 31 janvier, la menace sur Strasbourg s'éloigne. Le 1^{er} février, les Allemands amorcent un mouvement de retraite générale entre l'Ill et le Rhin. L'ennemi est talonné par la 3^e division algérienne et des éléments de la 2^e division blindée du général Leclerc ainsi que de la 1^{re} division française libre. Le 2 février, c'est la délivrance de Colmar où les blindés de la 5^e division blindée entrent les premiers, tandis que les fantassins américains s'arrêtent, dans un geste courtois, pour les laisser pénétrer les premiers. Ils sont reçus avec un enthousiasme délirant. L'effondrement de la résistance allemande se précipite. Le 4 février, le 1^{er} corps d'armée disloque le front ennemi. Brisach tombe le 6. Il ne reste plus à l'ennemi

que Chalampé, dernier point de passage sur le Rhin. Le 8 février, le 1^{er} corps d'armée se lance à l'assaut. Les blindés et les tirailleurs poussent par le nord, les coloniaux passent à travers la forêt de la Harth; plus au sud les spahis attaquent en direction du nord. Le 9 février, à huit heures du matin, les forces de la 1^{re} armée française bordent le Rhin sur tout son cours. La victoire est acquise. Le nombre des prisonniers dépasse vingt mille. L'Alsace est rendue à la France.

Quittons ici nos vaillants soldats de l'Empire, auxquels se sont joints les hommes des F.F.I. Il leur reste encore une tâche à accomplir, vaincre l'ennemi chez lui, mais le but essentiel, est atteint : la libération du sol national. Grâce à son effort de guerre, la France d'outre-mer tient cette revanche que le général de Gaulle, dès le premier jour, avait prophétiquement annoncée. Si la France reste au premier rang des nations victorieuses, elle le doit sans doute à la résistance intérieure, mais elle le doit aussi à son Empire qui a su s'imposer les sacrifices nécessaires.



Défilé des Français dans Marseille libérée.



Le Général de Gaulle au Tombeau du Soldat Inconnu, le Jour de la Victoire, 8 mai 1945.

CHAPITRE IX

L'INDOCHINE RÉSISTANTE

En juin 1940, la situation de l'Indochine était différente de celle de nos autres colonies. Elle était en liaison étroite avec Singapour et, par Haïphong et le Yunnan, ravitaillait la Chine en matériel de guerre. Le gouvernement du général Catroux, soutenu par la majorité de l'opinion publique, se refusa à capituler.

Et cependant notre position militaire n'était pas brillante. L'armée, sans armes ni matériel, était appuyée d'une aviation insuffisante : sur une centaine d'avions, elle comptait dix-huit chasseurs, des Moranes 406 dont l'armement n'avait jamais été complété et quatre bombardiers, des Farman 221 quadrimoteurs, le reste composé d'appareils périmés. Enfin, il n'était pas question de défendre deux mille cinq cents kilomètres de côtes avec un seul croiseur, le *La Motte-Picquet*, et quelques unités de marine. Or dès 1927, il semble bien que le Japon ait compris l'Indochine dans son aire d'expansion.

En août 1937, le Japon avait demandé au gouvernement français de mettre fin au transit, par la voie ferrée du Yunnan, de l'essence et des armes destinées à Tchang Kaï Tchek. Malgré un ordre formel de M. Georges Bonnet, alors ministre des Affaires étrangères, le transit par le Tonkin continua.

Le 10 février 1939, les Japonais débarquaient dans l'île de Haïnan, dont la position géographique constituait une menace permanente pour le Tonkin, et y installaient une force aérienne auprès de laquelle la nôtre n'était que jeu d'enfant. L'opinion indochinoise en fut violemment émue ; elle le fut encore davantage lorsque, le 30 décembre, la ligne du Yunnan, à la frontière sino-tonkinoise, fut pour la première fois bombardée.

Au début de 1940, les Japonais envoient auprès du général Catroux le général Tsushihusi qui menace d'envahir le Tonkin, si le ravitaillement des armées chinoises en matériel américain ne cesse pas. Le général nippon est éconduit et Tokio attend des jours plus favorables.

La France abattue en Occident, le Japon dévoile ses ambitions. Le 13 juin 1940, le gouvernement japonais remettait au général Catroux une note par laquelle il réclamait le libre passage à travers le Tonkin des forces japonaises du Kouang-Si. Celles-ci, refoulées par les Chinois et coupées de la mer, n'avaient d'autre espoir de salut que de franchir la frontière de l'Indochine et de s'embarquer à Haïphong. Le Japon réclamait encore une fois la suspension du transit des marchandises destinées à la Chine. Le 18 juin, il exigeait la fermeture immédiate de la frontière du Yunnan et le contrôle de cette frontière par une mission militaire japonaise. Le 20 juin, il demandait en outre l'occupation de bases militaires au Tonkin.

Tandis que l'ambassadeur de France à Tokio, M. Arsène Henry, négociait avec le gouvernement japonais, le général Catroux prenait nettement position dès le 18 juin, en avertissant le gouvernement de Bordeaux que seul le maintien de l'alliance franco-britannique pouvait sauvegarder l'Indochine. Il restait en contact étroit avec l'état-major de Singapour et, tout en demandant à M. de Saint-Quentin, notre ambassadeur aux États-Unis, de sonder le gouvernement américain sur le concours qu'on pouvait en attendre, dépêchait, par air, à Washington, le colonel Jacomy pour tenter d'obtenir des armements et des avions. En même temps, le général Catroux demandait au général Mittelhauser, commandant l'armée française du Levant, de lui envoyer tous les avions dont il pouvait disposer.

La réponse américaine précisait que, même en cas d'agression japonaise contre l'Indochine, les États-Unis ne pourraient intervenir (1). Le 20 juin, nous acceptons le contrôle japonais

(1) Dans une déclaration faite à la presse le 1^{er} août 1945, à Moscou, à l'occasion du procès Pétain, où son rôle en Indochine en 1940 avait été évoqué, le général Catroux, aujourd'hui ambassadeur de France en U. R. S. S., a apporté les précisions suivantes sur la réponse amé-

à la frontière sino-indochinoise et reconnaissances, comme l'Angleterre avait dû le faire en juillet 1939, « les intérêts dominants du Japon en Extrême-Orient dans le domaine économique comme dans le domaine politique ». Il s'agissait de temporiser dans des circonstances extrêmement délicates, afin de prévenir une agression nipponne.

Le général Catroux voyait s'écrouler les espoirs qu'il avait formés. La Grande-Bretagne, obligée de rappeler en Europe une partie de sa flotte d'Extrême-Orient, rendait ainsi inapplicable l'accord de défense franco-britannique de juillet 1939, aux termes duquel la Grande-Bretagne devait coopérer à la défense navale de notre Empire. Le 17 juillet 1940, espérant éviter l'adhésion du Japon à l'Axe, elle consentait à arrêter le trafic des armes par la célèbre route de Birmanie et à mettre fin au ravitaillement de la Chine par Hong-Kong, mesure qui n'empêcha d'ailleurs pas le gouvernement de Tokio d'adhérer solennellement au pacte germano-italien deux mois après. Aux États-Unis, la mission du colonel Jacomy n'avait pas plus de succès.

Le gouvernement de Clermont-Ferrand-Vichy, mis au courant de l'activité du général Catroux, lui intimait l'ordre de remettre son poste au vice-amiral Decoux. Ce dernier, pourtant, ne paraissait pas décidé à remplacer le général Catroux et acceptait d'envoyer à Vichy un télégramme commun dans lequel tous deux déclaraient qu'« il n'était pas opportun de changer de gouverneur général en ce moment ».

Le général Catroux était soucieux de gagner du temps dans l'espoir, de plus en plus fragile, de l'assistance américaine. Il définissait ainsi sa politique : « Mon but est de conserver

ricaine à sa demande d'assistance. Le département d'État répondait que « le gouvernement des États-Unis ne croyait pas pouvoir entrer en conflit avec le Japon ». L'ambassadeur de France ayant fait observer à son interlocuteur, le sous-secrétaire d'État que, dans ces conditions, il ne restait plus qu'à fermer la frontière de Chine, celui-ci répondit : « Je ne vous répondrai pas officiellement, mais c'est ce que je ferais à votre place. » Quant à l'achat de matériel de guerre, le sous-secrétaire d'État déclara que la mission envoyée par le général Catroux serait « la bienvenue, comme le serait celle de tout autre gouvernement ami ».

l'Indochine à la France sans les armes, si je le puis, et avec les armes dans le cas contraire. » Aussi fut-il contraint d'accepter une mission japonaise chargée de contrôler les opérations de transit ferroviaire, fluvial ou aérien avec la Chine, ainsi que la fermeture totale de la frontière sino-indochinoise dans les deux sens.

Peu de temps après, une mission japonaise, placée sous les ordres du général Nishihara, arrivait à Hanoï, le 29 juin et installait aussitôt des postes de contrôle à Haïphong, Ha-Giang, Lao-Kay, Cao-Bang et Fort-Bayard. Cette mission fait aussitôt preuve d'une inquiétante activité et va jusqu'à proposer la conclusion d'un traité défensif assurant à la France «l'intégrité» de l'Indochine en échange du libre passage des troupes et du matériel japonais et de l'utilisation de certains aérodromes.

Le général Catroux refusa de prendre ainsi position contre la Chine de Tchang Kaï Tchek et se borna à rappeler les concessions déjà faites.

Cependant Vichy avertissait Tokio que le général Catroux était remplacé par l'amiral Decoux dont l'attitude s'était modifiée.

Le 20 juillet, le ministre des Colonies Lémery révoquait le général Catroux qui allait rejoindre à Londres le général de Gaulle.

L'opinion publique avait soutenu unanimement le général Catroux. Dans tous les pays de l'Union indochinoise, les chefs militaires avaient proclamé leur volonté de continuer la lutte. Planteurs et commerçants s'étaient montrés prêts à fournir l'effort financier exigé par le réarmement de l'Indochine. A bord même du *La Motte-Picquet*, l'un des officiers, le capitaine de corvette Jubelin, avait, au début de juillet, rallié ses camarades au projet de gagner immédiatement Singapour. Le jour où le croiseur devait appareiller avait été choisi. Ce devait être, hélas! le jour où parvenait en Indochine la nouvelle de Mers-el-Kébir! L'équipage revint sur sa décision, et le navire resta à l'ancre. Quelque temps après, le commandant Jubelin, après une évasion sensationnelle, réussissait à rejoindre Singapour en avion de tourisme.

L'épisode malheureux de Mers-el-Kébir, survenu au

moment même où la Grande-Bretagne était dans l'impossibilité d'aider l'Indochine et où les États-Unis se dérobaient, tandis que le Japon se montrait de plus en plus pressant, découragea les bonnes volontés. Certes, les témoignages d'active sympathie ne manquèrent pas au général Catroux au moment de son départ, mais la prise de pouvoir de l'amiral Decoux se fit dans le plus grand calme : l'Indochine livrée à elle-même et déçue dans ses espoirs devait s'incliner.

Le 2 août, M. Matsuoka, nouveau ministre des Affaires étrangères du Japon, remettait à M. Arsène Henry un aide-mémoire dans lequel il sommait l'Indochine d'assurer le passage des troupes japonaises vers le Yunnan et de leur accorder l'utilisation de plusieurs aérodromes. L'aide-mémoire ajoutait que, si ces demandes n'étaient pas acceptées, le gouvernement nippon se verrait dans l'obligation de donner à son armée l'ordre de forcer le passage.

Le 3 août, Washington était informé des nouvelles prétentions japonaises. Le 18, Vichy demandait aux États-Unis d'intervenir à Tokio pour préciser que, si l'Indochine devait accorder le passage aux troupes japonaises, le gouvernement américain considérerait cette expédition comme essentiellement temporaire et limitée à la durée des opérations en territoire chinois. M. Sumner Welles, alors sous-secrétaire au département d'État, repoussait cette demande, en ajoutant toutefois : « Nous comprenons la situation de la France et, du moment que nous ne sommes pas en mesure de lui venir en aide, nous ne nous croyons pas en droit de lui reprocher d'accorder au Japon des facilités militaires. »

L'amiral Decoux essaya alors de temporiser. Les négociations se poursuivirent pendant tout le mois d'août, parallèlement à Hanoï et à Tokio. Elles aboutirent le 4 septembre à la signature d'un accord militaire dont l'entrée en vigueur nécessitait pourtant un certain délai. Inquiétés par le ralliement de la Nouvelle-Calédonie, les Japonais présentaient entre temps un nouvel ultimatum à l'amiral Decoux, qui câblait à Washington pour demander l'assistance des États-Unis. Le département d'État faisait savoir que l'envoi d'un ultimatum à l'Indochine pourrait avoir des conséquences fâcheuses sur

l'opinion américaine. A Londres, Lord Halifax faisait une déclaration analogue. Le gouvernement japonais retira l'ultimatum. Les négociations se poursuivaient.

Mais, le 15 septembre, nouvelles demandes comportant la cession de bases navales, ainsi qu'une révision des droits de douane pour assurer « une coopération économique plus étroite avec l'Indochine ». Le 19, le Japon donnait cinq jours à l'amiral Decoux pour répondre à ces exigences et se livrait, le 21, à une démonstration navale dans le golfe du Tonkin. Un nouvel appel, sans résultat immédiat, était lancé à Washington. Dans la nuit du 22, l'amiral Decoux, cédant à la force, acceptait les conditions japonaises.

Au moment même où cet accord était signé, l'armée japonaise du Kuang-Si s'en déclarait insatisfaite et attaqua dans la nuit les avant-postes français à Dong-Dang, Pho-bin-Già et Than-Moi. Le lieutenant-colonel Louvet, marchant en parlementaire au devant des troupes, tombait le premier. Une lutte confuse suivit, au cours de laquelle nous perdîmes près de huit cents hommes. Langson tombait le 26, tandis qu'une démonstration navale devant la position de Do-Son couvrait le débarquement de deux mille hommes dans la région de Haïphong consacrant ainsi l'occupation de fait du Tonkin. Un avion japonais lançait « par erreur » trois bombes sur le quartier de la gare de Haïphong, faisant de nombreuses victimes. L'aviation japonaise vint aussitôt occuper les aérodromes civils de Haïphong et de Gia-Lan, près de Hanoï, un troisième aérodrome de moindre importance étant également mis à leur disposition. La période des négociations était définitivement terminée.

Le gouvernement de Vichy, en la personne du ministre des Affaires étrangères Baudoin, s'efforça de cacher à l'opinion française la gravité des incidents qui avaient marqué les négociations et de travestir le caractère véritable des accords conclus. Dans une déclaration relative aux événements d'Indochine, Baudoin disait hypocritement : « *Dans l'ordre militaire, des facilités sont données à l'armée japonaise. Elles doivent être temporaires, exceptionnelles, uniquement valables pour la durée du conflit sino-japonais. L'exécution de l'accord signé*

hier à Hanoï a été endeuillée par un grave incident par suite de la hâte d'éléments militaires japonais ou du retard dans la transmission des ordres du côté français. Dans une rencontre avec des forces françaises, il y a eu des pertes de part et d'autre ; un lieutenant-colonel français aurait trouvé la mort. » Y eut-il jamais langage gouvernemental aussi couard ?

Le 23 septembre, M. Cordell Hull protestait publiquement au nom des Etats-Unis et annonçait l'embargo sur les essences d'avion et les ferrailles à destination du Japon. Le Japon n'en adhérait pas moins à l'axe le 27 septembre 1940.

L'Indochine devait donc se résigner à l'occupation japonaise, ce qui ne voulait pas dire qu'elle s'y soumît. De la structure propre du pays, rien n'était encore modifié, ni administrativement, ni militairement. S'il y avait contact entre les Français et les Indochinois d'une part les Japonais d'autre part, il n'y avait pas collaboration, bien au contraire. En particulier, s'il n'est pas encore possible d'étudier dans le détail les erreurs psychologiques grossières commises par les Japonais à l'égard des Indochinois, on peut déjà indiquer combien ils heurtèrent la sensibilité annamite. Dès octobre 1940, des Annamites ont été torturés, battus à coup de plat de sabre, suspendus par les pouces ou passés à la baïonnette.

Mais à peine la question des rapports nippo-indochinois était-elle réglée dans le nord de la colonie que le sud était à son tour menacé. Poussé par le Japon, le Siam réclamait les territoires cambodgiens de Battambang, Sisophon, Siem-Réap, ainsi qu'une partie du Laos. Le 19 août, Luang Pibbul Songgram, apprenti-dictateur du Siam devenu Thaïland, déclarait que son pays allait assurer la protection des Thaï résidant en Indochine et faisait valoir les revendications territoriales du Siam. Le 5 octobre, il renouvelait ses revendications. Le 23 novembre, les troupes siamoises attaquaient sans succès le village-frontière de Poipet. L'Indochine répondit en concentrant ses troupes à la frontière. Nos avions bombardèrent quelques aérodromes ainsi que la ville de Lakkon. A partir de ce moment, les actes d'hostilité se multiplièrent. Nos troupes et notre aviation y répondaient par des bombardements de représailles. Enfin, le 9 janvier, après de violentes escar-

mouches, les hostilités furent ouvertes entre les deux pays. Le 15 janvier, le capitaine de vaisseau Béranger, allait chercher, par une manœuvre hardie, la flotte siamoise au fond du golfe du Siam et coulait ou endommageait la totalité des navires thaïlandais au large de Koh Chang.

Dans la nuit du 17 au 18 janvier, la division française du Cambodge était attaquée par les Siamois, très supérieurs en nombre et en armement. Malgré la magnifique attitude de nos soldats, il nous fallut céder du terrain. Notre aviation, pourtant très inférieure en qualité de matériel, combattit avec une vaillance égale. Rien n'était plus étrange que ces duels de chasseurs au-dessus des temples d'Angkor, ces missions de bombardement sur les paisibles rives du Mékong, ces avions désarmés qui allaient se perdre dans une jungle où nul ne les retrouverait ! Le prestige blanc recevait là de rudes atteintes. Il allait bientôt en recevoir de plus durables. Prise de Langson, campagne du Siam, ces événements préludèrent à la poussée nipponne dans le Pacifique.

Le 18 janvier, des négociations étaient engagées entre la France et le Siam, en vue de mettre fin aux hostilités. Le 23 janvier, le Japon imposait en même temps que sa médiation, la conclusion d'un armistice qui fut accepté le 24 par le Siam et signé le 31 par la France.

Aux termes de cet armistice, la France acceptait l'établissement d'une zone neutre réalisée par un repli de dix kilomètres, mais les troupes siamoises en profitèrent pour avancer d'autant, faisant dans leur avance un grand nombre de prisonniers sans combat. Ces prisonniers furent parqués dans des baraquements installés derrière les grilles du jardin zoologique de Bangkok, tandis que la foule siamoise venait à longueur de journée contempler les captifs qui ne devaient pas être relâchés avant le mois de juin 1941.

Le 4 février, s'ouvrit à Tokio la conférence de paix franco-siamoise sous la présidence de M. Matsuoka, ministre des Affaires étrangères du Japon, M. Matsuoka déclara que son pays avait offert sa médiation, car il considérait comme une nécessité historique l'établissement d'une « sphère de prospérité commune » en Extrême-Orient. Ce thème devait être



Carte de l'Indochine.



Hanoi : Vue générale.

Vue aérienne de Saigon.





Le 5^{me} R. T. T. à Lang-Son.



Séance de travail à la Conférence de Brazzaville. Février 1944.

amplement exploité par la propagande nippone à l'usage des pays d'Asie.

Au bout d'une dizaine de jours, M. Arsène Henry, jugeait inutile de poursuivre les négociations et protestait contre la présence de soixante navires de guerre japonais dans le golfe du Siam. Le 21 février, le gouvernement de Vichy rompait les négociations. Le Japon insista alors pour que l'armistice fût prolongé jusqu'au 7 mars. La délégation française conduite par M. Robin, ancien gouverneur général de l'Indochine, défendait point par point les intérêts qui lui étaient confiés. Le Siam, encouragé par l'attitude japonaise, malgré une campagne dont le bilan n'était guère en sa faveur, réclamait tous les territoires acquis par la France à la suite des négociations franco-siamoises de 1894, 1904 et 1907, tandis que M. Matsuoka précisait que, passé le délai accordé au gouvernement français pour répondre aux offres siamoises, le gouvernement nippon se verrait obligé d'avoir recours à des mesures de force. Le chantage était complet.

Le 6 mars, la France, le Siam et le Japon annoncèrent qu'ils étaient d'accord sur les principaux points contestés. Le 10 mars, le traité était conclu et signé à Tokio, le 9 mai 1941. L'Indochine perdait au nord tout le territoire laotien situé à l'ouest du Mékong, l'Île de Khone et au sud, les provinces de Battambang, Sisophon et Siem-Réap.

Le même jour, le Japon faisait signer aux représentants de la France un protocole concernant la garantie réciproque et l'entente politique entre la France et le Japon. Il y était dit notamment : *« Le gouvernement français s'emploiera au maintien de la paix en Extrême-Orient et, en particulier, à rétablissement de rapports amicaux de bon voisinage, ainsi qu'au développement de relations économiques étroites entre l'Indochine française et le Japon. »*

« Le gouvernement français déclare en outre qu'il n'entend contracter au sujet de l'Indochine française aucun accord ou entente avec une tierce puissance, prévoyant une coopération politique, économique ou militaire de nature à l'opposer directement ou indirectement au Japon. »

Le lendemain de la signature de ce traité, M. Matsuoka

partait pour Berlin où il reçut sans doute les encouragements qu'il désirait : quatre mois plus tard, en juillet-août 1941, l'occupation totale de l'Indochine était décidée.

Le 14 juillet 1941, l'ambassadeur du Japon auprès du gouvernement de Vichy, M. Kato, remettait à celui-ci une proposition de « coopération japonaise pour la défense de l'Indochine ». Dans le mémorandum qui accompagnait cette note, le gouvernement japonais faisait savoir qu'il avait l'intention d'envoyer, sans aucune limitation de nombre, des unités navales et des formations aériennes en Indochine méridionale et d'y utiliser des bases maritimes et des aérodromes. Une fois de plus, le gouvernement de Vichy se tourna vers le gouvernement des États-Unis. Celui-ci refusa de renoncer à sa position de neutralité.

Le 28 juillet, le débarquement japonais commençait dans le sud de l'Indochine « afin de réaliser une coopération mutuelle pour la défense commune de l'Indochine contre les attaques des Gaullistes, des Chinois et des Britanniques ».

Dès ce moment, les missions japonaises, économiques et diplomatiques, se multiplièrent.

Enfin, le 9 décembre 1941, deux jours après l'agression de Pearl Harbour contre la flotte américaine, un nouvel accord militaire concernant la défense commune de l'Indochine française par le Japon et la France était signé à Hanoï. Très détaillé, cet accord donnait, en fait, aux généraux nippons le contrôle total de l'Indochine et leur permettait d'en utiliser les installations militaires et portuaires. L'Indochine allait vivre sous ce régime jusqu'au 9 mars 1945.

On ne peut reprocher à l'amiral Decoux d'avoir accepté de bon gré la mainmise du Japon sur l'Indochine. On ne peut reprocher ni à nos fonctionnaires, ni à nos militaires, ni à nos colons, d'avoir collaboré avec l'ennemi, bien au contraire. S'il n'est pas encore possible de divulguer toutes les formes que prit la résistance indochinoise, nous savons pourtant aujourd'hui comment l'armée se tenait prête à résister à tout nouvel ultimatum.

Dans les milieux annamites, malgré la propagande japonaise qui se manifeste aussi bien par la presse et la radio que dans

les écoles, la collaboration n'a guère trouvé de partisans.

Trois organisations politiques jouent actuellement un rôle important dans la résistance indochinoise. Toutes trois réclament de longue date l'indépendance de l'Indochine, mais soutiennent, pour des raisons diverses, la cause alliée. Ce sont le parti Viet Minh ou ligue de l'Indépendance de l'Indochine, traqué par les Japonais, le parti révolutionnaire indochinois ou Dong Minh Hoï, en rapport étroit avec la Chine et surtout avec le gouvernement du Yunnan, et enfin le parti communiste. La plupart de leurs chefs ont été formés dans nos universités. La nature des liens qui leur semblent devoir rattacher l'Union indochinoise à la France sont surtout d'ordre spirituel et intellectuel. Mais la politique intérieure de l'amiral Decoux, basée sur l'adhésion complète aux institutions de Vichy, était en contradiction totale avec l'évolution naturelle du pays.

Depuis les accords économiques de Mars 1943, on peut dire que l'économie indochinoise est pratiquement entre les mains des Japonais qui l'utilisent sans tenir compte des besoins les plus urgents de l'Indochine. C'est ainsi que la culture des textiles a été développée au détriment de celle du riz. Le Tonkin en est réduit à une quasi-famine, entretenue par le manque de communications entre le Sud et le Nord. Le marché noir tend à se substituer au marché légal. La hausse des prix conduit à une inflation qui compromet gravement l'équilibre budgétaire.

Enfin, le 9 mars 1945, le Japon jetait le masque et annexait l'Indochine en en faisant une « province autonome de l'Empire nippon ». L'ambassadeur Matsumoto remettait un ultimatum à l'amiral Decoux. Aussitôt après, les amiraux Decoux et Bérenger, les généraux Aymé et Mordant, ainsi que M. de Boisanger et d'autres fonctionnaires de rang élevé, étaient mis en état d'arrestation. Malgré la résistance active d'une partie de l'armée, les Japonais se rendaient maîtres de nos casernes et de nos cantonnements. Ils plaçaient alors toute la population française sous surveillance, et nommaient au Tonkin un gouvernement annamite dont le rôle est actuellement difficile à définir. Quelles que soient ses ambiguïtés, l'oppression nipponne, elle, est un fait indiscutable

Mais il ne serait pas dit que l'Indochine coupée du monde extérieur depuis 1940, malgré les très faibles moyens dont elle disposait, resterait impassible devant le coup de force japonais. Une partie de l'armée parvint à s'échapper. Dès le 8 mars au soir, le général Sabattier, commandant la division du Tonkin, avait été prévenu de l'éventualité imminente d'un coup de force japonais destiné essentiellement à désarmer les troupes françaises d'Indochine. Il envoya un ordre d'alerte qui détermina le mouvement des troupes.

Les garnisons de l'Annam, de la Cochinchine et du Cambodge, malgré leur belle résistance individuelle, en particulier à Hué, furent maîtrisées. Pour échapper à l'emprise japonaise, il leur eût fallu en effet traverser toute l'Indochine du sud au nord. C'est donc au Tonkin que les opérations prirent une extension particulière. Les détachements, obéissant aux ordres du général Sabattier, se divisèrent en deux groupes : celui de la rivière Noire et celui de la rivière Claire. Un certain nombre de sous-groupes servaient de flancs gardes dans les régions de Monkay, de Tuyen-Quang et du plateau de Tran-ninh. Leur mission essentielle était de conserver le contrôle et la libre disposition des terrains d'aviation de Dien-Bien-Phu et de Trai-Hut. En même temps, ils empêchaient les communications entre les troupes japonaises du Tonkin et celles du Kuang-Si en Chine méridionale.

Les combats de Monkay, où s'illustra le lieutenant-colonel Lecocq, et de Dong-Dang, où une partie de la garnison fut décapitée, après une reddition que les Japonais avaient chèrement payée, sont parmi les plus dignes d'entrer dans l'histoire de la résistance avec ceux du poste de Ha-Koi, commandé par le capitaine Régnier. Dans tous ces postes de la frontière, nos troupes ne succombèrent que devant la supériorité du nombre et de l'armement. Encore, certains effectifs, aussi bien européens qu'annamites, parvinrent-ils à s'échapper pour rejoindre le gros de nos forces. C'est ainsi que l'ensemble de la garnison de Monkay, malgré la perte de son chef tué durant le combat, parvint à se replier dans la région des Cent Mille Monts, sur la frontière chinoise, où elle se joignit à un groupe de guérillas chinois avec lequel elle se livra à diverses

attaques sur des colonnes et des convois ennemis.

Le principal groupe, celui de la rivière Noire, commandé par le général Alessandri, s'était constitué dans la région de Tong-Sontay, où cantonnaient un régiment de la Légion étrangère, et des unités d'infanterie coloniale, ainsi qu'un groupe d'aviation. Depuis 1942, une école d'officiers y avait été créée. Ce groupe franchit sans trop d'encombre la rivière Noire, mais dut abandonner en partie son artillerie. Progressant par des pistes montagneuses, il réussit à rejoindre la région de Moc-Chau où il délivra un groupe de prisonniers chinois, qui, pendant quinze jours, sous les ordres d'officiers français, mena un combat de guérillas dans les lignes japonaises. L'ensemble du groupe battit en retraite sur Son-La, Dien-Bien-Phu, Phong-Saly, conservant ainsi les principaux postes de ravitaillement.

Dans le Haut-Laos, ainsi que dans la région des Plateaux Moïs, nos troupes harcelèrent les Japonais, puis établirent le contact avec le gros de l'armée.

Le mouvement de résistance militaire trouva un appui actif auprès des populations locales qui s'offrirent un peu partout à les guider et à les ravitailler. En particulier, deux mille volontaires laotiens se mirent immédiatement à la disposition de notre armée, malgré la répression japonaise qui s'exerça cruellement sur les villes de Savannaket, de Thakek et de Luang-Prabang.

Dans l'ensemble, les isolés qui réussirent à gagner la frontière furent très appuyés par les populations annamites et les chefs de villages de la Haute-Région, tandis que d'autres témoignages précieux de la fidélité indochinoise étaient prodigués dans les grandes villes aux familles européennes. De nombreux mandarins mirent tout en œuvre pour conserver les règles de l'administration française en Indochine, malgré la mise en surveillance ou l'emprisonnement des administrateurs français. De même, les tirailleurs à qui la liberté de quitter l'armée avait été donnée préférèrent dans la plupart des cas continuer le combat.

L'ensemble de ces faits suffit à prouver la volonté de résistance de l'Indochine, résistance particulièrement méritoire,

car l'armement des troupes qui ont ainsi combattu pendant plusieurs mois n'avait évidemment pas été renouvelé depuis 1940. De notre aviation, déjà si faible au moment de l'armistice, il n'était plus question en 1945, quoique quelques vieux Potez 25, biplans, aient encore réussi à opérer des liaisons jusqu'au dernier jour, l'un d'eux réussissant à ramener en Chine un major américain, commandant d'un groupe de chasse, abattu au cours d'un raid américain sur les troupes japonaises du Tonkin. Le pilote français et son avion disparurent d'ailleurs au retour. On imagine quel atout dans le jeu allié en Extrême-Orient aurait été en 1940 une Indochine fortement armée!

L'Indochine pose à la France un problème d'ordre international et intérieur à la fois. Il n'entre pas dans le cadre de ce livre d'en étudier les divers aspects. Qu'il suffise de rappeler les mesures prises pour remédier aux conséquences de la politique de carence et d'isolement, à laquelle l'armistice de 1940, entraînant nos alliances, condamnait l'Indochine.

Au lendemain de l'agression de Pearl Harbour, le 9 décembre 1941, le Comité national de Londres, fidèle aux alliances de la Nation, déclarait la France libre en guerre avec le Japon. Le ralliement au général de Gaulle, dès 1940, de nos Etablissements du Pacifique et d'Océanie, allait prendre toute son importance. Le contre-amiral Thierry d'Argenlieu, commissaire national délégué dans le Pacifique, chargé de représenter la France en Extrême-Orient, et d'assurer la défense de tous les territoires relevant du Comité national français dans le Pacifique, recevait l'ordre de concourir à l'effort interallié par tous les moyens dont il disposait et de se tenir, à cet effet, en liaison étroite avec les autorités britanniques, américaines, australiennes, néo-zélandaises et hollandaises. Le Comité faisait en outre appel à toute la population civile et militaire de l'Indochine pour résister par tous les moyens en son pouvoir à l'agression japonaise.

Le 29 août 1943, le Comité français de la Libération nationale à Alger accordait son patronage à l'Association nationale pour l'Indochine française. « Ainsi s'affirmait la volonté des pouvoirs publics de mener de pair la lutte pour la libération de la métropole et celle pour la délivrance du plus beau, du

plus peuplé, du plus riche des territoires coloniaux français », écrivait M. Pleven, alors commissaire aux Colonies.

Le 8 décembre 1943, à l'occasion du second anniversaire de la déclaration de guerre de la France libre au Japon, M. Pleven définissait les grandes lignes du statut futur que la France accorderait à l'Indochine libérée du joug nippon.

« La France, disait-il, saura se souvenir de l'attitude fière et loyale des peuples indochinois, de la résistance qu'ils ont, à nos côtés, opposée au Japon et au Siam, de la fidélité de leur attachement à la communauté française. A ces peuples, qui ont su ainsi affirmer à la fois leur sentiment national et leur sens de la responsabilité politique, la France entend donner au sein de la communauté française un statut politique nouveau, où, dans le cadre de l'organisation fédérale, les libertés des divers pays de l'Union seront étendues et consacrées ; où le caractère libéral ces institutions sera, sans perdre la marque de la civilisation et des traditions indochinoises, accentué ; où les Indochinois, enfin, auront accès à tous les emplois et fonctions de l'État. »

Le 25 mars 1945, le gouvernement publiait une déclaration annonçant à l'Indochine son statut futur dans l'Union française, dont le général de Gaulle avait tracé les grandes lignes un mois auparavant, à l'occasion de la fête du Têt. C'était là un acte d'un caractère particulièrement solennel puisque, pour rendre publiques ses intentions, le gouvernement choisissait le moment où la réaction héroïque de l'Indochine au coup de force japonais confirmait sa vocation à la personnalité politique. C'était aussi un acte d'une portée exceptionnelle, puisqu'il marquait un tournant décisif dans l'orientation de notre politique coloniale en commençant par le pays le plus préparé à en bénéficier. D'une manière très symbolique, l'expression d'Union française, fondement juridique des futurs rapports entre la métropole et les territoires d'outre-mer, était employée pour la première fois.

Après avoir rappelé les promesses faites antérieurement et les principes généraux énoncés à Brazzaville, la déclaration gouvernementale précisait la nature des rapports de l'Indochine avec la métropole en ces termes : *« La Fédération indochinoise formera avec la France et avec les autres parties de*

la Communauté une « Union française » dont les intérêts à l'extérieur seront représentés par la France. L'Indochine jouira, au sein de cette Union, d'une liberté propre.

« Les ressortissants de la Fédération indochinoise seront citoyens Indochinois et citoyens de l'Union française. A ce titre sans discrimination de race, de religion ou d'origine et à égalité de mérites, ils auront accès à tous les postes et emplois fédéraux, en Indochine et dans l'Union. »

La déclaration précisait les responsabilités respectives de la Fédération indochinoise et de l'Union française sur le plan politique, militaire, social et économique.

Sur le plan politique, l'Indochine aura son gouvernement fédéral propre, présidé par le gouverneur général, représentant de l'Union française, et composé de ministres choisis parmi les citoyens indochinois et les Français résidant en Indochine. Le gouvernement fédéral sera assisté d'une assemblée élue jouissant de larges attributions en matière budgétaire et législative. Les libertés démocratiques de pensée, de presse, d'association, de réunion, formeront la base des lois indochinoises. Les pays qui constituent la Fédération, l'Annam, le Tonkin, le Cambodge, le Laos et la Cochinchine, conserveront leurs caractères propres ; mais leurs gouvernements seront réformés et alignés sur celui de la Fédération.

Dans le domaine de la défense nationale, la Fédération organisera, dans le cadre du système général de défense de l'Union française, ses forces de terre, de mer et de l'air.

Le progrès culturel et social ira de pair avec le progrès politique. L'enseignement primaire sera rendu obligatoire, les enseignements secondaire et supérieur seront développés, sans préjudice de la langue et de la pensée locales dont l'étude sera étroitement associées à celle de la culture française. Le syndicalisme sera encouragé et la main-d'œuvre effectivement protégée par le développement de l'inspection du travail.

Dans le domaine économique, la Fédération indochinoise jouira d'une large autonomie propre à lui permettre d'atteindre son plein développement agricole, commercial et surtout industriel.

Enfin, se plaçant à un point de vue plus général, la décl-

ration du 25 Mars concluait en ces termes : « *La Fédération indochinoise, dans le système de paix de l' Union française, jouira de la liberté et de l'organisation nécessaires au développement de toutes ses ressources. Elle sera à même de remplir dans le Pacifique le rôle qui lui revient et de faire valoir, dans l'ensemble de l'Union française, la qualité de ses élites.* »

La France montrait ainsi sa volonté de donner satisfaction aux justes aspirations des peuples d'Indochine en conciliant ses intérêts et les exigences d'une évolution nécessaire. Dans un monde redevenu libre, c'est l'assurance du développement politique et économique d'un des plus beaux pays de l'Extrême-Orient. C'est aussi la consécration de l'esprit de résistance de l'Indochine à l'envahisseur nippon, malgré cinq ans d'occupation et de manœuvres. Il était juste que l'expression « Union française » entrât en vigueur à propos de l'Indochine.

CHAPITRE X

UNE GRANDE ÉTAPE : LA CONFÉRENCE AFRICAINE FRANÇAISE DE BRAZZAVILLE

Au milieu des épreuves et des déchirements qui marquèrent les étapes de sa libération, la France aura connu une légitime fierté et un grand encouragement. A aucun moment, en quelque continent ou en quelque île que ce soit, elle n'aura eu à douter de la confiance des populations autochtones vivant sous son pavillon. Jamais notre éclipse passagère ni la diversité temporaire d'allégeances ne furent prétextes à défection. Ce sera l'honneur de nos administrateurs des colonies d'avoir réussi à ne jamais laisser confondre Vichy et la France.

Depuis Turenne, on a souvent dit qu'il est plus difficile de conserver un pays conquis que de le conquérir. Si ces terres lointaines de France nous sont demeurées fidèles dans le malheur, c'est probablement que nous n'avons pas oublié nos responsabilités.

Jetons un regard sur l'histoire de notre action coloniale et sur celle des hommes à qui nous devons l'Empire. Une véritable vocation civilisatrice guidait ces hommes qui méritèrent d'être appelés des pacificateurs au sens strict du mot. Les noms des plus illustres d'entre eux sont autant de témoignages : Gallieni, Joffre, Savorgnan de Brazza, Marchand, Gentil, Binger, Lamy, Archinard, Laperine, le Père de Foucauld, Lyautey.

A leurs côtés, c'est la cohorte des bâtisseurs anonymes, administrateurs, soldats, colons, ingénieurs, missionnaires, médecins, instituteurs, dont le labeur au sein de la société indigène a donné à la communauté impériale française sa

physionomie propre. Comment expliquer les « conquêtes » de ces explorateurs-colonisateurs, pratiquement laissés à eux-mêmes sans moyens matériels et, souvent, sans grand appui politique, si ce n'est par le seul rayonnement de leur personnalité? Ce prestige moral, fait d'éléments divers, courage, droiture, justice, auxquels l'instinct des populations autochtones ne se trompe pas, a survécu aux temps héroïques. « Tu me rappelles les grands Blancs d'autrefois », disait un vieux chef du Tchad en accueillant le général de Gaulle lors d'une de ses premières visites à ce territoire en 1940.

Mais nous vivons à une époque où l'on raisonne froidement du problème colonial, et où seuls les chiffres comptent lorsqu'il s'agit d'apprécier le développement économique ou social d'un pays.

Certes, notre idéal colonial a toujours été l'émancipation des populations qui nous étaient confiées. Mais n'aurions-nous pas tendance à confondre sentiments et bilans et à nous payer de mots? Non pas, car si notre œuvre comportait des lacunes, si des problèmes restaient encore à résoudre, nous étions décidés[^] à les attaquer de front.

Le 30 janvier 1944, en pleine guerre et avant que ne fût commencée la libération de la métropole, le gouvernement réunissait une conférence africaine française à Brazzaville ; Brazzaville, capitale de la France restée dans la guerre et, selon les mots mêmes du général de Gaulle « refuge de notre honneur et de notre indépendance ».

« La conférence de Brazzaville démontre que nous entendons que, de même qu'elles prirent leur part à nos malheurs, les populations françaises ou autochtones de notre Empire soient pleinement associées aux bienfaits que nous espérons de notre renouveau, Ainsi s'exprimait M. René Plevin, alors commissaire aux Colonies du gouvernement provisoire de la République à Alger, dans le discours d'inauguration des travaux de la conférence dont il fut le principal animateur.

Consacrée avant tout aux terres françaises d'Afrique et de Madagascar, en raison de l'absence forcée de l'Indochine et des difficultés de déplacement des chefs des territoires éloignés, la conférence de Brazzaville se distinguait de réunions ana-

logues tenues dans le passé, telles que les conférences impériales de 1934 et 1937 consacrées aux problèmes économiques. S'adressant aux gouverneurs généraux et gouverneurs d'Afrique Noire rassemblés pour la première fois depuis les événements de 1940, en présence des délégués de l'Assemblée consultative provisoire et des observateurs envoyés par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, M. Pleven en définissait l'objet en ces termes :

« Votre présence nous permet de faire de cette conférence africaine française ce que nous voulons en premier lieu qu'elle soit : l'affirmation de notre foi en la mission de la France en Afrique, de notre conviction que les Français portent en eux l'aptitude, la volonté et la force de la mener à bien, enfin l'affirmation de notre volonté de prendre nous-mêmes, et surtout sans les partager avec aucune institution anonyme, les immenses mais exaltantes responsabilités qui sont nôtres, vis-à-vis des races qui vivent sous notre drapeau.

« Un demi-siècle a suffi à la France pour faire régner sur ces immenses territoires l'ordre et la paix, pour les couvrir des institutions de l'éducation, de l'assistance, de l'apostolat et des réalisations techniques que notre ambition veut toujours plus nombreuses, plus appropriées au but. Nous n'écartons pas le principe et, au contraire, nous recherchons dans tous les domaines la collaboration internationale et surtout celle de nos voisins. Nous lisons de temps à autre que cette guerre doit se terminer par ce qu'on appelle un affranchissement des peuples coloniaux. Dans la grande France coloniale, il n'y a ni peuples à affranchir ni discriminations raciales à abolir. Il y a des populations qui sentent français et qui veulent prendre, et à qui la France veut donner, une part de plus en plus large dans la vie et les institutions démocratiques de la communauté française. Il y a des populations que nous entendons conduire, étape par étape, à la personnalité, pour les plus mûres, aux franchises politiques, mais qui n'entendent connaître d'autre indépendance que l'indépendance de la France. »

Il s'agissait donc, après avoir dressé le bilan des résultats déjà obtenus, d'élaborer la substance du plan qui devait désormais inspirer notre politique coloniale. Les problèmes les plus variés dans le domaine politique, administratif, social, écono-

mique, avaient été préalablement soumis à l'examen des membres de la conférence. Après une semaine de travail et de discussions, la conférence énonçait les recommandations qui allaient servir de base à notre action future.

Dans le domaine politique et administratif, la conférence africaine recommandait l'accession aussi rapide que possible des populations autochtones à la responsabilité.

Sur le plan local, des conseils représentatifs, dotés de larges attributions allant jusqu'au vote du budget, seront institués là où ils n'existent pas encore, afin d'associer étroitement ces populations à la gestion des affaires de leur pays. La forme et la composition de ces organismes représentatifs seront évidemment fonction du degré d'évolution des habitants. L'extension la plus large du droit de suffrage était recommandée comme le meilleur moyen de développer chez les élus le sens de l'intérêt général et de faire leur apprentissage des affaires publiques. Les institutions naturelles et traditionnelles devaient être respectées partout où elles pouvaient servir d'armature politique et administrative.

Sur le plan impérial ou, pour reprendre une expression qui fut mise en avant à la Conférence, fédéral, la représentation de chaque territoire-membre de la communauté française, et non plus seulement des « vieilles colonies », devra être assurée au sein des assemblées métropolitaines. La solidarité d'intérêt et de liens spirituels existant entre la France, « sœur aînée de la famille », et ses provinces d'outre-mer trouvera ainsi son expression politique.

« Libérer l'homme de la misère, de la maladie et de l'ignorance », telle était la devise de la conférence en matière sociale. L'octroi de droits politiques à des peuples encore primitifs ou tard venus à la civilisation risquerait fort de n'être qu'une duperie si ceux-ci n'étaient pas préparés à s'en servir. Les résolutions adoptées par les assises de Brazzaville dans ce domaine tendent précisément à mener de front cette évolution sociale, économique et morale, sans laquelle l'évolution politique n'engendre que déséquilibre et révolte.

La conférence s'attaquait avec hardiesse aux problèmes sociaux. « Le respect et le progrès de la vie indigène seront à

la base de toute notre politique coloniale et il faudra nous soumettre absolument aux exigences que cela comporte », déclarait le programme soumis à l'examen des gouverneurs. « Les indigènes ne seront ni interchangeables, ni sujets à éviction, ni corvéables à merci. »

Rompant avec la conception colonialiste, elle affirmait solennellement :

« Le progrès du continent africain a pour condition le développement des populations autochtones. L'activité des Européens et des non-Africains dans les territoires coloniaux d'Afrique doit répondre à cette condition. »

Il convenait donc de définir le champ d'action et le rôle respectifs des Africains et des non-Africains ou Européens, en partant du principe que toutes les branches d'activité, dans lesquelles les Africains français peuvent rendre des services de qualité égale à ceux des Européens français, doivent leur être réservées. En d'autres termes, dans le domaine administratif, l'autochtone est appelé à remplacer le « petit Blanc » fonctionnaire, dans les emplois auxquels ses titres scolaires ou universitaires, sanctionnés et éprouvés par les concours et les stages nécessaires, lui permettent d'accéder. Les postes de commandement et de direction demeurent toutefois réservés aux seuls citoyens français, Européens ou Africains.

Il ne s'agit pas de fermer la porte aux colons européens, dont la présence est l'une des conditions du développement économique de l'Afrique. Mais l'émigration européenne doit être organisée et faire l'objet d'une sélection professionnelle et morale. L'époque aventureuse et héroïque de la colonisation est en effet révolue.

La mentalité affairiste est périmée et le « pacte colonial » doit avoir désormais un tout autre sens. Mais l'exploitation rationnelle de nos ressources d'outre-mer exige néanmoins de vastes capitaux et un outillage perfectionné. C'est à l'Administration de veiller à ce qu'ils soient utilisés dans l'intérêt collectif, conformément au « Plan » dont la Conférence a jeté les bases.

En ce qui concerne le « natif » d'Afrique, dans quel cadre va-t-il être appelé à atteindre une responsabilité plus haute,

à évoluer en se familiarisant avec la civilisation matérielle et morale que nous lui apportons? Le problème est délicat à résoudre ; il exige infiniment de doigté, car il s'agit de former des hommes et, selon la belle expression de M. René Plevin (1), de « faire franchir aux millions d'êtres qui vivent sous le Tricolore un grand étage de progrès humain. »

C'est tout le conflit, vieux comme le problème colonial lui-même, entre la politique d'assimilation et la politique d'association.

Persuadés qu'il est de notre devoir de dispenser aussi complètement que possible les bienfaits de notre civilisation aux pays arriérés, les défenseurs du premier système y voient la seule justification au bouleversement que nous leur apportons. Dès lors, c'est tout de suite et intégralement que nous devons nous acquitter de cette dette.

Les partisans de la seconde thèse estiment au contraire qu'une colonie n'est pas un terrain vierge et qu'en faisant table rase des institutions indigènes pour bâtir une société à notre image, nous ne ferons qu'engendrer les plus grands désordres sociaux. Il doit y avoir, disent-ils, endosmose des deux formes de civilisation en présence.

L'une et l'autre thèse sont soutenues avec une égale conviction, encore que les « assimilateurs » les plus systématiques se soient montrés moins intransigeants sur le terrain de la pratique administrative que sur celui des principes.

En réaction très nette contre la politique d'assimilation et la philosophie individualiste qui l'inspire, le gouverneur général Éboué, dès le 8 novembre 1941, avait défini pour l'Afrique Équatoriale une « nouvelle politique indigène » dans une circulaire remarquable adressée aux gouverneurs et administrateurs placés sous son autorité. La « circulaire Éboué », qui s'inspirait du souci de réviser notre politique coloniale et d'« établir la société africaine sur des bases telles que l'A.E.F. entre enfin dans la voie de la prospérité », fut appelée à un grand retentissement, non seulement dans les milieux coloniaux

(1) *Renaissances*, numéro spécial consacré à la politique coloniale, p. 6.

français, mais aussi étrangers, notamment aux États-Unis et en Grande-Bretagne où elle fut traduite par les soins des services officiels.

Pour la première fois dans l'histoire des nations colonisatrices, un Noir, chargé des plus hautes responsabilités, dont l'autorité s'étendait non seulement aux gens de sa race mais aux populations blanches de sa colonie, donnait libre cours à ses réflexions et tirait les leçons de sa longue expérience administrative.

Dans des termes d'une rare élévation de pensée, la circulaire posait en principe que, pour élever l'indigène, il faut partir de lui et non pas de nous. Maintenu dans le cadre de ses institutions traditionnelles et évoluant avec elles, il sera plus heureux et mieux à même de perpétuer la race. Au contraire, si on le sort brusquement de son cadre naturel pour l'élever individuellement, séparément, et non pas comme membre d'une communauté déjà organisée, si défectueuse ou arriérée qu'elle soit, on en fait un déraciné.

Et Eboué qui, mieux que quiconque, avait dû sentir au cours de sa carrière d'administrateur des colonies cette méfiance instinctive ou cette irritation de l'Européen pour le Noir évolué, peut-être même en souffrir, condamnait la politique d'assimilation, au moins telle qu'elle a été pratiquée généralement.

« Au lieu de laisser se former à notre contact une foule de prolétaires plus ou moins mal vêtus, parlant plus ou moins le français, écrivait-il, nous ferons le bien en créant une élite, et d'abord l'élite des chefs et des notables, lesquels, placés par nous devant la responsabilité personnelle du pouvoir, progresseront avec l'usage des difficultés rencontrées et, s'accrochant à l'ouvrage, gagneront leurs titres pour le pays, et dans le pays. Cela ne vaut-il pas mieux qu'une multitude d'individus aigris allant chercher on ne sait où des mots d'ordre inadaptables? »

Il conviendra donc de respecter la coutume familiale et sociale chaque fois qu'elle n'entrave pas l'ascension de l'indigène vers, un statut meilleur. La coutume évoluera et s'adaptera. « L'Afrique affirmait la circulaire, doit garder, en le perfectionnant, un droit africain. » Non sans raison, elle faisait

remarquer que le christianisme, dont elle rappelait l'influence décisive sur l'évolution de la coutume indigène, avait mis trois siècles à s'assimiler la Gaule et ses institutions païennes, conservées et transformées par l'Église.

La conférence de Brazzaville devait prendre pour base de ses travaux dans ce domaine la circulaire Eboué, en précisant toutefois que les institutions traditionnelles indigènes doivent être maintenues, non comme une fin en soi, mais comme mode permettant à la vie municipale et régionale de s'exprimer immédiatement avec le maximum de force.

Une fois définis le but poursuivi et le cadre dans lequel les Africains et, en général, les indigènes de tous nos territoires d'outre-mer seront appelés à une vie meilleure, il fallait préciser l'ampleur des tâches techniques à accomplir.

Le développement de la race constitue la première de ces tâches et appelle l'élimination progressive des endémies et épidémies qui déciment encore aujourd'hui les populations du continent africain : fièvre jaune, paludisme, maladie du sommeil, syphilis, lèpre, tuberculose, etc... Seul, un système d'assistance médicale qui tende à soigner la masse avant les individus peut s'attaquer efficacement à ce problème. Aussi, la conférence demandait-elle la réorganisation de nos services de santé locaux, la création dans chaque territoire d'équipes mobiles d'hygiène parcourant constamment la brousse pour y dépister les maladies, prendre les mesures prophylactiques nécessaires. Les Instituts d'hygiène sociale, chargés de centraliser les résultats des recherches et de dresser les plans de campagne contre telle ou telle affection, devront être pourvus de moyens plus puissants en matériel et en personnel. Enfin, le réseau de nos hôpitaux et maternités devra être développé afin de doter chaque agglomération importante d'un centre médical complet d'où rayonneront les unités mobiles.

Le fonctionnement d'un service de santé colonial ainsi conçu exigera un accroissement du nombre de nos médecins. La Conférence a estimé à six cents le chiffre des médecins européens dont la présence constante en Afrique Noire sera nécessaire. Pour assurer cette permanence, notre corps de santé colonial devra comprendre au moins mille cinq cents

médecins. C'est assez souligner l'étendue du champ d'action qui s'offre dans ce domaine aux jeunes générations de la métropole.

Les effectifs de nos médecins indigènes devront également être augmentés. Les résultats déjà obtenus sont loin d'être négligeables. Sait-on, par exemple, que Madagascar compte trois cent cinquante médecins malgaches formés à l'École de Médecine de Tananarive, que l'Afrique Occidentale Française en compte près de deux cents, formés à l'École de Dakar? Certes, ces médecins ne sont pas docteurs en médecine, bien que plusieurs d'entre eux viennent chaque année, en temps normal, poursuivre leurs études en France, mais ils n'en rendent pas moins de précieux services. Aussi la Conférence de Brazzaville conseillait-elle de porter à deux mille cinq cents l'effectif de sept cents actuellement en service en Afrique et à Madagascar. Il faudra élever leur niveau scientifique et moral. Ce sera l'œuvre d'une grande école de médecine africaine, réplique de notre École de Médecine de Hanoï, dont la création était décidée. Le recrutement des sages-femmes, infirmiers et infirmières indigènes devra être accéléré et leur formation plus poussée.

Enfin, une collaboration aussi étroite que possible est nécessaire sur le plan médical entre les colonies françaises et étrangères. C'est pourquoi la Conférence recommandait la création d'un bureau africain d'hygiène où seraient représentées les diverses puissances intéressées.

Le progrès de l'instruction doit aller de pair avec le développement de la race. Il en est de notre système d'enseignement comme de notre système médical : il doit atteindre la masse indigène pour lui apprendre à mieux vivre. Chaque village réunissant une population scolaire suffisante doit avoir son école de garçons et son école de filles. L'élite indigène qui se dégagera de cette masse sera orientée vers les écoles spécialisées du second degré où seront formés agents et auxiliaires de l'Administration, artisans et techniciens, instituteurs et médecins.

L'exécution d'un tel plan, répartie sur vingt ans, exigera, d'une part, le recrutement dans la métropole de deux cent

cinquante professeurs et instituteurs destinés à former les maîtres indigènes et, d'autre part, la construction de bâtiments scolaires plus nombreux dans chaque territoire.

Enfin, la Conférence se prononçait pour l'adoption du français comme langue pédagogique et véhiculaire commune à toutes les parties de l'Empire et seule propre à ouvrir à la jeunesse africaine l'accès de la culture et de la technique modernes. Il suffit de parcourir l'Afrique française pour se convaincre que cette mesure n'a rien d'utopique ; elle n'est au surplus que la traduction fidèle, sur le plan pédagogique, de notre politique coloniale.

C'est par la langue française que le petit Noir du Congo ou du Niger commence à prendre conscience d'une communauté plus vaste que celle où se parle son dialecte local. A quelques siècles d'intervalle, en était-il vraiment autrement de nos Bretons, de nos Languedociens et de nos Alsaciens ?

C'est encore en fonction de l'avenir de nos populations coloniales, et non pas uniquement d'un point de vue économique, que la Conférence de Brazzaville a abordé la question du régime du travail et de la main-d'œuvre. Le problème est de concilier les nécessités du fonctionnement des entreprises agricoles, minières et industrielles, et l'obligation d'assurer la cohésion de la société indigène et la repopulation.

Déjà, dans sa célèbre circulaire, le gouverneur général Eboué avait lancé un avertissement : la population africaine diminue, surtout parce qu'on emploie trop de main-d'œuvre et qu'on l'emploie mal. C'est malheureusement un fait que les exploitations coloniales font volontiers appel à une main-d'œuvre indigène qui, même lorsqu'elle est payée normalement, leur coûte moins cher qu'un équipement mécanique. Ce souci excessif de l'économie, qui se double d'imprévoyance, favorise la dispersion des entreprises et aboutit à un gaspillage certain de la main-d'œuvre qu'on éviterait par la concentration des chantiers et le machinisme. Un tel état de choses entraîne des mouvements exagérés de population dont la conséquence immédiate est la dislocation de la famille indigène et la conséquence plus lointaine, la disparition progressive de la race.

Il appartient à l'administration d'intervenir, non seulement

pour prévenir les abus, mais pour tenir la main à un emploi plus rationnel de la main-d'œuvre autochtone et imposer une réglementation sévère du marché du travail. Pour en assurer le respect, la Conférence recommandait la création d'un corps de l'Inspection du travail spécial aux Colonies, en même temps qu'elle encourageait, à l'instar des colonies britanniques, la formation de syndicats professionnels.

Dans le domaine économique, la Conférence rompait définitivement avec la vieille politique du « Pacte colonial » et ses formes plus modernes du protectionnisme et de la préférence impériale.

« Le but de notre politique économique coloniale, affirmait la recommandation adoptée, doit être le développement du potentiel de production et l'enrichissement des territoires d'outre-mer en vue d'assurer aux Africains une vie meilleure par l'augmentation de leur pouvoir d'achat et l'élévation de leur standard de vie. »

A cet effet, allait être dressé pour l'ensemble de la communauté française, un plan de production tenant compte des aptitudes particulières de chaque pays. L'industrialisation des colonies, dans le cadre du plan général de production et sous le contrôle de l'État, serait encouragée, soit en soutenant les principales industries à leurs débuts, soit en créant des centres d'essais et de recherches destinés à servir de guides aux futurs industriels coloniaux.

En matière agricole, chaque territoire devra prendre d'urgence, partout où ce sera nécessaire, des mesures propres à reconstituer la fertilité des sols épuisés par une exploitation imprévoyante. Chaque colonie devra aussi établir son programme de commandes d'outillage agricole à répartir largement parmi les populations indigènes. Détail significatif du souci qui l'animait : la conférence recommandait l'envoi d'une mission en Russie pour y étudier le régime du Kholkose. Des programmes de travaux et de commandes de matériel devront aussi être dressés en vue du développement des réseaux routiers, ferroviaires et fluviaux, des ports, ainsi que de la modernisation de l'équipement général.

La consultation de Brazzaville avait permis de dégager une

doctrine coloniale dont le principe directeur était la prééminence de l'intérêt des populations autochtones dans le cadre de la communauté nationale. A l'unanimité, les chefs de nos territoires soulignaient l'urgence des réformes. L'action gouvernementale s'y employa au cours des mois qui suivirent.

Dans chaque territoire, les gouverneurs généraux et gouverneurs furent conviés à entreprendre immédiatement des enquêtes, nécessaires à l'élaboration du plan d'ensemble pour lequel une direction spéciale allait être créée au ministère des Colonies. Ils étaient également invités à préparer les mesures d'ordre politique, administratif, judiciaire, économique, social, médical et scolaire, préconisées à Brazzaville.

Bon nombre de ces mesures sont entrées en vigueur ou sont à la veille de l'être.

La Conférence de Brazzaville aura prouvé la volonté de la France de s'acquitter de la dette d'honneur qu'elle a contractée à l'égard des populations de ses provinces d'outre-mer. Selon la parole du ministre des Colonies, M. Giacobbi, à qui devait incomber la tâche de veiller à la pérennité de « l'esprit de Brazzaville », elle n'aura été que « la suite logique de l'acte de foi du 18 juin 1940(1)».

(1) Discours à l'Assemblée consultative provisoire, séance du 20 mars 1945.

DE L'EMPIRE A L'UNION FRANÇAISE

Si la France, après sa défaite militaire de 1940, est restée libre, si elle a continué la guerre, tenu ses engagements dans et par ses territoires d'outre-mer ; si, depuis le jour où le Général de Gaulle instituait un Conseil de Défense de l'Empire jusqu'à la formation en Algérie du Comité de la Libération Nationale, la France africaine et océane a représenté la France d'Europe; et si la métropole fut libérée « à partir des colonies », de tels faits, inscrits dans une grande histoire nationale, la transforment : ils sont gros d'enseignements, de réconfort, de promesses et d'obligations.

C'est une grande récompense, une étonnante justification du passé, que cette fidélité montrée dans la pire des épreuves par tous les peuples que la France s'était attachés. Quels qu'aient été les erreurs, les négligences, les abus, dont la colonisation s'était rendue coupable (comme toute grande entreprise historique) il faut bien pourtant que la France ait accompli sa vocation de générosité émancipatrice et conquis l'affection de ces peuples, pour qu'au moment où elle gisait sans force, où son prestige paraissait abattu, ils se soient portés tous à la défense de sa liberté.

Comme l'a écrit Paul Giacobbi, alors que la France voyait certains de ses propres enfants douter d'elle, ses enfants adoptifs, eux, n'ent ont pas douté.

Quelle réponse, aussi, aux sceptiques prêts à nier l'importance, la valeur pour la métropole des territoires d'outre-mer! Le Français moyen, s'il tient à « ses colonies », 'il n'y pense pas souvent. Qu'importe (se dit-il parfois) à l'homme de Pontoise ou de Brive-la-Gaillarde que le drapeau français flotte à Fort-Lamy. Eh bien ! quand le drapeau à croix gammée déshonorait les monuments de Paris, il n'a pas été sans importance que les trois couleurs fussent déployées sur le Tchad !

Et quelle gratitude nous devons, Français de la métropole

à ces Français lointains, de toutes couleurs, qui ont su se rappeler, au moment où les ténèbres recouvraient notre patrie, quelle leur avait apporté de la lumière.

La France est fière d'avoir suscité chez eux des élites, qui lui présentent maintenant des revendications où elle reconnaît son esprit. En y satisfaisant, nous trouverons une solution au problème qui émeut l'opinion de grandes démocraties alliées.

Elles veulent liquider les systèmes coloniaux. Mais nous craignons qu'elles ne se contentent trop aisément de formules où l'idéalisme rencontre des intérêts propres à le décevoir bientôt ; à disperser les responsabilités, alourdir les bureaucraties; à créer un nouveau cadre de rivalités internationales; à consacrer enfin, en l'aggravant peut-être, la servitude de ceux qu'on voudrait émanciper. Et, quant à l'indépendance des peuples faibles, mal équipés, nous pensons que dans un monde dur, où les grandes puissances elles-mêmes dépendent chaque jour davantage les unes des autres, ce ne serait qu'un mot — une apparence qui ne dissimulerait même pas la réalité des despotismes ou de conflits locaux, à la faveur desquels les géants économiques auraient libre jeu.

Mais si nous écartons des formules spécieuses à nos yeux, que ce ne soit pas pour choisir l'inertie! D'ailleurs, nous n aurions pas le loisir de nous y complaire longtemps.

Ils ne seraient pas seulement ingrats, mais aveugles, ceux qui ne comprendraient point qu'un changement profond s'est produit et doit être consacré dans les rapports de la métropole et des territoires qui furent appelés « colonies », qui composèrent l' « Empire », et pour lesquels il faut, à l'heure où ils atteignent leur majorité, trouver un nom qui corresponde à la réalité nouvelle.

Les colonies, considérées comme possessions de la métropole, exploitées à son profit : conception périmée, condamnée.

L'Empire, ce fut le terme général par lequel on essaya d'embrasser la diversité des régimes appliqués à des protectorats, à des territoires peuplés de citoyens, à d'autres sans droits politiques; terme héroïque, au temps du danger; dans les appels du Général de Gaulle; mais aussi, la paix retrouvée, terme ambigu pour l'homme contemporain qui se méfie des impérialismes.

La Communauté française, née de ce qui fut bon, probe, charitable et généreux dans l'œuvre séculaire de notre civilisations

a pris conscience d'elle-même dans les douleurs et par les sacrifices de la guerre. Elle a osé se définir quand la victoire n'était encore qu'une espérance. Dans la paix victorieuse, elle pose ses principes juridiques.

Hier, Brazzaville, puis la déclaration sur l'Indochine. Aujourd'hui, la loi qui assure, à chaque territoire d'outre-mer, une représentation, à la Constituante. Demain, la Constitution fédérative que le Chef du Gouvernement provisoire de la République a déjà annoncée au monde.

F. WALTER.

BIBLIOGRAPHIE DE L'EMPIRE AU COMBAT

- Épopée de la France combattante, Raoul Aglion, *E. M. F.*, New-York, 1943.
- Soldats du Tchad, campagnes sahariennes 1940-1943, colonel Ingold, *O. F. E.*, Paris, 1944.
- Ceux de Leclerc en Tunisie (février-mai 1943), général Ingold, *O. F. E.*, Paris, 1945.
- Lettres de la France combattante, colonel Ingold, *O. F. E.*, Paris, 1945.
- Discours aux Français (2 vol.), général de Gaulle, *O. F. E.*, Paris, 1944-1945.
- Tahiti, E. de Curton, *O. F. E.*, Alger, 1945.
- Saint-Pierre et Miquelon, E. de Curton, *O. F. E.*, Alger, 1944.
- La Croisière héroïque, Raymond Beau, *Recueil Sirey*, Paris, 1945. Le Fezzan, Bernard Vernier (Préface de Robert Montagne), *O. F. E.*, Alger 1943.
- Le Tchad fait la guerre, gouverneur Lapie, *O. F. E.*, Alger, 1943.
- Mes Tournées au Tchad, gouverneur Lapie, *O. F. E.*, Alger, 1945. La Conférence africaine française de Brazzaville, ministère des Colonies, Paris, 1945.
- L'Empire au secours de la Métropole, conférence du gouverneur Laurentie, *O. F. E.*, Paris, 1945.
- L'Épopée du Fezzan (Préface de Jacques Lorraine), Paul Moynet, *O. F. E.*, Paris, 1945.
- La Marche à l'étoile, Paul Moynet, *Billing and sons* Angleterre.
- Les Nomades de la gloire, Jean d'Esme, *Publications techniques et artistiques*, Paris, 1944.
- L'Année cruciale, le Critique militaire de la revue *France libre*, *Hamish Hamilton*, Londres.
- La Guerre des cinq continents, le Critique militaire de la revue *France libre*, *Hamish Hamilton*, Londres.
- Le Monde en guerre (1939-1945), J. de Launay, *Janin*, Tourcoing, 1945.
- La 2^e division blindée du général Leclerc en France, par un groupe d'officiers et d'hommes de la division, *Arts et métiers graphiques*, Paris, 1945.
- La Marine au Combat, Ministère de la Marine.

- La Bataille de France, Office d'information de guerre des États-Unis. Chronologie du conflit mondial, R. Céré, Ch. Rousseau, *S.E.F.I.*, Paris, 1945.
- L'Armée française dans la campagne de Tunisie, *O.F.E.*, Paris, 1945.
- L'Armée française en Italie, *O.F.E.*, Paris, 1945.
- Bir-Hakeim (relation des combats qui se sont déroulés du 27 mai au 11 juin 1942), *O.F.E.*, Paris, 1945.
- Tunis sous la croix gammée (novembre 1942 au 7 mai 1943), E. Boretz, *O.F.E.*, Alger, 1944.
- Veillons au salut de l'Empire (préface de René Pleven), général Ingold, *Spes*, Paris, 1945.
- Combats des Forces françaises libres, général de Larminat, *Spes*, Paris, 1945.
- La Marine française dans le débarquement en Provence (août 1944), *O.F.E.*, Paris, 1945.
- Le Débarquement dans le sud de la France, *O.F.E.*, Paris, 1945.
- Les Trois Glorieuses, colonel Boisseau, *O.F.E.*, Paris, 1945.
- Le Gouvernement français en guerre (1943-1944), Silvère Jean, Alger, 1944.
- Corse, première étape, M.-J. Torris, *O.F.E.*, Alger, 1944.
- Bir-Hakeim, F. de Grand Combe, *Carlton Gardens*, Londres, 1943.
- Du Tchad au Rhin, éditions G. P., service de presse du Ministère de la Guerre, Paris, 1945.
- L'Armée française au combat, n° 1 (Fezzan, Tripolitaine, Tunisie), numéro spécial Noël 1944, service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G. P.*, Paris.
- L'Armée française au combat, n° 2 (débarquement franco-anglo-américain en Normandie jusqu'à Strasbourg), service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- L'Armée française au combat, n° 3 (débarquement français dans le sud de la France. Vallée du Rhône, Alsace-Lorraine), service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- Nos Drapeaux, service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- Délivrance, service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- 18 juin, l'armée victorieuse, service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- Le général Leclerc, service de presse du Ministère de la Guerre, *Ed. G.P.*, Paris.
- Marine nationale, Ministère de la Marine.
- Les Colonies pour la Libération de la Métropole, Ministère des Colonies.
- De Londres à la Tunisie, Yves de Duravar, *Ed. Lavauzelle*, 1945.

Le deuxième anniversaire de la conquête du Fezzan. Notes documentaires et études N^o 11. Série coloniale. Ministère de l'Information.

L'A. E. F. et la Guerre, Brazzaville, Félix Eboué. La résistance aux Antilles, Jean Massip, *Revue de Paris*. Pages de Gloire, *Ed. G. P.*, 1945
La Nouvelle Politique Indigène, Félix Eboué *O.F.E.*, *Paris*, 1945
L'Indochine et la Guerre, Jacques Chazelle, *Ed. Du Chêne, Paris*, 1945.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE		PAGE
Preface:	Par M. le Gouverneur Laurentie	7
I	L'appel du 18 juin 1940. L'élan de l'Empire au secours de la France:	11
II	L'Afrique Française Libre	24
III	La France Libre dans le Pacifique	36
IV	L'épopée des forces Françaises Libres	41
V	L'aviation et la Marine Françaises Libres	61
VI	Pages douloureuses et vengeresses	66
VII	La réunion Imperiale en Afrique du Nord	85
VIII	La liberation du territoire	98
IX	L'Indochine résistante	113
X	Une grand étape: La conférence Africaine Française de Brazzaville	130
Conclusion	Par M. F. Walter, Directeur de l'Information au Ministère des Colonies	143
Bibliographie		147

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES
PRESSES DE L'IMPRIMERIE
PAUL DUPONT A PARIS
LE 15 OCTOBRE 1945
NUMÉRO D'ÉDITION : 40
NUMÉRO D'IMPRESSION : 484
DÉPOT LÉGAL : 4^E TRIM. 1945

VERSION NUMÉRIQUE PRODUIT
PAR MARC EVE, MARS 2013



PRIX : 60 FR.